



COMPAGNIE FINANCIÈRE DE DEAUVILLE

## **DOCUMENT DE PRESENTATION A L'OCCASION DU TRANSFERT DES ACTIONS DE LA SOCIETE SUR ALTERNEXT D'EURONEXT PARIS**

Le présent document de présentation a été établi par Compagnie Financière de Deauville pour répondre à ses engagements d'information du public pris en application des règles d'Alternext à l'occasion du transfert de ses actions sur ce marché d'Euronext Paris SA.

Sa diffusion ne constitue pas une offre d'achat ou de souscription d'actions en France ou à l'étranger.

. Il peut être consulté sur le site d'Euronext (<http://www.euronext.com>) et sur le site Internet de Compagnie Financière de Deauville (<http://www.cfd-group.com>)

<b>CHAPITRE 1 – RENSEIGNEMENT DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT</b>	
<b>CFD ET SON CAPITAL</b>	<b>3</b>
1.1 RENSEIGNEMENT GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL	3
1.2 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL	7
<b>CHAPITRE 2 – RENSEIGNEMENT CONCERNANT L’ACTIVITE DE CFD ET SES</b>	
<b>PERSPECTIVES</b>	<b>17</b>
2.1 PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DU GROUPE	17
2.2 L’EQUIPE DIRIGEANTE – L’ORGANISATION	40
2.3 ASPECTS JURIDIQUES	41
<b>CHAPITRE 3 – PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS DU</b>	
<b>GROUPE</b>	<b>46</b>
3.1 COMPTES CONSOLIDES DE L’EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004	46
3.2 RAPPORT DU CONSEIL D’ADMINISTRATION SUR L’ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DE L’EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004	68
3.3 COMPTES SOCIAUX DE L’EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004	85
3.4 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES DE L’EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004	103
3.5 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RESEAUX PRIS EN CHARGE PAR LE GROUPE CFD	104
3.6 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2005	105
<b>CHAPITRE 4 - LE GOUVERNEMENT D’ENTREPRISE</b>	<b>127</b>
4.1 COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D’ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE	127
4.2 DECLARATION DES ORGANES D’ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE	137
4.3 REGIMES D’INTERESSEMENT DU PERSONNEL	140
<b>CHAPITRE 5 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L’EVOLUTION RECENTE ET</b>	
<b>LES PERSPECTIVES D’AVENIR</b>	<b>141</b>
5.1 EVOLUTION RECENTE	141
5.2 PERSPECTIVES D’AVENIR	141

# **CHAPITRE 1 – RENSEIGNEMENT DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT CFD ET SON CAPITAL**

## **1.1 RENSEIGNEMENT GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL**

### **1.1.1 Dénomination sociale**

La dénomination sociale de la société (ci-après la « Société ») est : « Compagnie Financière de Deauville ». L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 26 juin 2002 a, aux termes de sa huitième résolution, décidé de remplacer l'ancienne dénomination sociale « TKL5 » par « Compagnie Financière de Deauville ».

### **1.1.2 Date de constitution**

La Société a été constituée le 18 mai 1994 sous forme de société civile.

### **1.1.3 Siège social**

Le siège social est fixé au 29, avenue Hoche – 75008 Paris.

### **1.1.4 Durée de vie**

La durée de vie de la société est de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés le 22 juin 1994, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### **1.1.5 Forme juridique (article 1 des statuts)**

La Société, initialement constituée sous forme de société civile, a été transformée en société anonyme à Conseil d'administration par décision de la collectivité des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 7 avril 1999.

Elle est régie par les dispositions du Code de Commerce sur les sociétés commerciales, par le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 et ses statuts.

### **1.1.6 Registre du Commerce et des Sociétés**

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 397 478 421.

### **1.1.7 Code APE et dénomination du secteur d'activité**

741 G - Conseil pour les affaires et la gestion.

### **1.1.8 Objet social (article 2 des statuts)**

La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- la prise de participations dans toutes sociétés cotées ou non cotées, la gestion de ces participations ;

- la réalisation de toutes opérations sur les titres de participations composant le portefeuille qu'elle aura constitué ;
- l'acquisition, la gestion, et la cession de tous biens et droits immobiliers ;
- la réalisation de prestations de conseil pour le compte de tiers ;
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation, ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement,

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature que ce soit se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptible d'en faciliter le développement ou la réalisation.

### **1.1.9 Forme des actions (article 9 des statuts)**

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société font l'objet d'un enregistrement auprès du dépositaire central. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

### **1.1.10 Cession et transmission des actions et seuils statutaires (article 10 des statuts)**

Les actions sont librement cessibles, sauf exceptions prévues par la loi et cas particulier des franchissements de seuil. Toute cession d'actions s'effectue conformément à la loi.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Toute personne, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, au moins le vingtième, le dixième, le cinquième, le tiers, la moitié ou les deux tiers du capital ou des droits de vote, est tenue dans les cinq jours de bourse suivant le jour de la négociation des titres indépendamment de leur livraison qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ce seuil, de déclarer à la Société, par lettre recommandée AR, le nombre total des actions et le nombre des droits de vote qu'elle possède. Cette déclaration sera effectuée dans les conditions ci-dessus chaque fois que le seuil du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sera franchi en hausse ou en baisse.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions prévues par la loi, dans la mesure où un ou plusieurs actionnaire(s) détenant 3% au moins du capital ou des droits de vote en font la demande lors de l'assemblée.

A l'obligation d'information ci-dessus, s'ajoutent les obligations qui pourraient être mises à la charge de la personne venant à franchir l'un de ces seuils au titre des dispositions du Code de Commerce, du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers ou des règles d'Euronext applicables au marché sur lequel les titres émis par la Société sont inscrits à la date de la transaction et en particulier celle relative à l'obligation de mise en œuvre d'une garantie de cours par toute personne qui, agissant seule ou de concert, vient à détenir la majorité des droits de vote ou du capital de la société, dans les conditions prévues à l'article 3.1 des règles d'Alternext.

### **1.1.11 Droits et obligations attachés aux actions (article 11 des statuts)**

**11.1.** Les droits et obligations attachés à l'action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir et, le cas échéant, la quote-part des réserves et des provisions.

La propriété de l'action entraîne, ipso facto, l'approbation par le titulaire des présents statuts ainsi que celle des décisions des assemblées générales d'actionnaires.

**11.2.** En plus du droit de vote, que la loi attache aux actions, chacune d'elles donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices, et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions ou valeurs mobilières pour exercer un droit quelconque, les actionnaires ou titulaires de valeurs mobilières font leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions ou de valeurs mobilières nécessaire.

**11.3.** En application de la neuvième résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 20 juin 2001, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis 2 ans au moins, au nom du même actionnaire. Le délai de 2 ans court depuis le 20 juin 2001, date à laquelle ce droit de vote double a été instauré par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double sous réserve des exceptions prévues par la loi.

**11.4.** La société a la faculté d'exiger le rachat, dans les conditions prévues à l'article L. 228-19 du Code de Commerce, soit de la totalité de ses propres actions à dividende prioritaire sans droit de vote, soit de certaines catégories d'entre elles, chaque catégorie étant déterminée par la date de son émission.

### **1.1.12 Assemblées Générales (article 22 des statuts)**

Les assemblées générales sont convoquées et réunies dans les conditions fixées par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou de prendre part aux votes par correspondance dans les conditions légales et réglementaires.

L'actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée, peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint, ou
- voter par correspondance, ou
- adresser une procuration à la société sans indication de mandat,

dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Sur décision du Conseil d'administration publié dans l'avis de réunion et l'avis de convocation de toute assemblée générale, les actionnaires peuvent dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, adresser leur formule de procuration et de vote par correspondance soit sous forme papier soit par télétransmission.

Les assemblées sont présidées par le président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents, et acceptant ces fonctions, qui disposent du plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale ordinaire réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale extraordinaire, réunie sur deuxième convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité de deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée sont valablement certifiés par le président du Conseil d'administration, par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général ou par le secrétaire de l'assemblée.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires exercent leurs pouvoirs respectifs dans les conditions prévues par la loi.

#### **1.1.13 Exercice social (article 23 des statuts)**

Chaque exercice social a une durée de douze mois qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

#### **1.1.14 Affectation et répartition des bénéfices (article 24 des statuts)**

Le Conseil d'administration tient une comptabilité régulière des Opérations sociales et dresse les comptes annuels conformément à la loi et aux usages applicables. Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice, ou en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins cinq pour cent (5 %) affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

#### **1.1.15 Modalités de paiement des dividendes (article 25 des statuts)**

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer sous forme de dividendes.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes seront prélevés en priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par le Conseil d'administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice pourra accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

De la même façon, l'assemblée générale ordinaire, statuant dans les conditions prévues à l'article L.232-12 du Code de Commerce, pourra accorder à chaque actionnaire un acompte sur dividendes et pour tout ou partie dudit acompte sur dividende, une option entre le paiement de l'acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement en actions, le prix et les conditions d'émission des actions ainsi que la demande de paiement en actions et les conditions de réalisation de l'augmentation de capital seront régis par la loi et les règlements.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié conforme par le ou les commissaires aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des présents statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, le Conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice ainsi que d'en fixer le montant et la date de répartition. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au présent alinéa. Dans ce cas, le Conseil d'administration ne pourra faire usage de l'option décrite aux alinéas ci-dessus.

#### **1.1.16 Consultation des documents sociaux**

Les statuts, procès-verbaux et autres documents sociaux peuvent être consultés au siège social de la Société.

### **1.2 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL**

#### **1.2.1 Montant du Capital social**

Le capital social au 30 juin 2005 s'élève à 18 441 129,30 euros divisé en 3 322 726 actions de 5,55 euros de valeur nominale, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

#### **1.2.2 Évolution du capital social depuis la création de la Société**

Date	Nature de l'opération	Apports et Augmentations du capital	Prime d'émission et d'apport	Réserve indisponible	Nombre d'actions avant	Nombre d'actions après	Nominal de l'action	Capital social
18/5/1994	Constitution	1 000 FRF				10	100 FRF	1 000 FRF
29/6/1996	Augmentation de capital par compensation de créances	1 103 000 FRF			10	11 040	100 FRF	1 104 000 FRF
5/1/1999	Augmentation du capital par compensation de créances	1 316 000 FRF			11 040	24 200	100 FRF	2 420 000 FRF

7/4/1999	Augmentation du capital par apport en nature	17 607 100 FRF			24 200	200 271	100 FRF	20 027 100 FRF
4/9/2000	Réduction du capital social	- 2 026 600 FRF			200 271	180 005	100 FRF	18 000 500 FRF
4/9/2000	Augmentation du capital social et suppression de la mention de la valeur nominale des actions	47 595 200 FRF			180 005	180 005	100 FRF	65 595 700 FRF
4/9/2000	Expression du capital en Euros				180 005	180 005	Néant	10 000 000 €
20/06/2001	Réintroduction de la mention de la valeur nominale dans les statuts et division par 10				180 005	1 800 050	5,555401 €	10 000 000 €
25/07/2001	Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription	4 584 947,50 €	3 208 124,63 €		1 800 050	2 047 885	5,555401 €	11 376 822,87 €
25/07/2001	Réduction du capital par voie de diminution de la valeur nominale des actions affectée sur un compte de réserve indisponible			11 061,12 €	2 047 885	2 047 885	5,55 €	11 365 761,75 €
25/07/2001	Réduction du capital par voie de rachat par la Société de 5 actions en vue de leur annulation			27,75 €	2 047 885	2 047 880	5,55 €	11 365 734 €
03/10/2001	Augmentation de capital à l'occasion de l'inscription au Marché Libre (1)	861 537,60 €	1 029 188,16 €		2 047 880	2 203 112	5,55 €	12 227 271,60 €
26/06/2002	Augmentation de capital par incorporation de compte courant d'actionnaires	1 300 009,80 €	1 552 984,58 €		2 203 112	2 437 348	5,55 €	13 527 281,40 €
19/12/2002	Augmentation de capital par exercice de BSA (2)	89 910 €	107 406,00 €		2 437 348	2 453 548	5,55 €	13 617 191,40 €
27/03/2003	Augmentation de capital par exercice de BSA (2)	7 836 €	9 362 €		2 453 548	2 454 960	5,55 €	13 625 028,00 €
16/12/03	Augmentation de capital par souscription de nouvelles actions	1 672 243 €	2 094 070 €		2 454 960	2 756 265	5,55 €	15 297 270,75 €
30/12/2003	Augmentation de capital par exercice de BSA (2)	829 736 €	991 198 €		2 756 265	2 905 767	5,55 €	16 127 006,85 €
20/04/2004	Augmentation de capital par exercice de BSA (2)	5 550 €	6 630 €		2 905 767	2 906 767	5,55 €	16 132 556,85 €
13/07/2004	Augmentation de capital par exercice de BSA (2)	70 263 €	83 935,80 €		2 906 767	2 919 427	5,55 €	16 202 819,85 €
29/09/2004	Augmentation de capital par exercice de BSA (3)	5,55 €	6,95 €		2 919 427	2 919 428	5,55 €	16 202 825,40 €
22/02/2005	Augmentation de capital par exercice de BSA (4)	481 823,25 €	603 364,25 €		2 919 428	3 006 243	5,55 €	16 684 648,65 €
17/05/2005	Augmentation de capital par exercice de BSA (4)	1 756 480,65 €	2 199 556,85 €		3 006 243	3 322 726	5,55 €	18 441 129,30 €

(1) Cette opération a fait l'objet d'un prospectus simplifié qui a reçu le visa de la COB n°01-1169 en date du 27 septembre 2001.

(2) Il s'agit de BSA attribués par l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2002. Les BSA non exercés au 26 juin 2004 sont devenus caducs à cette date.

(3) Il s'agit de BSA attribués à la société COGEF par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2004, dont les caractéristiques sont décrites au paragraphe 1.2.4.5.1 du présent document de présentation.

(4) Il s'agit des BSA Novembre 2004 dont les caractéristiques sont décrites au paragraphe 1.2.4.5.2 du présent document de présentation. Cette opération a fait l'objet d'un prospectus simplifié qui a reçu le visa de l'AMF n°04-879 en date du 10 novembre 2004



### **1.2.3 Capital autorisé**

#### ***1.2.3.1 Autorisation donnée au Conseil d'administration d'augmenter le capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires***

En application des dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 228-92 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société du 28 juin 2005 a, aux termes de sa huitième résolution, autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans la limite d'un montant nominal maximum de 20 000 000 € ou sa contre-valeur dans une autre monnaie autorisée.

Cette autorisation a été consentie pour une durée de 26 mois à compter du 28 juin 2005 et n'a pas été utilisée à la date du présent document de présentation.

#### ***1.2.3.2 Autorisation donnée au Conseil d'administration d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires***

En application des dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 228-92 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2005 a, aux termes de sa neuvième résolution, autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite d'un montant nominal maximum de 20 000 000 €, ce plafond étant commun à celui de l'autorisation décrite au paragraphe 1.2.3.1. ci-dessus.

Cette autorisation a été consentie pour une durée de 26 mois à compter du 28 juin 2005 et n'a pas été utilisée à la date du présent document de présentation.

#### ***1.2.3.3 Autorisation donnée au Conseil d'administration d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes***

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2005 a, aux termes de sa huitième résolution, autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes dans la limite d'un montant nominal de 20 000 000 €.

Cette autorisation a été consentie pour une durée de 26 mois à compter du 28 juin 2005 et n'a pas été utilisée à la date du présent document de présentation.

#### ***1.2.3.4 Autorisation donnée au Conseil d'administration d'augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit de catégories de personnes conformément à l'article L.225-138 § II du Code de commerce***

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2005 a, aux termes de sa onzième résolution, autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite d'un montant nominal maximum de 20 000 000 €, au profit de catégories de bénéficiaires dont la liste suit :

- des sociétés d'investissement ou fonds gestionnaires d'épargne collective investissant dans les holding de participations, dans le secteur de l'immobilier et/ou des services financiers, à des compagnies d'assurance (nord américaines, de l'Union Européenne et suisses) ou des groupes ayant une activité opérationnelle dans ces secteurs, de droit français ou étranger et dont le Conseil d'administration fixera la liste étant précisé que le nombre de bénéficiaires ne pourra être supérieur à quinze par émission ;
- des actionnaires des sociétés acquises par la Société ;
- dans le cadre des dispositions de l'article 163 bis G du Code Général des Impôts, aux membres du personnel salarié de la Société ainsi qu'aux dirigeants soumis au régime fiscal des salariés ;

Cette autorisation a été consentie pour une durée de 18 mois à compter du 28 juin 2005 et n'a pas été utilisée à la date du présent document de présentation.

## **1.2.4 Capital potentiel**

### **1.2.4.1 Options de souscription d'actions**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2005 a, aux termes de sa douzième résolution, autorisé le Conseil d'administration à consentir des options de souscription et augmenter le capital social au profit des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce.

Le délai d'exercice des options ne pourra excéder 10 ans et le nombre total des options ouvertes et non encore exercées ne pourra excéder 10% du capital de la Société.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration, valable pour une durée de 38 mois à compter du 28 juin 2005, n'a pas été utilisée à la date du présent document d'information.

### **1.2.4.2 Attribution d'actions gratuites**

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 28 juin 2005 a, aux termes de sa treizième résolution, autorisé le Conseil d'administration à procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à créer au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société qui répondent aux conditions fixées par la loi ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce

Le nombre total d'actions distribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra être supérieur à 10% du capital social, ce plafond étant commun à celui de l'autorisation décrite au paragraphe 1.2.4.1 ci-dessus, et l'attribution sera définitive au terme d'une période minimale de conservation des actions par les bénéficiaires de 2 ans.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration, valable pour une durée de 38 mois à compter du 28 juin 2005, n'a pas été utilisée à la date du présent document d'information.

### **1.2.4.3 Autorisation d'augmentation du capital au profit des salariés qui auront adhéré à un Plan Epargne d'Entreprise**

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 28 juin 2005 a, aux termes de sa quatorzième résolution, autorisé le Conseil d'administration à mettre en place un plan d'épargne d'entreprise, tel que prévu aux articles L 443-1 et suivants du Code du Travail, qui serait ouvert aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code du Commerce.

A cette fin, le Conseil d'administration a été autorisé à augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un montant nominal maximum de 1 000 000 €, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés du groupe qui auront adhéré au plan d'épargne d'entreprise institué par la Société.

Cette autorisation d'augmentation de capital, donnée pour une période de 26 mois à compter du 28 juin 2005, n'a pas été utilisée à la date du présent document d'information.

### **1.2.4.4 Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2002 a, aux termes de sa quatorzième résolution, autorisé le Conseil d'administration à attribuer, à titre gratuit, en une ou plusieurs fois, dans le cadre des dispositions de l'ancien article L. 228-95 du Code de Commerce et de l'article 163 bis G du Code Général des Impôts, 487 470 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE), aux membres du personnel salarié de la Société ainsi qu'aux dirigeants soumis au régime fiscal des salariés ; chaque bon, incessible, donnant droit à souscrire une action de la Société au prix de 12,18€.

Les titres auxquels donnent droit les bons devront être émis dans un délai de 5 ans à compter de l'émission desdits bons. Ils perdront toute validité après cette date.

L'assemblée générale a fixé à la somme de 2 705 458,50 € le montant nominal maximum des augmentations de capital pouvant résulter de l'exercice des bons.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration, valable pour une durée de un an à compter du 26 juin 2002, a été utilisée comme suit à la date du présent document d'information :

### **Informations sur les BSPCE**

Plans	Plan n° 1	Plan n°2
Date d'assemblée	26/06/2002	26/06/2002
Date du Conseil d'administration	18/09/2002	27/03/2003
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	239 595	112 910
Prix d'exercice des BSPCE	12,18 €	12,18 €
Nombre de dirigeants concernés	4	1
Point de départ d'exercice des BSPCE	19/09/2002	28/03/2003
Date d'expiration	18/09/2007	27/03/2008
Nombre d'actions souscrites au 30/06/04	0	0
Nombre total de BSPCE annulés	225 820	0
Nombre total de BSPCE restants	13 775	112 910
Dilution totale potentielle résultant de l'exercice des BSPCE <sup>1</sup>	0,40%	3,29%

<sup>1</sup> Sur la base du nombre total d'actions composant le capital social au 30/06/2005 et des BSPCE exerçables

#### **1.2.4.5 Autres titres donnant accès au capital**

##### **1.2.4.5.1 Bons de souscription d'actions JUIN 2004**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2004 a, aux termes de sa dixième résolution, décidé d'émettre, en application de l'ancien article L 228-95 du Code de Commerce, 290 575 bons de souscription sous la forme nominative, chaque bon donnant droit à leur titulaire de souscrire une action de la Société, au prix unitaire de 12,50 €, soit avec une prime d'émission de 6,95 €.

Les BSA devront être exercés dans les dix-huit (18) mois de leur date d'émission et perdront toute validité après le 15 décembre 2005. Ils ne feront pas l'objet d'une demande d'inscription à la cote du Marché Libre d'Euronext Paris SA, et ne pourront être cédés par leurs bénéficiaires.

En conséquence de ladite émission de BSA, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2004 a décidé une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 1 612 691,25 €, par émission de 290 575 actions nouvelles de 5,55 € de nominal chacune, cette décision emportant de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux dites actions au profit des titulaires de bons.

Les actions nouvelles seront souscrites en numéraire et devront être libérées à la souscription. Elles porteront jouissance du 1er janvier de l'année de leur exercice, quelle que soit la date d'exercice des bons. Elles jouiront des mêmes droits et seront entièrement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date.

Les actions nouvelles provenant de l'exercice des BSA feront l'objet d'une demande d'inscription à la cote du Marché Libre d'Euronext Paris SA au fur et à mesure de leur émission.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2004 a expressément supprimé le droit préférentiel de souscription des actionnaires à la souscription des 290 575 bons ci-dessus et d'attribuer gratuitement et en intégralité lesdits BSA à la société COGEF, société de droit suisse, installée à Genève et ayant pour activité la gestion financière.

COGEF est une société financière de droit Suisse installée à Genève, créée en Décembre 2002 et contrôlée à hauteur de 99% du capital par Monsieur Yariv Elbaz, son Président et principal actionnaire. Elle est membre actif de l'ASG (Association Suisse Des Gérants de Fortune) et affiliée à l'organisme d'autorégulation (OAR).

Ses domaines d'activité sont la gestion sous mandat, le conseil en investissement pour le compte de clients privés ou personnes morales, avec des supports actions, obligations, produits structurés, principalement par le biais de fonds. COGEF s'est notamment spécialisée dans la gestion monétaire et obligataire et la sélection de fonds.

COGEF et CFD Capital Management ont conclu en juillet 2004 un partenariat commercial aux termes duquel COGEF accepte de présenter à CFD Capital Management des clients susceptibles de souscrire aux OPCVM qu'elle gère ou lui confier des fonds en gestion.

C'est en raison de l'importance stratégique de ce partenariat pour le Groupe CFD que les BSA JUIN 2004 ont été attribués à COGEF.

A la date du présent document d'information, la société COGEF a exercé un (1) BSA sur les 290 575 BSA qui lui ont été attribués par l'assemblée générale du 15 juin 2004, de sorte qu'il reste 290 574 BSA en cours de validité

#### *1.2.4.5.2 Bons de souscription d'actions NOVEMBRE 2004*

En vertu de l'autorisation déléguée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 juin 2003, le Conseil d'administration de la Société a décidé, dans sa séance du 4 novembre 2004, d'émettre et d'attribuer gratuitement aux actionnaires de CFD 2 919 428 bons de souscription d'actions à raison d'un BSA par action CFD, d'une valeur nominale de 5,55 €, au prix de 12,50 €.

Seuls les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte au 12 novembre 2004 après clôture de la séance de bourse, ont eu droit à cette attribution. L'attribution gratuite des BSA a été effectuée le 15 novembre 2004.

2 BSA donnent le droit de souscrire 1 action CFD au prix de 12,50 euros par action, à libérer intégralement en numéraire à la souscription.

Les titulaires de BSA ont la faculté de souscrire des actions nouvelles de CFD à tout moment à partir du 15 novembre 2004 et ce jusqu'au 30 décembre 2005 inclus. Les BSA qui n'auront pas été exercés au 30 décembre 2005 deviendront caducs et perdront toute valeur à cette date.

En cas d'exercice de la totalité des BSA émis à l'occasion de l'opération projetée, le capital social serait augmenté d'un montant nominal de 8 101 412,70 euros par création de 1 459 714 actions nouvelles de 5,55 € de nominal chacune. Le montant brut des capitaux levés pourrait ainsi s'élever au maximum à 18 246 425 euros et le montant net à 17 110 225 euros après imputation des frais liés à l'opération dont le montant est estimé à environ 1 136 200 euros TTC.

Les actions nouvelles issues de l'exercice des BSA portent jouissance dès le premier jour de l'exercice social au cours duquel les BSA sont exercés. Elles sont, dès leur création, soumises à toutes les dispositions statutaires et entièrement assimilées aux actions anciennes après paiement, le cas échéant, du dividende afférent à l'exercice précédent ou, s'il n'en était pas distribué, après la tenue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de cet exercice. Elles ont droit, au titre de l'exercice social au cours duquel elles sont créées et des exercices ultérieurs, au même dividende que celui qui peut être réparti entre les autres actions portant même jouissance.

Les actions nouvelles issues de l'exercice de BSA font l'objet de demandes périodiques d'inscription à la cote du Marché Libre d'Euronext Paris SA sous le numéro de code FR 0004060234, sur la même ligne que les actions anciennes auxquelles elles sont entièrement assimilables dès leur cotation après la date de détachement du coupon ou de la date de l'assemblée générale en cas d'absence de dividende.

Monsieur Thierry LEYNE qui contrôle la Société, directement ou indirectement via la société de droit luxembourgeois CFD Capital Partners SA, s'est vu attribuer directement 993 285 BSA et indirectement 625 429 BSA via la société CFD Capital Partners SA. Monsieur Thierry LEYNE a fait part de son intention de procéder personnellement à l'exercice de 29 000 BSA lui revenant et d'exercer, via la société CFD Capital Partners SA, 60 000 BSA. S'agissant du solde des BSA qui lui ont été attribués directement ou indirectement, Monsieur Thierry LEYNE se réserve le droit d'exercer,

directement ou indirectement, un nombre supérieur de BSA que celui indiqué ci-dessus ou d'en céder tout ou partie.

Monsieur Simon AZOULAY, qui détient 9,86% du capital social, a indiqué à la Société qu'il n'envisageait pas d'exercer les BSA qui lui ont été attribués.

Afin de préserver les droits de la société COGEF, titulaire de 290 574 BSA émis par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2004 (BSA Juin 2004) ) dans les conditions décrites au paragraphe 1.2.4.5.1 ci-dessus, chaque BSA Juin 2004 donnant droit à la souscription de une action de la Société jusqu'au 15 décembre 2005 au prix de 12,50 euros par action, le Conseil d'administration a décidé, dans sa séance du 4 novembre 2004, l'émission de 290 574 BSA supplémentaires au profit de la société COGEF, à la condition expresse qu'elle exerce au plus tard le 15 décembre 2005 les 290 574 BSA Juin 2004 encore en vigueur à ce jour. Les 290 574 BSA supplémentaires émis, le cas échéant, au profit de la société COGEF auront les mêmes caractéristiques que les BSA Juin 2004. En outre, ils ne font pas l'objet d'une demande d'inscription à la cote du Marché Libre d'Euronext Paris SA et ne peuvent pas être cédés par leur bénéficiaire. Conformément aux dispositions de l'article 174-2 du décret du 24 mars 1967 sur les sociétés commerciales, la société COGEF est informée des modalités de la réservation de ses droits, telles que précisées ci-dessus, par avis publié dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 12 novembre 2004.

Une convention de placement a été conclue entre CFD et CFD Capital Partners le 10 novembre 2004 par laquelle CFD Capital Partners s'est engagée à coordonner le placement des BSA attribués gratuitement à l'ensemble des actionnaires. En contrepartie, CFD Capital Partners perçoit une commission égale à 5% HT du montant des fonds levés.

#### Tableau récapitulatif des plans de BSA au 30 juin 2005

Tableau d'utilisation des Plans de BSA au 30/06/2005	BSA COGEF JUIN 2004	BSA NOVEMBRE 2004
Date de l'AGE ou du CA	15/06/2004	04/11/2004
<b>Modalité de l'émission des bons :</b>		
Nombre de bons créés	290 575	2 919 428
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	290 575	1 459 714
Nombre de bénéficiaires	1	BSA cotés
Point de départ d'exercice des bons	15/06/04	15/11/04
Date d'expiration	15/12/05	31/12/05
Prix de souscription	12,50	12,50
Nombre d'actions souscrites au 31/12/04	1	86 815
<b>Mouvements sur les bons :</b>		
Nombre d'actions souscrites au 30/06/2005	1	403 298
Bons de souscription annulés au 30/06/2005	1	806 596
Bons de souscription en vigueur au 30/06/05	290 574	2 112 832
Dilution potentielle résultant de l'exercice de la totalité des BSA <sup>1</sup>	8,04%	24,12% <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Calculé sur le nombre totale d'action au 30 juin 2005

<sup>2</sup> La dilution totale potentielle serait de 28,85% si prise en compte de la totalité des BSA COGEF

#### 1.2.5 Répartition du capital et des droits de vote au 30 juin 2005 :

Conformément à l'article L.233-13 du Code de Commerce, les actionnaires détenant individuellement plus de 5% du capital sont, au 30 juin 2005 :

	Capital		Droits de vote	
	Nombre d'actions	%	Nombre de Droits de Vote	%
Thierry Leyne <sup>1</sup>	1 585 192	47,701	1 996 035	50,28
Simon Azoulay	232 405	6,99	383 530	9,66
Public	1 505 129	45,30	1 590 067	40,06
<b>TOTAL</b>	<b>3 322 726</b>	<b>100,00</b>	<b>3 969 632</b>	<b>100,00</b>

<sup>1</sup>Directement et indirectement via CFD Capital Partners

La Société compte environ 160 actionnaires (Source Société Générale, en charge du service titres de la Société).

À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient plus de 5% du capital ou des droits de vote de la société.

## 1.2.6 Pacte d'actionnaires

Néant.

## 1.2.7 Etat des inscriptions et nantissemements au 30 juin 2005

### 1.2.7.1 Nantissement sur les actions CFD

A la connaissance de la Société, aucune de ses actions ne fait l'objet d'un nantissement.

### 1.2.7.2 Nantissement sur les actifs de la Société

Type de nantissemements / hypothèques	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nanti (en milliers d'euros) (a)	Total du poste de bilan (en milliers d'euros) (b)	% correspondant (a) / (b)
S/ immobilisations incorporelles					
S/ immobilisations corporelles	12/12/2001	12/05/2017	6 015	13 492	44,58%
S/ immobilisations corporelles	13/07/2004	13/07/2008	7 000	7 905	88,55%
S/ immobilisations financières	12/05/2004	11/05/2006	2 452	3 454	70,99%
<b>TOTAL</b>			<b>15 467</b>	<b>24 851</b>	<b>62,24%</b>

## 1.2.8 Dividendes

### Dividendes distribués au titre des 3 derniers exercices

Il n'y a pas eu de dividendes versés au cours des trois derniers exercices

### Politique de distribution de dividendes

Dès lors que la situation financière de la Société le permettra, celle-ci reprendra sa politique de distribution de dividendes dont le montant, révisable chaque année, correspondra à la quote-part des bénéfices réalisés disponibles après affectation au besoin d'autofinancement.

### Prescription des dividendes

Les dividendes afférents à des actions qui ne sont pas réclamés dans un délai de cinq (5) ans à compter de la date de mise en paiement sont prescrits et doivent être reversés à l'Etat.

## 1.2.9 Historique du titre CFD

Les actions CFD sont inscrites à la cote du Marché Libre d'Euronext Paris SA depuis le 3 octobre 2001. Le cours d'inscription et de première cotation était de 12,18 €.

### 1.2.9.1 Tableau récapitulatif des cours et volumes pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 juillet 2005 (Sources Euronext)

Période	Cours le + Haut	Cours le + Bas	Dernier Cours du mois	Volume d'actions échangées	Volume de Capitaux échangés
<b>2004</b>					
janv-04	16,91	15,13	15,13	8 090	72 875
févr-04	15,58	14,24	15,58	72 875	997 656
mars-04	16,02	14,69	15,13	24 400	316 335
avr-04	15,57	14,24	15,31	43 150	581 975
mai-04	16,91	15,58	16,91	42 549	540 297
juin-04	16,91	15,58	16,36	1 140	20 881
juil-04	16,91	14,86	16,91	5 360	85 833
août-04	17,8	16,02	16,02	2 180	39 820
sept-04	16,02	14,24	14,24	17 541	311 990
oct-04	15,84	13,8	13,8	33 755	618 233
nov-04	15,11	13,31	15,01	28 633	429 506
déc-04	15,05	13	13	52 932	719 095
<b>2005</b>					
janv-05	14,8	13,46	14,37	17 780	238 690
févr-05	14,48	13	13,05	218 663	2 926 355
mars-05	14,48	12,99	13	133 913	1 681 844
avr-05	13	12	12,48	301 754	3 773 090
mai-05	13,61	12,5	13,2	21 609	275 494
juin-05	13,98	13,41	13,74	42 307	536 095
juil-05	13,8	12,5	13	179 152	2 280 141
août-05	13	12,75	13	47 403	595 737



**1.2.9.2 Evolution du cours de bourse pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2004 au 5 septembre 2005 (Source Euronext Paris SA) :**





## **CHAPITRE 2 – RENSEIGNEMENT CONCERNANT L'ACTIVITE DE CFD ET SES PERSPECTIVES**

### **2.1 PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DU GROUPE**

#### **2.1.1 Historique de la Société**

CFD (anciennement TKL5), fondée en 1994 par son Président actuel Thierry LEYNE, est une société d'investissement indépendante.

Dès sa création, CFD a eu pour vocation d'agir comme un véritable catalyseur et accélérateur de croissance et s'est positionnée comme un partenaire industriel, capable d'accompagner dans la durée les sociétés de son portefeuille.

Après avoir investi dans des secteurs diversifiés, CFD a recentré, à partir de 2002, son portefeuille de participations sur le secteur des services financiers en privilégiant la recherche de synergies potentielles entre les différentes participations.

En 1995, le Groupe entre au capital de EBPF, société de gestion de portefeuille agréée par la COB.

En 1997, le Groupe crée AXFIN, entreprise d'investissement agréée par le CECEI et spécialisée dans la transmission d'ordres sur les marchés réglementés. Avec la mise en place de sa plate-forme de transactions boursières en ligne, AXFIN devient l'un des premiers courtiers en ligne en France.

Le 9 avril 1999, AXFIN est inscrite sur le Marché Libre et connaît un rapide succès boursier et commercial.

En juin 1999, rapprochement transfrontalier d'AXFIN avec le courtier en ligne allemand Consors. AXFIN devient Consors France et connaît un fulgurant succès commercial.

Consors France sera transféré sur le Second marché de la Bourse de Paris en avril 2000.

En 1999, le Groupe entre au capital d'Adomos, courtier en ligne, spécialisé dans la distribution aux particuliers de biens immobiliers d'investissement.

Le 17 juillet 2001, Adomos est inscrite au Marché Libre de la Bourse de Paris.

En 2000, le Groupe entre au capital de PGO Automobiles, constructeur automobile spécialisé dans des fabrications de petites séries destinées à des passionnés d'automobile. PGO Automobiles sera inscrite en février 2002 sur le Marché Libre de la Bourse de Paris

Le 3 octobre 2001 : TKL5 (ancienne dénomination de CFD) est inscrite sur le Marché Libre de la Bourse de Paris sous le code FR0004060234.

En juin 2002 TKL5 devient CFD. La société étend son domaine d'intervention et développe une offre de services dédiée aux valeurs moyennes : elle élabore un portail Internet d'informations financières et boursières dédié aux valeurs moyennes, [www.cfdmidcaps.com](http://www.cfdmidcaps.com), et une offre Corporate Finance personnalisée.

La même année, EPBF fusionne avec la Financière de l'Echiquier et devient Financière de l'Echiquier-EPBF.

En 2002, CFD répond favorablement à l'OPA lancée par BNP Paribas sur Consors Allemagne et apporte l'intégralité de sa participation à l'offre.

En décembre 2002, CFD cède à Consors Allemagne la totalité de sa participation dans Consors France.

L'année 2003 constitue pour CFD un exercice de recentrage de ses activités et de son portefeuille de participations vers le secteur des services financiers :

- ◆ Cessions des participations minoritaires non stratégiques détenues notamment dans les sociétés ST Dupont, CIBOX, PGO Automobiles ;
- ◆ Cession de sa participation dans la Financière de l'Echiquier-EPBF dans le cadre d'un LBO ;
- ◆ Acquisition de 100% du capital de la société Anjou Finances, devenue CFD Capital Management, société de gestion agréée par la COB ;
- ◆ Création de sa filiale à 100 % Cfdmidcaps.com SAS par apport du site Internet [www.cfdmidcaps.com](http://www.cfdmidcaps.com) ;

En 2004, le Groupe crée deux nouvelles filiales :

- CFD Luxembourg, filiale à 100% de CFD Capital Management, société de gestion de fortunes de droit luxembourgeois, agréée par la Commission de Surveillance du Secteur financier (CSSF), l'autorité de tutelle luxembourgeoise, dont l'activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement à l'international du Groupe ;
- CFD Corporate Finance SAS, filiale à 95% de CFD, qui abrite désormais les activités « Corporate Finance » du Groupe.

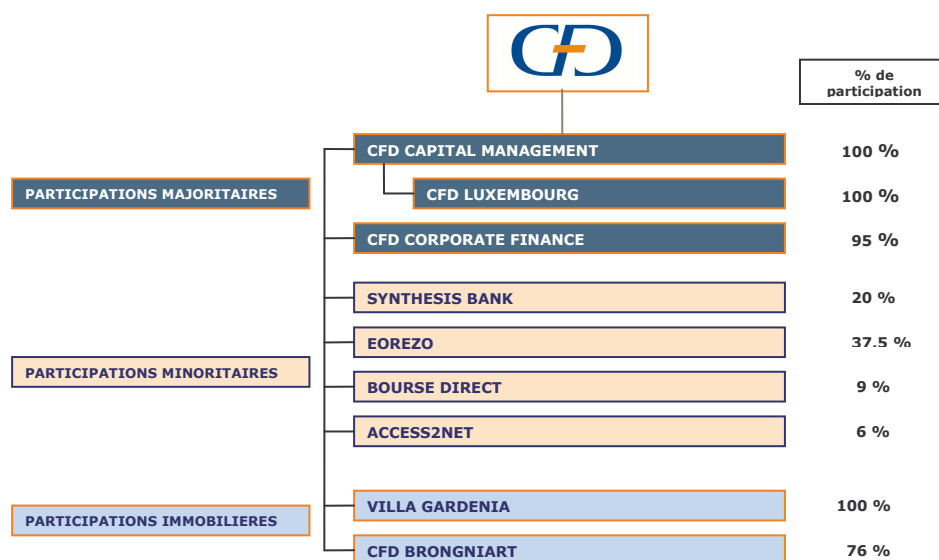
Le Groupe CFD confirme le recentrage de son portefeuille avec les prises de participation dans Bourse Direct, société d'intermédiation boursière et Access2net, société de Capital Risque.

En mars 2005, CFD est entré au capital de la société EOREZO à hauteur de 25% par voie d'augmentation de capital. EOREZO est une société spécialisée dans l'e-publicité. Son business model est basé sur les revenus de publicité et de liens sponsorisés par le biais d'un service gratuit offert à l'internaute. CFD a par la suite renforcé sa participation et détient désormais 37,5% du capital.

Poursuivant sa stratégie d'acquisition dans les services financiers par Internet, CFD a acquis 20% du capital de Synthesis Bank, banque d'investissement suisse spécialisée dans le trading on-line.

En juin 2005, CFD a cédé sa participation dans Adomos postérieurement à son transfert sur Alternext.

## 2.1.2 Organigramme juridique au 30 juin 2005



### **2.1.2.1 Présentation de CFD et de ses participations majoritaires**

**CFD** : créée en 1994 sous forme de société civile immobilière puis transformée en société anonyme en 1999, CFD constitue le holding du Groupe CFD et exerce son rôle société mère pour ses filiales et de holding animatrice pour ses participations.

**CFD Capital Management** : SA au capital de 1 926 612,72 € anciennement dénommée Anjou Finances. Elle a été acquise en juin 2003. CFD Capital Management est une société de gestion de fonds commun de placement et de portefeuille pour compte de tiers, agréée par la COB (hors marchés dérivés).

**CFD Luxembourg** : SA de droit luxembourgeois au capital de 620 000 €. La société est filiale à 100% de CFD Capital Management et est agréée depuis août 2004 par l'autorité de tutelle luxembourgeoise, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) en tant que société de gestion de fortune, de conseiller en opérations financières, de courtier et de commissionnaire.

**CFD Corporate Finance** : SAS au capital de 37 000 €, créée en août 2004, elle abrite désormais le département « corporate finance » du Groupe : prestations d'introducteur conseil, intermédiaire en levées de fonds privés et plus largement effectue des missions de conseils aux entreprises de taille moyenne en matière de financement et de transmissions d'entreprises. Depuis juin 2005, CFD Corporate Finance est agréé par Euronext Paris en qualité de Listing Sponsor sur Alternext.

### **2.1.2.2 Présentation des participations minoritaires de CFD**

**Synthesis Bank** : Fondée en 1991 par Charles Henri Sabet sous le nom de Trading & Commercial Consulting (TCC), SYNTHESIS BANK est une banque genevoise spécialisée dans les opérations de changes et le trading en ligne proposant une synthèse de tous les types d'investissement propres aux opérations de marché et à la gestion de patrimoine. Grâce à sa forte présence sur les marchés et à sa plate-forme de négoce et conseil en ligne « Trading Floor », SYNTHESIS BANK se différencie de ses concurrents et se positionne comme un acteur majeur du courtage en ligne. CFD est entrée, le 15 mars 2005, à hauteur de 20 % du capital de SYNTHESIS BANK, par voie d'augmentation de capital réservée.

**Bourse Direct** : créée en 1996, Bourse Direct est une société spécialisée dans la Bourse en Ligne, agréée par le Conseil des Marchés Financiers et la Banque de France pour la réception et la transmission d'ordres de bourse pour le compte de tiers. Bourse Direct est cotée sur l'Eurolist compartiment C d'Euronext Paris. Depuis novembre 2003, Capitol, filiale à 100 % du Groupe VIEL & Cie, est le premier actionnaire de Bourse Direct.

**EOREZO** : EOREZO est une société d'e-marketing offrant des noms de domaine gratuits en échange de la diffusion de publicité ciblée sur les sites inscrits. 20<sup>ème</sup> audience française sur internet, EOREZO se positionne comme un acteur majeur du marché en fort développement de l'e-publicité. CFD est entrée, le 10 mars 2005, à hauteur de 25 % du capital d'EOREZO, par voie d'augmentation de capital réservée. CFD a augmenté sa participation et détient 37,5% du capital.

**Access2net** : créée en 2000, Access2Net est une société de capital-risque spécialisée dans le domaine des sociétés de services technologiques. Sa mission est d'investir dans des sociétés à fort potentiel, par apport de fonds propres et en apportant son soutien d'actionnaire actif à ses participations. Au 31 Mars 2004, le portefeuille du groupe Access2Net comprend 31 sociétés. Access2Net est cotée sur le Marché Libre d'Euronext Paris.

### **2.1.2.3 Présentation des participations immobilières de CFD**

CFD a investi une part significative de ses fonds propres dans des projets immobiliers stratégiques :

**Villa Gardénia** : situé à Deauville (Calvados), cet ensemble immobilier acquis en 2001, comprend une résidence hôtelière et un hôtel en front de mer. Ce bien fait partie de l'actif de CFD et est loué presque intégralement en meublé à Résidences MGM (Groupe Pierre et Vacances), titulaire d'un bail de onze ans.

**CFD Brongniart** : créée en décembre 2000 sous forme de société civile dénommée SCI Brongniart à l'occasion de l'achat d'un immeuble destiné à la location de bureaux, d'une superficie de 1 920 m<sup>2</sup>, situé à l'angle de la rue Vivienne (33) et de la rue Feydau (22), face au Palais Brongniart, cette société a été transformée en SARL par décision unanime des associés le 22 septembre 2004 et est désormais dénommée « CFD Brongniart ». Son objet social est inchangé.

### 2.1.3 Description de l'activité

CFD est une société d'investissement indépendante.

Le Groupe a vocation à investir dans des sociétés cotées et non cotées qui recèlent un fort potentiel de croissance et dans lesquelles CFD détient des participations majoritaires ou significativement minoritaires. CFD met en oeuvre une stratégie d'investisseur actif en accompagnant ses participations dans la durée et en développant des synergies entre les différents métiers qu'elles exercent.

Au 30 juin 2005, les principales participations de CFD sont regroupées autour des métiers suivants :

- La banque (Synthesis Bank),
- L'intermédiation boursière (Bourse Direct),
- La Gestion de portefeuille (CFD Capital Management SA et CFD Luxembourg),
- L'e-publicité (EOREZO)
- L'ingénierie financière (CFD Corporate Finance),
- Le capital risque (Access2net),
- L'immobilier (Villa Gardénia et CFD Brongniart).

#### 2.1.3.1. Les atouts de CFD

Le succès de CFD repose sur une expertise et un savoir-faire unique :

- Un track record de 17 années en tant qu'entrepreneur indépendant dans le secteur des services financiers
- Un accès aux meilleures opportunités d'investissement dans les Small et Midcaps
- Une culture d'entrepreneur proche des besoins des équipes de management des sociétés du Portefeuille
- Un positionnement de niche
- Un actif diversifié

**Des success stories récentes dans des entreprises pionnières et performantes confirment ces atouts : Consors France, Financière de l'Echiquier-EBPF et Adomos.**

#### 2.1.3.2 Description de l'activité des participations majoritaires

##### 2.1.3.2.2 La Gestion de portefeuille

Cette activité est exercée au sein du Groupe CFD par sa filiale **CFD Capital Management**, anciennement dénommée Anjou Finances (société de gestion de portefeuille est agréée par la COB – hors marchés dérivés) et par sa filiale luxembourgeoise contrôlée à 100 % **CFD Luxembourg**.

#### A – CFD CAPITAL MANAGEMENT



La société CFD Capital Management est une société de gestion titulaire d'un agrément pour la gestion de portefeuille hors marchés dérivés délivré par la Commission des Opérations de Bourse le 29 septembre 1995 sous le numéro GP 95012.

Depuis son acquisition en juin 2003 par CFD, le montant des encours sous gestion de CFD Capital Management a progressé de manière significative de 8,9 millions d'euros au 31 décembre 2003 à 38 millions d'euros au 30/06/05.

Le montant moyen d'un portefeuille sous gestion est d'environ 150 K€.

### a) Panorama de l'environnement

La gestion d'actifs financiers pour compte de tiers revêt de multiples formes. Elle peut être :

- Individuelle dans le cas de la gestion de portefeuille discrétionnaire ;
- Institutionnelle dans le cas de la gestion de portefeuilles institutionnels ;
- Collective par l'intermédiaire des OPCVM (voir ci-dessous).

La gestion française pour compte de tiers figure parmi les leaders mondiaux avec des actifs gérés qui ont plus que doublé entre 1996 et 2002. L'année 2003 a été une année de reprise pour le secteur avec une augmentation des encours sous gestion de près de 12% mais aussi par une baisse du nombre de société de gestion agréées par la AMF ; leur nombre passant de 534 à 509

En 2003, les dix premières sociétés de gestion géraient un peu moins de 1 000 Mds € soit 60,3 % du total des actifs, tandis que 241 sociétés géraient moins d'un pour cent des encours au 31 décembre 2003. Sur 509 entités, 16 sociétés géraient plus de 20 Mds €.

	Encours (Mds €)					Progression				Répartition			
	1999	2000	2001	2002	2003	2000	2001	2002	2003	2000	2001	2002	2003
Gestion OPCVM hors nourriciers	699.5	810.2	872.8	860.5	961.4	15.8%	7.7%	-1.4%	11.7%	59.1%	61.1%	61.9%	60.3%
Gestion sous mandat hors OPCVM	483.6	515.3	538.0	566.5	627.8	6.6%	4.4%	5.3%	10.8%	40.9%	38.9%	38.1%	39.7%
<b>Actifs gérés</b>	<b>1 183.1</b>	<b>1 325.5</b>	<b>1 410.8</b>	<b>1 427.0</b>	<b>1 589.2</b>	<b>12.0%</b>	<b>6.4%</b>	<b>1.1%</b>	<b>11.4%</b>				

Source : Revue mensuelle de l'AMF – Novembre 2004

Dans le panorama très large des professionnels de la gestion d'actifs pour compte de tiers, CFD Capital Management se distingue par son positionnement de clientèle « aisée ou très aisée » le différenciant ainsi des banques commerciales disposant de produits « standards » et de la clientèle fortunée (> 1 M€) dont les besoins sont généralement satisfaits par les banques privées.

Ce segment de marché, identifié comme tel récemment, est, selon Robert Fleming & Co Ltd, amené à croître fortement. De 1 300 M€ en 1999, il passerait à 4 100 M€ en 2005.

### b) Les modes d'intervention de CFD Capital Management

CFD Capital Management, place au cœur de ses priorités la recherche de solutions pertinentes et personnalisées. L'exigence de performance, fondée sur l'implication totale et la réactivité de ses gérants dotés d'une solide expérience, se traduit par la mise en œuvre d'une stratégie en phase avec le profil d'investisseur et permet à celui-ci d'accéder à une qualité de gestion personnalisée combinant efficacité, cohérence et transparence.

CFD Capital Management intervient dans le cadre d'une gestion individuelle où un mandat de gestion est obligatoirement signé avec le client. Il s'agit alors de gérer le patrimoine d'un client de façon personnalisée en fonction de ses choix et contraintes propres.

Ce mandat mentionne notamment et non exclusivement :

- La capacité des mandants,
- Les objectifs de gestion,
- Le ou les benchmarks,
- Le mode de rémunération des mandataires,
- Les instruments utilisés (SICAV, titres ...)
- Les modalités du reporting, dont la fréquence contractuelle est au moins trimestrielle
- Les modalités de mesure de performances.

La société a lancé, en mars 2004, une SICAV de droit luxembourgeois à compartiments dénommée « CFD Capital Management SICAV » dont elle assure la gestion et la commercialisation.

Les trois compartiments de cette SICAV sont :

■ **CFD ACTIONS INTERNATIONALES :**

Cette SICAV est investie en actions internationales sans critère de capitalisation arrêté, dans une optique de "stock picking" tout en s'intéressant en particulier à des valeurs de capitalisation boursière moyenne. La gestion est dirigée vers l'accroissement de valeur à long terme des actifs. C'est la recherche d'une performance absolue maximale à travers une gestion active et non benchmarkée.

■ **CFD PEA EUROPE :**

Cette SICAV est investie au minimum à hauteur de 75% de ses actifs nets en actions émises par des sociétés ayant leur siège social dans un Etat membre de l'UE. Il investit sans critère de capitalisation arrêté, dans une optique de stock picking en s'intéressant notamment à des valeurs de capitalisation boursière moyenne. La gestion est active, non benchmarkée, et dirigée vers l'accroissement de valeur à long terme des actifs.

■ **CFD Small Caps :**

CFD Small Caps est investi sur les "petites valeurs" françaises et accessoirement, internationales dont la capitalisation est inférieure ou égale à 150 M€ ou équivalent au moment de l'investissement. Les choix d'investissement se portent sur des valeurs à faible valorisation, des valeurs de croissance, de rendement, de retournement, dans une optique de stock picking. L'objectif est la recherche d'une valorisation des actifs à long terme sans aucune référence indicielle.

Même si chaque fonds ou compartiment de la SICAV a une politique d'investissement qui lui est propre, l'ensemble des fonds gérés par CFD Capital Management présente les caractéristiques suivantes :

Forte diversification des entreprises sélectionnées pour limiter les risques (secteur d'activités variés, diversité de maturité des entreprises)

Une gestion qui allie prudence et dynamisme

Le principe de la co-gestion mis en place pour la gestion de chacun des fonds ou SICAV géré répond à une volonté de mise en commun des connaissances et expérience dans un esprit d'indépendance et de maîtrise des risques.

Dans le cadre de l'élargissement de sa gamme de produits, CFD Capital Management prévoit le lancement et la commercialisation de deux nouveaux produits en septembre 2005 :

- Création au sein de CFD Capital Management SICAV d'un 4<sup>ème</sup> compartiment dénommée **ABSOLUTE RETURN INVESTMENT**. Ce compartiment sera investi, sans restriction géographique, sectorielle et monétaire, en valeurs mobilières à taux fixe et variable dont la proportion respective sera flexible et adaptée en fonction des circonstances et des opportunités de marché, de manière à générer « un rendement absolu » pour les investisseurs. L'objectif du compartiment est la recherche d'une plus-value en capital, avec une volatilité moyenne. Le compartiment n'aura pas recours à des produits dérivés. L'objectif de gestion du compartiment est la recherche d'une valorisation du portefeuille à long terme, avec une performance absolue, sans aucune référence indicielle.
- Un nouvel OPCVM de droit français dédié aux valeurs moyennes, CFD MID CAPS. Ce fonds sera investi à 75% de son actif en actions de sociétés ayant leur siège dans un pays de l'Union européenne dont 60% d'actions de sociétés françaises. Le solde pourra être investi en actions hors France ou en obligations françaises et internationales, ou en OPCVM obligataires et monétaires. Ce FCP aura pour objectif la recherche d'une performance supérieure, sur la durée



de placement recommandée, à l'évolution des marchés d'actions français représentés par l'indice CAC MID&SMALL 190, via un investissement en actions françaises de petites et moyennes capitalisations ou titres assimilés éligibles au PEA. Le processus de gestion de gestion sera basé sur le stock picking c'est-à-dire sur la sélection de titres par des critères fondamentaux en dehors de tout critère d'appartenance à un indice de marché. L'indice le plus proche est le CAC MID & SMALL190.

### **c) Le Bureau de recherche**

La structure de l'équipe de recherche de CFD Capital Management permet de privilégier la proximité et la réactivité auprès des gérants. En effet, le bureau de recherche travaille en étroite collaboration avec l'équipe de gestion.

Le bureau de recherche de CFD Capital Management élabore et diffuse en interne des analyses de sociétés cotées, fondées sur une approche stratégique et financière. Elles servent d'aide à la décision pour l'équipe de gestion.

L'une des particularités de la recherche de CFD Capital Management est sa forte présence sur le terrain. Des one-to-one sont organisés régulièrement avec des chefs d'entreprise. En effet, dans l'approche d'investissement de CFD Capital Management et notamment pour les petites et moyennes capitalisations, la qualité du management, que ce soit en terme de stratégie globale ou encore de communication vis-à-vis des investisseurs, est une donnée incontournable. L'équipe de recherche assiste également à de nombreuses réunions SFAF et participe activement aux assemblées générales, considérant en effet que le gouvernement d'entreprise est un élément de plus en plus prépondérant dans les processus d'investissement.

Pour les plus grandes capitalisations, le processus d'investissement s'appuie sur une analyse multicritères « top down ». Il s'agit d'une analyse approfondie de la situation économique globale et de ses perspectives afin d'en mesurer les impacts sur les zones géographiques, les marchés financiers et les secteurs d'activité. Cette analyse est complétée par une approche « bottom up » en s'intéressant notamment aux situations spéciales, c'est-à-dire aux entreprises susceptibles de faire l'objet d'une opération financière, de connaître un retournement brutal de son cycle d'activité.

### **d) Une équipe de professionnels**

L'équipe française est composée de 9 personnes dont 4 gérants, disposant d'une solide expérience professionnelle dans le secteur :

Victor Mickael UZAN, Président Directeur Général  
Diplôme d'Expertise Comptable

Il débute sa carrière comme auditeur chez Budget au siège européen (EMEA) basé en Grande-Bretagne, puis participe au lancement du broker en ligne AXFIN. Après la fusion d'AXFIN avec Consors France, il occupe le poste de Directeur adjoint du Service Bourse, Responsable des Marchés Américains avant de prendre la responsabilité de la Vente actions auprès d'une clientèle institutionnelle. Il rejoint CFD en janvier 2003.

Harry WOLHANDER, Gérant et Administrateur et Directeur Général Délégué  
ESSEC

Analyste financier à la Banque de l'Union Européenne, il devient Senior Manager chez Price Waterhouse. A partir de 2000, il occupe la fonction de gérant d'OPCVM et de portefeuille privé chez SEDEC Finance puis chez Prony Patrimoine avant de rejoindre CFD en octobre 2003.

Jean-Marc WIPFF, Gérant

Maîtrise de Sciences de gestion – Université Paris I Sorbonne

Il débute sa carrière en 1977 à la Direction Financière du Crédit Commercial de France en tant que Fondé de Pouvoirs avec comme responsabilité la gestion d'une clientèle privée et d'un FCP. A partir de 1987, il occupe la fonction de gestionnaire de portefeuilles au sein de la Banque Financière Parisienne, puis successivement chez Groupama et Fortis Patrimoine. Il rejoint CFD Capital Management en juin 2005.

Youval LEVY, Gérant

Institut Supérieur de Gestion – diplômé d'école de commerce

Il débute sa carrière en 1998 à la Caisse Parisienne de Réescompte en tant que vendeur actions françaises et produits dérivés auprès d'une clientèle privée et institutionnelle. Il rejoint Euroland Finance Investissement en 1999 avec la responsabilité de développer et de gérer un portefeuille de clientèle privée et institutionnelle. Il intègre la Banque SAFRA en 2003 en tant que responsable du département de la gestion patrimoniale avant de rejoindre CFD Capital Management en 2005.

Eric Lewin, Directeur du Bureau de recherche

Diplômé de l'Université de Paris Dauphine

12 années d'expérience professionnelle dans le journalisme économique : journaliste successivement à la Cote Desfossés, l'AGEFI puis Rédacteur en chef en charge des marchés financiers, de la macro et de la micro économie à la radio BFM, il a occupé par la suite le poste de Rédacteur en chef en charge des marchés financiers au Nouvel Économiste. Il rejoint CFD en 2003.

## B. CFD LUXEMBOURG



**CFD Luxembourg** est une société de gestion de portefeuille de droit luxembourgeois au capital de 620 000 €, filiale à 100% de CFD Capital Management. Elle a débuté son activité le 1<sup>er</sup> septembre 2004 après avoir obtenu le 10 août 2004 l'agrément de l'autorité de tutelle luxembourgeoise, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), lui permettant d'exercer en qualité de gérant de fortune, de conseiller en opérations financières, de courtier et de commissionnaire.

Au 30 juin 2005, après moins d'un an d'activité, le montant des encours de **CFD Luxembourg** s'élève à de 30 M€.

**CFD Luxembourg** est membre de l'AGDL (Association pour la Garantie des dépôts Luxembourg).

La création de la filiale CFD Luxembourg s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement à l'international du **Groupe CFD**.

**CFD Luxembourg** a essentiellement comme objectif de développer les activités de groupe à l'international et en priorité au Bénélux, Allemagne, Espagne, USA et Canada.

Le recrutement de deux nouveaux gérants prévu au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2005, accompagnera la poursuite du développement.

### a) Les atouts de la place financière du Luxembourg

Au fil des années, des masses importantes de capitaux ont été drainées vers le Luxembourg. Actuellement, la place financière du Luxembourg est le quatrième marché interbancaire par ordre d'importance en Europe et le neuvième dans le monde.

Elle se caractérise par :

- Une tradition de stabilité économique, sociale et politique ;
- Une législation particulièrement favorable à l'épargne et dédiée à l'entreprise privée ;
- Un respect de la confidentialité dans les opérations ;
- Une stabilité politique qui soutient activement l'entreprise privée ;
- Une liberté des mouvements de capitaux (pas de restriction en matière de contrôle des changes) ;
- Le Luxembourg dispose d'une bourse de valeurs reconnue dont le coût de cotation est relativement bas ;
- Une lutte permanente contre le blanchissement de capitaux ;



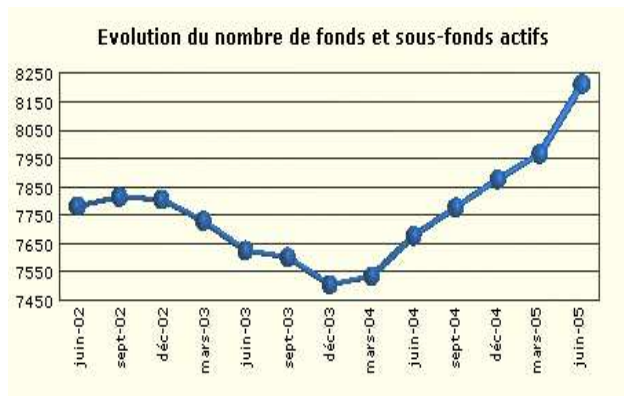
- Une déontologie bancaire rigoureuse ;
- L'accueil de nombreuses institutions européennes (Cour des Comptes, de Justice, BEI) ;
- Un pluralisme linguistique et culturel garant d'un professionnalisme de haut niveau ;
- Plus de 170 banques ont déjà choisi de s'implanter au Luxembourg.

Le Luxembourg est devenu un centre de compétence pour le développement, le support et la coordination de la distribution de produits d'épargne internationaux. A ce titre, il peut être considéré comme précurseur dans l'analyse des marchés financiers, dans l'innovation et la commercialisation de nouveaux produits d'épargne.

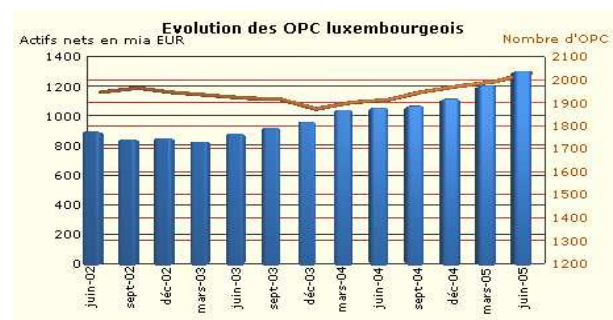
## Évolution des actifs nets et du nombre des OPC

Situation au: 30.06.05

Evolution des OPC luxembourgeois



Evolution du nombre et des actifs nets des OPC



Source : CSSF – Luxembourg

## b) Les métiers de CFD Luxembourg

CFD Luxembourg offre une gamme complète de services et d'outils sur-mesure dans les domaines de la gestion privée et institutionnelle, de l'ingénierie patrimoniale et fiscale, des fonds d'investissement et de l'immobilier. La principale valeur ajoutée de **CFD Luxembourg** réside dans l'interconnexion de toutes ces compétences.

### (i) Gestion d'actifs :

En collaboration avec ses banques dépositaires et ses partenaires brokers et analystes en Europe, CFD Luxembourg propose une offre véritablement indépendante et sur-mesure. Dans tous les domaines ci-dessous, l'équipe de **CFD Luxembourg** sélectionne les meilleures solutions pour chacun de ses clients :

- Gestion traditionnelle en actions, obligations et produits monétaires ;
- Gestion alternative ;
- Produits structurés ;
- Fonds d'investissements de très nombreux émetteurs sélectionnés sur des critères qualitatifs et quantitatifs.

### (ii) Ingénierie Patrimoniale

Chaque nouveau client bénéficie d'une étude approfondie et un bilan patrimonial est établi afin de pouvoir répondre à ses besoins globaux dans les domaines de la fiscalité, de la structuration juridique, de la transmission de patrimoine. A l'issue de ce bilan, CFD Luxembourg propose ses conseils en gestion.

Cette activité s'apparente à celle d'un « Family Office ». Comme pour la gestion d'actifs, CFD Luxembourg s'appuie sur un réseau de spécialistes internationaux et les solutions proposées sont validées par des experts indépendants.

A titre d'exemples, les services de CFD Luxembourg englobent notamment le conseil en assurance-vie, les fonds d'investissement dédiés, le « venture capital » ou « private equity », les cessions d'entreprises ainsi que les délocalisations de résidences fiscales.

Plus généralement, les services proposés par CFD Luxembourg dans ce domaine couvrent :

- La gestion des placements ;
- L'orientation et la planification en matière d'assurances ;
- Le conseil et la planification en matière de fiscalité sur le revenu ;
- La gestion prévisionnelle des avoirs et de la succession ;
- Les services immobiliers.

### **c) Une équipe de professionnels**

L'équipe de CFD Luxembourg est aujourd'hui composée de professionnels dotés d'une solide expérience :

Jean-Christophe Montant, 37 ans

Maître en Droit des Affaires, DESS Finance d'entreprise.

Ancien Directeur Gestion privée Europe de l'Ouest chez UBS Luxembourg.

Responsable du département GESTION

Fabien Zuili, 38 ans

Il bénéficie de plus de 14 années d'expérience dans le secteur bancaire. Il débute sa carrière en 1990 au Crédit Agricole de Lorraine. Il intègre, en 1996, la Banque Générale du Luxembourg Private Banking HQ (Groupe Fortis) en tant qu'International Wealth Manager. A partir de 2002, il occupe la fonction de Fondé de Pouvoir Principal chez Natexis Private Banking Luxembourg avec la responsabilité du service Développement Patrimonial et de l'Acquisition. Responsable Commercial chez Experts et Patrimoines SA Luxembourg depuis janvier 2004, il rejoint CFD Luxembourg en juillet 2005.

Christian Schwab, 34 ans

Il débute sa carrière en 1990 comme banquier au sein de la Citibank Privatkunden en Allemagne. A partir de 1999, il est nommé Relationship Manager à la Citibank International (branche du Luxembourg) avant de rejoindre la Citibank en Suisse. A partir de 2003, il devient Senior Private Banker International Desk au sein de la Société Générale Bank & Trust à Luxembourg puis rejoint CFD Luxembourg en août 2005.

#### *2.1.3.2.3 L'ingénierie financière*



Forte de son expérience et de ses succès, CFD a souvent été sollicitée par des sociétés pour les conseiller dans leur stratégie financière et boursière. Elle a ainsi été amenée à développer dès 2001 une offre de services à destination des petites et moyennes sociétés cotées ou non cotées.

Pour des raisons stratégiques et déontologiques, CFD a choisi en 2004 de filialiser cette activité au sein de la société CFD Corporate Finance créée le 2 août 2004.

Dans le cadre du lancement d'Alternext, le nouveau marché régulé d'Euronext spécialement dédié aux PME, CFD Corporate Finance a, le 14 juin dernier, été agréée en tant que Listing Sponsor.

En sa qualité de Listing Sponsor, CFD Corporate Finance a organisé le 20 juin 2005 le transfert d'Adomos sur Alternext et prépare d'autres opérations sur ce marché.

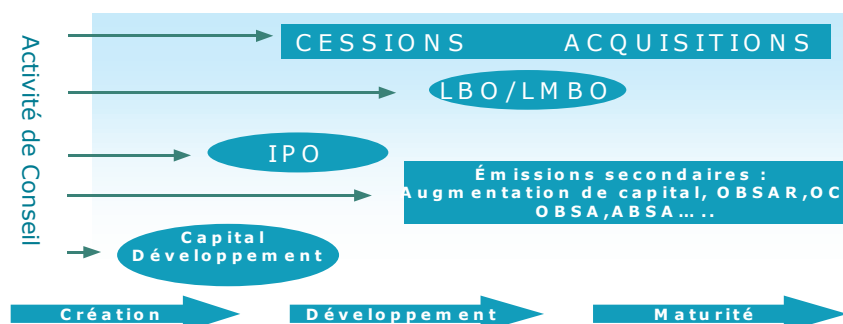
### a) L'approche de CFD Corporate Finance

CFD Corporate Finance propose une gamme complète de services en ingénierie financière adaptée aux besoins de croissance des Small et Midcaps (petites et moyennes capitalisations). Elle offre aux entreprises une prestation complète de services dans le cadre d'un partenariat de proximité structuré pour le long terme.

Attentive aux demandes spécifiques formulées par les chefs d'entreprise, CFD Corporate Finance les conseille dans les solutions à mettre en oeuvre et les accompagne tout au long de leur mise en place.

### b) Une gamme de services diversifiée

CFD Corporate Finance conseille les entreprises dans le montage de leurs opérations financières à tous les stades de leur développement :



CFD Corporate Finance propose une large gamme de prestations de services autour de :

#### ➤ Le Capital Développement : levée de Fonds et constitution de tour de table

CFD Corporate Finance aborde le conseil dans le domaine du Capital développement comme un véritable accompagnement dans la durée des dirigeants de sociétés en recherche de financement.

C'est pourquoi, la première étape consiste en la qualification des dossiers qui lui sont présentés : une analyse approfondie des business model et du Business Plan sont réalisées avant la décision de go / no go de poursuite du dossier.

#### ➤ Introduction en Bourse :

CFD Corporate Finance intervient en qualité de conseil et à ce titre :

- Sélectionne et coordonne l'ensemble des intervenants (Banque, Société de bourse, agence de communication financière, CAC, avocats... ;
- Elabore le calendrier de l'opération ;
- Détermine avec la société la procédure d'introduction la mieux appropriée ;
- Assiste la Société dans l'élaboration et la construction des prévisions financières (Business Plan)
- Conseille la Société sur la valorisation à retenir dans le cadre de l'opération envisagée ;
- Analyse, collecte et met en forme les informations et documents nécessaires pour assurer le marketing de la Société en vue de l'Introduction ;
- Fait réaliser par une société indépendante une analyse financière de la Société ;
- Définit avec la société les axes de la communication financière ;
- Accompagne l'émetteur dans la préparation des documents d'introduction ;

- Assure, en collaboration avec son conseil juridique, la réalisation juridique et réglementaire de l'opération (et en particulier, négociation des différents contrats, modifications statutaires et autorisation d'augmentation de capital préalable à l'introduction, préparation de la notice BALO et du prospectus soumis au visa de l'AMF) ;
- Coordonne les relations avec les autorités de marché (Euronext Paris, AMF) ;
- Coordonne l'organisation des road-shows.

#### ➤ Émission d'Instruments Financiers :

Par sa connaissance des milieux financiers, CFD Corporate Finance intervient auprès d'entreprises cotées, particulièrement auprès de celles dont la capitalisation est inférieure à 500 millions d'euros, pour les conseiller et les assister dans des opérations de renforcement de fonds propres telles que :

- Augmentation de capital par voie de placement privé ou par appel public à l'épargne
- Émissions secondaires : BSA, OBSAR, ABSA, obligations convertibles....

#### ➤ Fusions/Acquisitions

CFD Corporate Finance accompagne les dirigeants dans le cadre de leur réflexion stratégique sur le choix de la cible, puis organise en coordination avec elle, le processus de rapprochement.

La mission de conseil intègre l'évaluation, l'ingénierie financière et/ou boursière associée à l'opération et le pilotage des négociations.

#### ➤ LBO / LMBO

Dans le cadre de ce type d'intervention, CFD Corporate Finance assiste le chef d'entreprise dans la recherche de partenaires financiers et le conseille dans le montage de son opération.

### c) L'environnement concurrentiel

L'activité Corporate Finance regroupe généralement trois types d'acteurs :

- Les Banques d'investissement (Société Générale, Crédit Lyonnais etc.)
- Les départements spécialisés de grands cabinets d'audit (type Ernst & Young Entrepreneurs,...)
- Les cabinets indépendants : certains ne sont spécialisés que dans un ou deux domaines d'intervention (Chausson Finance pour les levées de fonds en 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tours), d'autres plus généralistes abordent l'ensemble des domaines d'activités.

CFD Corporate Finance exploite aujourd'hui les synergies découlant de son intégration dans le Groupe dont le deal flow représente aujourd'hui les deux tiers de son activité. Cet atout associé à son indépendance et à sa connaissance approfondie des petites et moyennes entreprises représentent un gage de succès.

Récemment, la société a conseillé les sociétés suivantes :

- **ADOMOS**, société de services financiers et immobiliers sur Internet cotée sur Alternext d'Euronext Paris : placement Privé ayant permis de lever **3,8 M €** sous forme d'une augmentation de capital à hauteur de 1,5 M€ le 30 juin 2004 suivie par une émission d'OBSA de 2,3 M€ le 28 juillet 2004. En sa qualité de Listing Sponsor, CFD Corporate Finance a organisé le 20 juin 2005 le transfert d'Adomos sur Alternext
- **CYBERGUN**, société spécialisée dans la fabrication de répliques d'armes à feu et cotée sur l'Eurolist Compartiment C d'Euronext Paris SA : émission et attribution gratuite en mai 2004 de BSA en faveur des actionnaires de la société permettant de lever des capitaux à terme pour environ **3,8 M€**.
- **Groupe ARES**, société de services informatiques proposant une offre complète dans les systèmes hardware, software et les services associés, cotée sur l'Eurolist Compartiment C

d'Euronext Paris : émission et attribution gratuite en septembre 2003 de BSA en faveur des actionnaires de la société. Cette opération avait pour but d'attirer des investisseurs spécialisés et de lever des capitaux à terme pour environ **8 M €**.

- **COIL**, société belge intervenant sur le marché de l'aluminium pré-anodisé, cotée sur l'Eurolist Compartiment C d'Euronext Paris : émission et attribution gratuite en faveur des actionnaires de la société de BSA ABSA, suivie d'une émission de BSA. Cette double opération avait pour but la diversification de l'actionnariat et de lever des capitaux à terme pour environ **8,8 M€**.

CFD Corporate Finance a conseillé sa maison mère CFD lors de l'émission et de l'attribution gratuite de BSA Novembre 2004 en faveur de ses actionnaires. Cette opération réalisée sur le Marché Libre est révélatrice de la capacité d'innovation en matière d'ingénierie financière : c'est la plus importante augmentation de capital via l'exercice de BSA cotés sur le Marché Libre et la première augmentation de capital à bénéficier d'une réduction d'impôts en faveur des souscripteurs au titre de la loi Dutreil.

#### **d) L'Equipe**

L'équipe de CFD Corporate Finance est composée de 3 personnes dirigée par :

**Ilana SAYAG** , Président

Diplômée de Sciences Po Paris – Maîtrise de Droit – DESS Finance

Elle bénéficie d'une expérience opérationnelle acquise en entreprises de grandes et petite tailles : 12 années dans le Groupe Saint Gobain en charge de la trésorerie des filiales étrangères. Puis elle crée son entreprise spécialisée dans les produits de luxe qu'elle revend avec succès. Elle devient alors Directeur Général pour l'Europe de BUILDCOM, société High-tech qui conçoit un outil technologique B2B dédié au BTP. Directrice Associée chez Cognitia, société de conseil spécialisée dans les nouvelles technologies, elle conseille plusieurs sociétés à divers stades de développement lors de levée de fonds.

#### **2.1.3.3 Description de l'activité des participations minoritaires**

##### **2.1.3.3.1 La Banque**



Fondée en 1991 par Charles Henri Sabet sous le nom de Trading & Commercial Consulting (TCC), SYNTHESIS BANK est une banque genevoise spécialisée dans les opérations de changes et le trading en ligne, proposant une synthèse de tous les types d'investissement propres aux opérations de marché et à la gestion de patrimoine.

CFD est entrée, le 15 mars 2005, à hauteur de 20 % du capital de SYNTHESIS BANK, par voie d'augmentation de capital réservée. Cet investissement a obtenu le 19 avril 2005 l'agrément de la Commission Fédérale des Banques permettant le closing de l'opération le 21 mai 2005.

#### **a) Panorama de l'environnement**

L'importance des marchés des changes (FOREX) et des marchés dérivés n'a cessé de croître ces dernières années. Cette croissance est due au progrès de l'intégration économique mondiale et au développement du commerce international.

Malgré le désir de nombreux gouvernements de coordonner leur politique économique, les disparités structurelles entraînent des contradictions qui s'expriment par une vive volatilité des marchés des changes.

L'importance des volumes journaliers traités sur le marché des devises (entre 1 500 à 3 000 milliards de \$/jour) et le développement d'Internet ont naturellement conduits au développement de plateformes technologiques d'e-trading.

Comme pour la bourse en ligne, la transformation de ce marché à l'origine réservé aux grandes banques et institutions financières, a permis d'offrir à un grand nombre de sociétés et de particuliers des outils performants et complets, équivalents à ceux utilisés par les professionnels.

Le développement de ce marché peut être comparé à celui de la bourse en ligne à la fin des années 1990.

Ces plateformes d'e-trading s'adressent essentiellement aux acteurs suivants :

- Les entreprises : ces outils permettent aux sociétés exposées au risque de change de gérer cette fonction en interne optimisant leur réactivité sur les marchés de changes avec pour résultat une diminution des frais financiers.
- Les particuliers : ces derniers sont de plus en plus nombreux à utiliser ces plates-formes dans un but spéculatif. De nombreux produits peuvent y être négociés actions, obligations, options, swaps, marché comptant / marché à terme.

### **b) Description de l'activité de Synthesis Bank**

Spécialisée dans les opérations de change et le trading en ligne, SYNTHESIS BANK permet, en temps réel, par l'intermédiaire de sa salle de marchés en ligne « Trading Floor » (téléchargeable depuis son site Internet) de traiter l'essentiel des produits financiers (actions, obligations, options, futures, métaux précieux, opérations de change spot ou à terme).

Depuis la mise en oeuvre opérationnelle en 2004 de son repositionnement sur la seule activité de courtage en ligne, son métier d'origine, SYNTHESIS BANK se différencie de ses concurrents en étant le seul établissement suisse offrant à sa clientèle avertie d'investisseurs privés, l'accès à l'ensemble des bourses et classes d'actifs, aux marchés à terme ainsi qu'aux produits dérivés d'actions (Contracts For Difference). Son offre intégrée de services personnalisés en ligne cible également les investisseurs institutionnels et les tiers gérants en s'appuyant sur des produits et outils de suivi en temps réel, un contrôle continu des risques, un back office, des conseils et recommandations précis.

Grâce à sa forte présence sur les marchés, SYNTHESIS BANK ambitionne un développement important de sa clientèle au niveau international.

### **c) Evolution récente**

Le secteur de la banque d'investissement sur Internet est en forte progression. En effet, la banque a connu un 2<sup>ème</sup> trimestre 2005 en forte croissance avec un développement d'activité conforme à son business plan.

En 2005, le secteur du Trading on line sur le Forex a été très actif avec plusieurs opérations financières d'envergure annoncées :

- Le fonds américain General Atlantic a fait son entrée au capital de Saxo Bank, à hauteur de 20% du capital pour un ticket de 127 M\$, soit un multiple de 8.7 du CA 2004.
- Le Crédit Agricole a acquis 40.9% du capital de la Banque d'investissement en ligne Key Trade pour un montant de 44.9 M€ correspondant à une valorisation de 109.8 M€, soit un multiple de 5 du CA 2004.

En août 2005, Synthesis Bank a conclu un accord de marketing avec le Chicago Mercantile Exchange (CME), la plus importante bourse américaine sur les futures, avec la distribution globale la plus large pour la négociation électronique de futures. La plate-forme Synthesis TradingFloor ([www.tradingfloor.com](http://www.tradingfloor.com)) est ainsi l'unique partenaire suisse du CME.



## Chiffres clés

en millions de CHF	30/06/2005 6 mois	31/12/2004 12 mois
Produits d'exploitation	3 635	5 407
EBITDA	- 1 445	- 8 497
Résultat net	- 2 205	- 4 590
Fonds Propres	17 204	13 970

Synthesis Bank compte 32 collaborateurs au 30 Juin 2005

### 2.1.3.3.2 L'intermédiation Boursière



Créée en 1996, Bourse Direct, société **spécialisée dans la bourse en ligne**, exerce le métier de transmetteur d'ordres en France essentiellement pour une clientèle d'investisseurs particuliers sous le statut d'entreprise d'investissement (agrément du CECEI du 30 septembre 1999). Cette activité se distingue du courtage traditionnel par le caractère instantané de la transmission, de l'exécution et de la confirmation des ordres de bourse. La société n'intervient que dans le cadre de la transmission d'ordres et ne prend donc aucune position pour compte propre sur les marchés financiers.

Entrée au capital de Bourse Direct en mars 2004 à hauteur de 10,11%, la participation du Groupe CFD s'est établie en mai 2004 date du rapprochement entre Bourse Direct et Capitol, à 5,06% du nouvel ensemble Bourse Direct-Capitol ainsi constitué. **Au cours du deuxième trimestre 2005, CFD a renforcé sa participation qui s'élève désormais à 8,60% au 30/06/2005.**

A l'issue de l'opération, la société Capitol, filiale à 100 % du Groupe VIEL & Cie, devient le 1er actionnaire de Bourse Direct et faisant du Groupe VIEL & Cie un actionnaire de référence. Bourse Direct est cotée depuis le 10 novembre 1999 à l'Eurolist compartiment C d'Euronext Paris (Code ISIN : FR 0000074254 ; code RIC : BDRP.LN).

#### a) Description de l'activité

Bourse Direct a été parmi les premiers entrants sur le marché français du courtage en ligne et peut se prévaloir aujourd'hui d'une forte expérience sur ce secteur. En 2003, Bourse Direct figurait à nouveau dans le Top 3 des meilleurs sites de Bourse récompensé par Qualiweb / Stratégies. En octobre 2004, la société a été récompensée du Prix de l'Innovation pour CapiStream (cours de bourse sur téléphone mobile) et a lancé en début d'année 2005 la TradeBox (plate-forme d'exécution pour Traders actifs).

L'activité du groupe s'articule principalement autour de 2 pôles :

- Transmission d'ordres de bourse : essentiellement par Internet et téléphone. En 2004, 308 972 ordres ont été exécutés. La société assure pour ses clients la réception, la transmission d'ordres de bourse ainsi que la tenue de compte-conservation, l'exécution d'ordres pour le compte de tiers et pour compte propre. Bourse Direct maîtrise ainsi l'ensemble de la "chaîne titres" et gère de façon autonome l'intégralité de son back-office.
- Prestations de services : fourniture d'outils d'aide à la décision (synthèse d'analyses, communiqués de sociétés, graphiques interactifs, indicateurs techniques, etc.) et de services d'alerte (alertes sur les franchissements de seuil, les volumes anormaux, etc.)

Par ailleurs, Bourse Direct développe des prestations de gestion intégrée pour compte de tiers (gestion conseillée, gestion privée sous mandat, gestion collective avec la vente d'OPCVM et la gestion de fonds communs de placement dédiés).

## **b) Evolution récente**

### **Apport partiel d'actif de Capitol à Bourse Direct**

En mai 2004, Capitol, filiale à 100% du Groupe Viel & Cie a procédé à un apport partiel d'actif à la société Bourse Direct devenant ainsi son actionnaire majoritaire avec plus de 66 % du capital. Dans le cadre de ce rapprochement, Bourse Direct change de statut réglementaire et en plus de son activité de transmission d'ordres, obtient l'autorisation d'assurer pour le compte de ses propres clients et de tiers, la tenue de comptes-conservation-compensation sur le marché.

La mise en commun des moyens du nouvel ensemble Bourse Direct-Capitol a permis d'optimiser. La cible commerciale est celle des investisseurs individuels actifs. L'offre de services personnalisés à forte valeur ajoutée s'appuie sur une salle de marché, une équipe de chargés de clientèle, un réseau d'« Investment Centers » en région et une innovation technologique permanente.

Le nouvel ensemble compte 25 000 clients et plus de 250 millions d'euros de capitaux en conservation et se positionne comme un acteur majeur coté de la bourse en ligne en France.

Ce nouvel environnement stable a permis au Groupe Bourse Direct-Capitol de réaliser pour la première fois des bénéfices en 2004.

### **Acquisition de la société SCS Compagnie Financière**

En juillet 2004, Bourse Direct a acquis 85 % de la société SCS Compagnie Financière, société de gestion, détenue jusqu'alors par la banque suisse SCS Alliance. Cette société est spécialisée dans la gestion d'actifs pour compte de tiers et gère environ 40 millions d'euros. Ce rachat renforce le pôle gestion de Bourse Direct qui détient par ailleurs 100% du capital de Bourse Direct Asset Management. Au 31 décembre 2004, les sociétés Bourse Direct Asset Management (BDAM) et SCS Compagnie Financière ont fusionné pour former une société dénommée SCS Gestion Privée.

### **Acquisition de la société BCV Finance (France)**

En octobre 2004, afin de renforcer son pôle gestion, Bourse Direct a acquis 100% de la société BCV Finance France, filiale jusqu'alors de la Banque Cantonale Vaudoise. Cette société gère environ 420 millions d'euros en gestion sous mandat et en délégation de produits d'assurance. Bourse Direct étend ainsi son offre de gestion et des produits d'assurance.

### **Acquisition de la société Compagnie Financière Européenne ABS**

En juin 2005, Bourse Direct a annoncé la prise de participation majoritaire de Capitol dans le capital de Compagnie financière Européenne – ABS avec pour objectif le rapprochement par voie de fusion avec Bourse Direct.

Pionnière de la bourse en ligne, Compagnie Financière Européenne – ABS est une entreprise d'investissement (transmetteur d'ordres) qui a fait la preuve de l'efficacité de son modèle économique, notamment grâce à sa maîtrise des coûts apportée par sa totale autonomie technologique.

Le nouvel ensemble ainsi constitué devrait représenter près de 18 millions d'euros de chiffres d'affaires et a pour ambition de devenir un acteur majeur sur ses différents métiers.

## **c) Panorama de l'environnement**

En 2004, le nombre d'actionnaires individuels s'établit à 6,7 millions, soit près de 15% des français (source TNS Sofres).



L'usage de l'Internet pour la gestion de portefeuille de produits financiers se répand. En 2004, plus d'un français sur 8 (13%) utilise Internet pour gérer ses comptes bancaires ou ses placements financiers. Auprès des détenteurs d'actions, cette proportion a fortement augmenté puisqu'elle s'élève à 24 % (1,1 million), contre 15% en 2003 (source TNS Sofres « porteurs de valeurs mobilières 2004 »).

Selon l'Association pour le commerce et les services en ligne, 6,5 millions d'ordres en ligne ont été réalisés au cours de l'année 2004, contre 6,9 millions en 2003. Cela représente plus de 13% des transactions totales effectuées sur la place de Paris, y compris par les institutionnels. Cette baisse de volume, directement liée à une activité boursière atone, n'a pas empêché les courtiers en ligne d'accroître leur part de marché (13,31 % l'an dernier, contre 12,96 % l'année précédente).

Dans ce contexte, Bourse Direct enregistre une stagnation de sa part de marché en nombre d'ordres exécutés : 4,3% en janvier 2004 et 4,2 % en décembre 2004. Sur l'ensemble de l'année 2004, la part de marché de Bourse Direct s'établit à 4,7%.

De même, si le nombre d'ouvertures de comptes est en légère baisse de 1,2% pour Bourse Direct, le repli est plus significatif pour l'ensemble du marché de la bourse en ligne à 6,2%.

Enfin, quand le secteur de la bourse en ligne effectue en moyenne 0,9 ordre par compte et par mois en 2004, les clients de Bourse Direct effectuent en moyenne 1,0 ordre par compte et par mois.

#### **d) Perspectives**

Dans un environnement en très forte concentration, Bourse Direct entend réaliser ses objectifs. Au cours de l'année 2004, le rapprochement de Bourse Direct et de Capitol a permis la mise en place de synergies dont les effets en termes d'économies se feront pleinement sentir à compter de 2005. Un certain nombre de projets ont vu le jour en 2004, comme la mise en service du nouveau site Internet de Bourse Direct, le développement d'une nouvelle plate-forme destinée à une clientèle de « traders actifs », la TradeBox.

Parallèlement, Bourse Direct a poursuivi sa réorganisation avec un regroupement de l'ensemble de ses équipes au nouveau siège de la société, 253 boulevard Pereire – 75017 Paris, dès janvier 2005. Enfin, l'ensemble de la clientèle bénéficie maintenant d'un seul et même outil de back-office quelle que soit la marque exploitée.

La plate-forme de back-office, dont l'objet est l'administration des comptes et de la chaîne de titres, a permis à Bourse Direct de se développer progressivement depuis sa mise en service en janvier 2004. Des partenariats sont noués chaque mois pour la prestation de services complète de back-office.

Bourse Direct est maintenant organisée autour de quatre métiers qu'elle souhaite continuer à développer :

- La bourse en ligne sous ses marques « Bourse Direct », « Capitol » et « mesactions ». S'appuyant sur la forte notoriété de ses marques, Bourse Direct offre à sa clientèle des outils innovants et performants, une sécurité optimale dans les traitements ainsi qu'une gamme de prix étendue permettant de répondre aux attentes de ses clients ;
- Le service d'exécution, sous la marque Direct Securities, assure une intégration complète de la chaîne de traitement des opérations des clients de Bourse Direct mais également un service complet de tenue de compte, négociation, exécution, compensation auprès d'intervenants et institutionnels des marchés boursiers et une mise à disposition de sites Internet en produits « blancs » ;
- La gestion d'actifs au travers de ses filiales SCS Gestion Privée et Arpège Finances ;
- La plate-forme CGP acquise dans le cadre de la reprise des activités de Arpège Finances. Il s'agit d'une plate-forme ouverte destinée à des « Conseillers en Gestion de Patrimoine ».

Bourse Direct compte 99 collaborateurs au 31 décembre 2004 dont 44 exercent leur activité au sein des filiales du groupe.

Avec plus de 25 000 comptes et près de 350 millions d'euros de conservation sur l'activité de Bourse en ligne, le groupe Bourse Direct a atteint une dimension qui le conforte dans ses choix stratégiques et se positionne comme un acteur majeur coté de la finance en ligne en France.

En 2005, Bourse Direct poursuivra sa politique de rationalisation des coûts de fonctionnement tout en continuant sa stratégie de développement par une croissance organique sur ses différents métiers ainsi que par des opérations de croissance externe en saisissant les opportunités qui se présenteront.

#### e) Chiffres clés

Exercice (en M€)	2000*	2001*	2002*	2003*	2004*
Produits d'exploitation	13,09	8,44	7,53	5,06	7,8
RCAI**	-6,80	-2,91	-1,94	-2,62	-4,0
Résultat Exceptionnel	-0,77	-0,82	0,09	-1,71	-1,1
<b>Résultat net</b>	<b>(7,62)</b>	<b>(3,86)</b>	<b>(1,95)</b>	<b>(4,49)</b>	<b>2,6</b>

Nombre de comptes ( <i>fin de période</i> )	7 734	8 925	9 198	9 280	24 437
Ordres exécutés	395 564	274 411	210 381	164 535	308 972

\* Chiffres consolidés

\*\* Résultat Courant Avant Impôt

Les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2004 de Bourse Direct intègrent les activités de la branche complète d'activité de Capitol à compter du 5 mai 2004, la société SCS Compagnie Financière à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 et la société BCV Finance (France) ainsi que sa filiale BCV Broking, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2004.

Le Groupe a publié son chiffre d'affaires consolidé du 1<sup>er</sup> trimestre 2005 qui s'élève à 3.2 millions d'euros contre 2.5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2004, en hausse de 28%.

#### 2.1.3.3 L'e-publicité



EOREZO, dirigée par Godefroy Giudicelli ancien fondateur du groupe Presse Image (n°1 de la presse informatique grand public) est une société d'e-marketing offrant des noms de domaine gratuits en échange de la diffusion de publicité ciblée sur les sites inscrits. 20ème audience française sur Internet, EOREZO se positionne comme un acteur majeur du marché en fort développement de l'e-publicité.

CFD est entrée, le 10 mars 2005, à hauteur de 25 % du capital d'EOREZO, par voie d'augmentation de capital réservée et a renforcé, au cours du deuxième trimestre 2005 sa participation dans EOREZO qui s'élève à 37.5% au 30/06/2005.

CFD envisage la création d'un site EOFINANCE, destiné à promouvoir les métiers des sociétés du Groupe et ceux de ses participations.

EOFINANCE sera un accélérateur de croissance des activités du Groupe et entre dans la stratégie de développement de services financiers de CFD.

### **Panorama de l'environnement : le marché de l'e-publicité**

Avec 837 millions d'euros d'investissements publicitaires réalisés en ligne en 2004, le media Internet a connu la plus forte croissance (+78%) du chiffre d'affaires de l'ensemble des médias. Internet se situe au 5<sup>ème</sup> rang des médias devant le cinéma et les chaînes de télévision thématiques et représente 4,6% des investissements publicitaires plurimédia. Ce média gagne encore 1,8 point de part de marché. Sur les 100 plus gros annonceurs plurimédia, 85% ont utilisé Internet dans leur plan média.

### **Perspectives**

Avec une croissance mondiale de plus de 50% par an, l'e-publicité est un vecteur de croissance naturelle pour EOREZO dont le business model est basé sur les revenus de publicité et de liens sponsorisés par le biais d'un service gratuit offert à l'internaute.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2005, EOREZO a acquis 100% du capital de la société de droit luxembourgeois KALISTEE SA, propriétaire de la technologie utilisée par EOREZO.

Grâce à cette acquisition, EOREZO maîtrise désormais l'ensemble de sa chaîne de valeur.

La société EOREZO développe actuellement une série d'applicatifs à charger par l'internaute : ceux-ci lui permettront, d'enregistrer un nom de domaine gratuit, de bénéficier d'adresses e-mail personnalisées, d'un grand choix de fonds d'écrans, de fil de news informatiques de cinéma ou de finance.

La société poursuit son fort développement conformément aux objectifs. Le premier trimestre 2005 a été très actif avec le lancement de la chaîne METEO générant 1000 nouveaux abonnés par jour ce qui permettra de doubler l'audience de la société à un an.

D'autres chaînes sont en cours de lancement dans les prochains mois pour accélérer la croissance de cette audience afin d'intégrer EOREZO dans le Top 10 des audiences Internet françaises.

Grâce à ces développements, la société ambitionne de passer de la 20<sup>ème</sup> audience à la 5<sup>ème</sup> audience française sur Internet

### **Chiffres clés**

en euros	30/06/2005 6 mois	31/12/2004 12 mois
Chiffre d'affaires	459 317	341 090
Résultat d'exploitation	308 254	61 406
Résultat net	300 763	47 286

#### *2.1.3.3.4 Le Capital Risque*



Créée en février 2000 sous l'égide de la société Fi SYSTEM, Access2Net est une société de Capital Risque spécialisée sur le segment des sociétés du secteur des Nouvelles Technologies inscrite sur l'Eurolist compartiment C d'Euronext Paris depuis le 25 janvier 2002 (code ISIN:FR0004167062).

Compagnie Financière de Deauville est entrée en mars 2004 au capital de cette société par voie d'apport en nature des titres SideTrade qu'elle détenait en portefeuille.

#### **a) Description de l'activité**

Access2net est un investisseur indépendant spécialisé sur les jeunes sociétés du domaine des services technologiques et des logiciels d'application qui développe son activité selon deux axes principaux :

- L'investissement direct dans de jeunes sociétés, correspondant aux critères d'investissement d'Access2net ;
- L'apport de portefeuilles déjà constitués et présentant des complémentarités et des synergies avec sa propre stratégie.

Access2Net est gérée par une équipe de professionnels de la finance et des technologies, dont la mission est d'investir dans des sociétés à fort potentiel, par apport de fonds propres et en apportant son soutien d'actionnaire actif à ses participations.

Depuis sa création, Access2net a acquis au travers de ses investissements et de son positionnement une notoriété qui en fait un acteur incontournable sur le marché du financement des sociétés dédiées aux nouvelles technologies de l'information de taille moyenne.

#### **b) Politique d'Investissement**

La politique d'investissement et de gestion d'Access2Net peut être présentée comme suit :

**Une concentration sur les services technologiques** qui regroupent :

- Les sociétés de service et d'ingénierie informatique, principalement des sociétés d'ingénieurs, proposant à leurs clients des prestations variées (intégration de systèmes, assistance technique informatique, infogérance, développement de systèmes d'information...
- Les éditeurs de solutions informatiques, avec une orientation métier. Il s'agit de fournisseurs de services applicatifs ou de logiciels qui répondent à un besoin fonctionnel précis : par exemple, la gestion des clients, la gestion des ressources humaines ou encore la gestion financière.

**Des participations au capital minoritaires**, mais significatives, lors des premiers tours de financement. Access2net investit des tickets moyens de 300 000 €. ADC, filiale d'Access2net, se concentre sur des tickets moyens d'amorçage de 50 000 €.

**Un processus d'investissement rigoureux** : après une première phase d'étude et de sélection des différents projets qui lui sont soumis, Access2Net en retient seulement 20% auxquels elle applique un processus d'investissement et d'analyse approfondie pour en maîtriser tous les aspects. Ce processus comprend notamment de nombreux entretiens avec le management ainsi qu'avec des prospects et des clients, une revue de la technologie et des CV de l'équipe, ainsi qu'un examen détaillé des résultats et des projections financières. Ces analyses sont le cas échéant complétées par certains experts juridiques ou comptables.

**Des critères d'investissement ciblés** : Access2Net a une politique d'investissement spécifique et se concentre sur les entreprises présentant les caractéristiques suivantes :

- Présence d'une équipe d'entrepreneurs prête à une implication forte de notre part ;
- Besoin en financement limité et géré avec attention ;

- Capacité de l'entreprise à accélérer son développement et atteindre une taille significative tout en dégageant des profits.

### **c) Evolution récente**

Dans un marché du capital-risque en croissance de 20% par rapport à l'exercice 2003, Access2net a amplifié en 2004 son activité d'investissement à un niveau deux fois supérieur à celui de 2003 (0,55 M€). La Société a enregistré sur l'exercice 2004 une hausse de 35% du chiffre d'affaires de son portefeuille à périmètre constant sur un marché en croissance de 4%.

Cette hausse confirme la progression des principales sociétés du portefeuille devenues, pour quelques unes d'entre elles, des leaders sur leurs créneaux d'activité.

Au 31/12/2004, le portefeuille de participations d'Access2Net est composé de 30 sociétés et l'ANR consolidé par action s'élève à 9,51 € en hausse de plus de 9% par rapport au 31/12/2003.

#### **2.1.3.4 Les Participations immobilières**

Le Groupe CFD a investi une part significative de ses fonds propres dans des projets immobiliers stratégiques. C'est pourquoi, la politique d'investissement du Groupe en matière immobilière s'est orientée vers la composition d'actifs de qualité, à faible risque et à rendement sécurisé tant par la qualité des locataires que par la qualité des bâtiments et leur emplacement géographique.

Le patrimoine immobilier du groupe est constitué de la façon suivante :

##### **A. La Villa Gardénia**



Situé en front de mer à Deauville (Calvados), cet ensemble immobilier a été acquis par CFD en 2001 et comprend deux ensembles immobiliers répartis sur 4 500 m<sup>2</sup> :

- Une résidence hôtelière achetée en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement) ;
- Un hôtel de 30 chambres.

### **a) Situation géographique**

Idéalement située à 200 km de Paris, la station balnéaire de Deauville a toujours été appréciée par une clientèle internationale en raison de ses nombreux atouts : palaces, boutiques de luxe, golf, champs de course, casino, festival, port de plaisance ou encore centres de thalassothérapie.

L'ensemble immobilier Résidence et Hôtel « Villa Gardénia » est situé face à la mer et aux célèbres Planches. Construit dans le respect du style à colombage typique de la région, l'ensemble hôtelier propose des appartements (Résidence) ou des chambres (Hôtel) de standing. La Résidence hôtelière comprend 29 emplacements de parking en sous-sol, des parties communes au rez-de-chaussée et 41 appartements répartis sur 6 niveaux.

Sa situation, à deux pas du centre-ville et du Grand Casino, et leurs espaces de détente, piscine couverte, hammam et salle de cardio training en fait un lieu de villégiature privilégié.

Comme beaucoup de villes du littoral, le marché de l'immobilier à Deauville a progressé de manière significative au cours des deux dernières années.

### **b) Situation locative**

L'ensemble de tourisme : la Résidence hôtelière et l'hôtel « Villa Gardénia » sont aujourd'hui loués en meublés à la société Résidences MGM (Groupe Pierre & Vacances) qui a conclu des baux commerciaux d'une durée de, respectivement, 11 ans et 9 ans avec CFD (dans le cadre de l'article 261.D.4°a du CGI). Résidences MGM assure la gestion de cet ensemble de tourisme.

La rentabilité locative est d'environ 5%.

### **B. CFD Brongniart**

CFD Brongniart a été créée en décembre 2000 sous forme de société civile immobilière dénommée SCI Brongniart à l'occasion de l'achat d'un immeuble situé à l'angle de la rue Vivienne (33) et de la rue Feydau (22), face au Palais Brongniart.

Cette société a été transformée en société à responsabilité limitée par décision unanime des associés en date du 22 septembre 2004, et est désormais dénommée CFD Brongniart. Elle a pour objet la gestion de cet immeuble.

La surface de l'immeuble est de 1 920 m<sup>2</sup>.

Depuis son acquisition, CFD Brongniart a mis en œuvre d'importants travaux de rénovation et s'est occupé du réagencement complet des 6 étages de bureaux pour créer des volumes en open space. L'ensemble de la structure de l'immeuble a été refait à neuf.

Au 31 décembre 2003, le Groupe CFD détenait 51% du capital de CFD Brongniart. Cette participation est passée à 76% avec le rachat, en septembre 2004 de l'intégralité de la participation détenue par la société Candel & Partners SA.

### **a) Situation géographique**

L'immeuble est situé à proximité du palais Brongniart (bâtiment de la Bourse), au cœur d'un quartier d'affaires prestigieux dans le centre de Paris.

### **b) Situation locative**

Le taux d'occupation est passé de 50% en 2003 à un taux 100% en juillet 2004 suite aux importants travaux réalisés dans l'immeuble.

Le principal locataire de l'immeuble (74% de la surface) est un des plus grands groupes de presse français, « Le Nouvel Observateur du Monde ». Celui-ci dispose d'un bail ferme de 6 ans et bénéficie d'un abattement de loyer sur 3 ans, consenti en contrepartie de sa prise en charge des travaux d'aménagement des bureaux loués.

Le groupe CFD a mis en œuvre une politique de déplafonnement de certaines surfaces commerciales qui bénéficiaient de baux anciens. Cette mesure permettra d'accroître les revenus locatifs et par conséquent la valeur vénale de cet actif.

La gestion de CFD Brongniart est assurée par les services financiers et administratifs de Compagnie Financière de Deauville. Toutefois, cette gestion n'engendre pas de coût supplémentaire pour le Groupe dans la mesure où aucun salarié n'est dédié exclusivement à la gestion de CFD Brongniart.

L'ensemble des charges liées à l'immeuble est pris en charge directement ou refacturé aux différents locataires : impôts et taxes, frais de gestion de l'immeuble, frais et charges liés à l'utilisation des locaux loués, assurances. Ainsi, les loyers perçus sont des loyers nets pour CFD Brongniart.

Une partie des locaux loués à la Société Le Nouvel Observateur est à usage d'habitation. Après notification de la Direction du Logement de la Mairie de Paris pour infraction au titre de la redevance pour création de bureaux, CFD s'est mis à la recherche d'un ou plusieurs lots d'une surface de

commercialité suffisante afin de racheter la commercialité de CFD Brongniart. Le coût global est estimé à environ 500 000 €.

La rentabilité de cet actif est d'environ 6%.

## 2.2 L'EQUIPE DIRIGEANTE – L'ORGANISATION

### **Thierry LEYNE, Président Directeur Général**

Thierry LEYNE a débuté sa carrière en 1987 en tant que professionnel des marchés financiers, en particulier sur les actions françaises, au sein de charges d'agents de change (GPK et Eric de Lavandeyra).

L'évolution de la réglementation lui a permis en tant qu'entrepreneur indépendant de participer à la création de l'une des premières sociétés de gestion de portefeuille indépendantes agréées par la COB en 1988 (CEGELA GESTION).

A partir de 1994, Thierry LEYNE a développé au sein de CFD (anciennement TKL5) un holding de participations financières aujourd'hui centrée sur le secteur des services financiers.

Il a continué à développer le métier de Gestion de portefeuille au sein de la société SEDEC Finance puis de EBPF devenue, après la fusion avec la Financière de l'Echiquier, Financière de l'Echiquier-EPBF.

Profitant des opportunités offertes par la loi de modernisation des activités financières de 1996, il crée la société AXFIN, l'une des premières entreprises d'investissement indépendantes (agrément du CECEI en date de septembre 1997). Après avoir réalisé l'inscription de cette société au Marché Libre en avril 1999, et conscient de l'importance de la nécessité d'un adossement à une structure ayant une position de leader européen, Thierry LEYNE, aux côtés des autres actionnaires fondateurs, cède la majorité du capital à l'allemand Consors Discount Broker AG : AXFIN devient Consors France.

Thierry LEYNE a assumé la responsabilité de la Présidence du Conseil de Surveillance de cette société jusqu'à la cession à BNP Paribas de la totalité de sa participation suite à l'OPA.

Thierry LEYNE est diplômé en analyse financière (SFAF, 1987).

### **Philippe HERVE, Directeur Général Délégué**

Philippe HERVE a occupé pendant 10 ans à la F.G.T.A.F.O (Fédération Générale des Travailleurs de l'Alimentation et de l'Agriculture Force Ouvrière) le poste de Secrétaire Général, secteur CHR et grande distribution, où il était en charge de la négociation des accords de branche dans son secteur.

Il a ensuite été appelé au sein de la CIRCO (Institution de retraite du régime ARRCO) à occuper différentes fonctions de direction jusqu'à celle de Directeur Général avec la responsabilité Finances et Actions Sociales.

Dans le cadre de ses dernières fonctions, Philippe HERVE avait la responsabilité de la gestion des actifs long terme (220 M€) et de la Trésorerie (110 M€) de la Caisse.

Il a rejoint CFD en Janvier 2003 en qualité de Directeur Général Délégué.



## 2.3 ASPECTS JURIDIQUES

### 2.3.1 Droits de propriété intellectuelle

La société est titulaire des marques françaises et internationales suivantes :

- ♦ « La Compagnie Financière de Deauville » (dénomination) N°023158855, déposée à l'INPI le 11 avril 2002 en classe de produits et services 9, 35, 36, 38 et 42.
- ♦ «Compagnie Financière de Deauville - CFD » (dénomination) N°023187864, déposée à l'INPI le 9 octobre 2002 en classe de produits et services 35, 36, 38, 41 et 42.
- ♦ « CFD » (dénomination) N°0832885, déposée au Benelux et en Suisse le 5 avril 2004 en classe de produits et services 35, 36, 38, 41 et 42 .
- ♦ « Market Value Management - MVM » (dénomination) N°023195307, déposée à l'INPI le 21 novembre 2002 en classe de produits et services 35, 36,38, 41 et 42.
- ♦ « CFD Index » (dénomination) N°023187861, déposée à l'INPI le 9 octobre 2002 en classe de produits et services 36 et 38.
- ♦ « Les Journées Financières de Deauville » (dénomination) N°023187862, déposée à l'INPI le 9 octobre 2002 en classe de produits et services 35, 36 et 41.
- ♦ « CFD Patrimoine » (dénomination) N°023187863, déposée à l'INPI le 9 octobre 2002 en classe de produits et services 36.

### 2.3.2 Brevets / Redevances

Néant.

### 2.3.3 Assurances

La société a souscrit plusieurs polices d'assurance qui couvrent les risques ci-dessous :

GARANTIES SOUSCRITES	Références Contrats	Prime Annuelle HT
<b>Santé et Prévoyance Collective</b>	AXA Santé : 2280992020000V Prév. : 2281337100000 C	<b>Santé</b> Isolé : 2,82% PMSS Famille : 5,64 % PMSS <b>Prév. :</b> 0,83% TA - 0,83% TB
<b>Multi Risques Bureaux et Tous Risques Informatiques</b>	AGF n° 36.763.555	Environ 900 €
<b>Assurance Villa Gardenia Deauville</b>	HISCOX n° RDB 0011800 Assurance Propriétaire	829 €
<b>RC Décennale SCI BRONGNIART</b>	AXA n° 1677366104	20.067 € pour 10 ans
<b>Multirisques SCI BRONGNIART</b>	AXA n° 540738287	Info non disponible
<b>CFD RC Professionnelle</b>	AIG n°2.400.128.	20.000 €

<b>CFD Corporate Fin. RC Professionnelle Listing Sponsor</b>	Hiscox n° HA MAN 71408	30.000 €
<b>CFD RC Dirigeants et Mandataires Sociaux</b>	AIG n°7.909.266	11.700 €

Le montant global des primes payées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2004 s'élève à 16.316 euros.

### 2.3.4 Réglementations particulières applicables aux activités de la Société et de ses filiales

CFD n'est soumis à aucune réglementation particulière.

CFD Capital Management, société de gestion de portefeuille agréée par la COB, est soumise aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés de gestion de portefeuille codifiées dans le code monétaire et financier notamment ainsi qu'aux règlements, instructions et recommandations particuliers édictés par la COB et l'Autorité des Marchés Financiers.

CFD Luxembourg est soumise à la réglementation luxembourgeoise applicable aux sociétés relevant du secteur financier et notamment aux dispositions de l'article 24 B de la loi sur les Prestataires de Services Financiers du 5 avril 1993 modifiée.

Elle est soumise au contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

### 2.3.5 Immobilier

Par acte sous seing privé en date du 31 décembre 2003, la Société a conclu avec la SCI Pierre Croissance un bail commercial portant sur des locaux à usage de bureaux situés 29 avenue Hoche – 75008 Paris. Le bail commercial, d'une durée de 9 ans, a pris effet le 1<sup>er</sup> février 2004.

Conformément aux stipulations du bail principal, la Société a consenti aux sociétés CFD Capital Management SA et CFD Corporate Finance des sous-locations partielles portant sur des bureaux situés dans cette immeuble afin qu'elles y installent leur siège social.

De même, la société domicilie dans lesdits locaux les sociétés CFD Brongniart SARL et Cfdmidcaps.com SAS qui y ont établi leur siège social.

### 2.3.6 Faits exceptionnels et litiges

A la connaissance de la société, il n'existe pas à ce jour, de faits exceptionnels ou litiges pouvant avoir, ou ayant eu dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société.

A ce jour, la société n'est partie à aucun procès en cours en qualité de défendeur ou demandeur.

## 2.4 FACTEURS DE RISQUES

### 2.4.1 Risque de change

Non applicable.

### 2.4.2 Risque de taux

La dette consolidée du Groupe CFD au 30 juin 2005 s'élève à 16,5 M€ dont 5,3 M€ à échéance inférieure ou égale à 1 an, 8,3 M€ compris entre 1 et 5 ans et le solde étant supérieur à 1 an.

L'endettement lié aux acquisitions immobilières représente 70% de l'endettement total du Groupe CFD.

L'endettement long terme, 5,2 M€, est affecté au financement de la Villa Gardénia à Deauville.

L'endettement affecté à l'immeuble de la rue Vivienne, appartenant à CFD Brongniart SARL (6,3 M€) est un crédit in fine à taux variable à 2 ans.

Le Groupe CFD n'a recours à aucun instrument de couverture du risque de taux. Aucune société du groupe n'a mis en place d'opération de titrisation. Aucune opération d'émission d'obligation n'a été émise par les sociétés du Groupe CFD.

Pour sa trésorerie court terme, le Groupe CFD a mis en place au cours du deuxième semestre 2004, une convention d'omnium de trésorerie entre les filiales et la maison mère pour optimiser la trésorerie court terme au niveau du Groupe CFD.

Le Groupe CFD utilise pour ses placements de trésorerie des Titres de créances Négociables, des parts de SICAV ou Fonds Communs de Placement (dont l'horizon maximum de placement est inférieur à 1 an).

Au 30 juin 2005, l'endettement net du Groupe CFD s'élève à 16,3 M€ pour 11,5 M€ de capitaux propres.

### 2.4.3 Risque de Liquidité

Échéancier des dettes financières au 30 juin 2004 :

Caractéristiques des emprunts contractés	Nominal	Taux fixe ou taux variables	Capital Restant dû	Échéances	Couverture
Financement immobilier Villa Gardénia	1 980 000	Taux fixe	1 731 868	avr-18	Aucune
Financement immobilier Villa Gardénia	4 035 000	Taux fixe	3 486 554	déc-16	Aucune
Financement immobilier CFD Brongniart	3 568 776	Taux variable	6 300 000	juil-06	Aucune
Avance sur travaux CFD Brongniart	644 875	Taux variable	644 875	juil-06	Aucune
Acquisition titres Bourse Direct	2 044 001	Taux variable	2 044 001	mai-06	Aucune

### 2.4.4 Risque actions

Le Groupe CFD est exposé aux risques des marchés actions à hauteur du prix de revient de son portefeuille de participations cotées et non cotées, soit 8 330 K€ au 30 juin 2005.

Les participations cotées sont évaluées au cours du dernier jour de bourse. Les participations non cotées sont évaluées sur la base de leur valeur d'acquisition sauf ajustements effectués à la baisse sur la base d'éléments probants justifiant la prise en compte de provisions de dépréciation notamment sur la base de la valeur des dernières transactions effectuées sur le titre.

La gestion active de ce portefeuille s'appuie sur un suivi régulier et approfondi des performances opérationnelles et financières de chaque participation.

La société, à cette date, n'a pas d'instrument de couverture pour pallier un risque de baisse de la valeur de ses participations cotées et non cotées.

Situation semestrielle 30 juin 2005 (en milliers d'euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice		Montant à la clôture au 30/06/2005	
	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette
ADOMOS	723	723		-
BOURSE DIRECT	2 846	2 560	3 454	3 317
ACCESS2NET	522	522	522	522
SYNTHESIS BANK			3 569	3 569
<b>Valeur des titres de participation non consolidées</b>	<b>4 091</b>	<b>3 805</b>	<b>7 545</b>	<b>7 408</b>

#### 2.4.5 Risques liés à l'activité

Les investissements du Groupe sont essentiellement des investissements à long terme, et, par définition à risque :

- La réussite de CFD dépend essentiellement de sa capacité à identifier, sélectionner, acquérir et céder des participations susceptibles de générer des revenus ou des plus-values importantes. Elle ne peut garantir que des investissements de ce type puissent être effectués ou que ces investissements soient couronnés de succès ;
- CFD peut ne pas être en mesure d'avoir une influence sur la gestion de ses intérêts dans les sociétés où elle détient une position minoritaire.

#### 2.4.6 Risque de Marché

Les activités de Compagnie Financière de Deauville sont d'une certaine façon liées à l'évolution des marchés boursiers.

Les actifs de Compagnie Financière de Deauville sont des participations dans des sociétés non cotées et des actions de sociétés cotées. La gestion active de ce portefeuille s'appuie sur un suivi régulier et approfondi des performances opérationnelles et financières de chaque participation. Les performances de gestion sont suivies de manière mensuelle puis analysées avec le management.

Cette étude se double, à intervalles réguliers, d'une analyse prospective rendue possible par une véritable expertise sectorielle résultant d'un partage des connaissances avec la société concernée.

Cet examen régulier permet d'analyser et d'anticiper au mieux l'évolution de chaque participation et de prendre les décisions appropriées.

La valeur des actifs cotés est liée à l'évolution des marchés boursiers. La méthode de valorisation se fait en retenant le cours de bourse.

#### 2.4.7 Risque Industriels et liés à l'environnement

En tant que holding financier, Compagnie Financière de Deauville n'a pas d'activité d'exploitation industrielle et n'a donc pas de politique spécifique pour la préservation de l'environnement.

#### 2.4.8. Risques de technologie

Un système SAN ajusté à la taille du réseau permet de conserver un «back-up» quotidien de l'intégralité des systèmes du Groupe, permettant d'élever le niveau de sécurité lié à l'exploitation informatique.

## CHAPITRE 3 – PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS DU GROUPE

### 3.1 COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004

#### 3.1.1 Bilan consolidé au 31 décembre 2004

ACTIF (en milliers d'€)	Notes	Exercice 2004	Exercice 2003
<b>Écarts d'acquisition</b>		<b>418</b>	<b>67</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>		<b>546</b>	<b>1 062</b>
Fonds de commerce		495	995
Frais d'établissement		25	41
Autres immobilisations incorporelles		26	26
<b>Immobilisations corporelles</b>		<b>20 113</b>	<b>19 813</b>
Constructions		17 248	17 791
Autres immobilisations corporelles		2 864	2 022
<b>Immobilisations financières</b>		<b>4 024</b>	<b>746</b>
Participations non consolidées		3 805	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)		173	702
Créances rattachées aux TIAP			0
Titres mis en équivalence			-
Autres immobilisations financières		46	44
<b>Total actif immobilisé</b>		<b>25 101</b>	<b>21 688</b>
Autres créances et comptes de régularisation		872	841
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités		709	1 230
<b>Total actif circulant</b>		<b>1 581</b>	<b>2 071</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>26 682</b>	<b>23 759</b>

<b>PASSIF</b> (en milliers d'€)	<b>Notes</b>	<b>Exercice 2004</b>	<b>Exercice 2003</b>
Capital		16 685	16 127
Prime d'émission		9 019	8 589
Réserves consolidées		-14 043	-15 073
Résultat consolidé (part du Groupe)		-3 798	1 030
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>		<b>7 864</b>	<b>10 673</b>
Intérêts des minoritaires		-313	-587
<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>		<b>7 550</b>	<b>10 086</b>
<b>Capitaux propres et autres fonds propres</b>		<b>7 550</b>	<b>10 086</b>
Provisions pour risques		5	
Emprunts à long terme		5 388	9 053
Emprunts à court terme		8 344	
Dettes financières diverses		2 769	2 357
Fournisseurs et comptes rattachés		768	601
Autres dettes et comptes de régularisation		1 858	1 662
<b>Total des dettes</b>		<b>19 131</b>	<b>13 673</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>26 682</b>	<b>23 759</b>



### 3.1.2 Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2004

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2004	Exercice 2003
<b>1. OPERATIONS EN REVENUS</b>			
Produits financiers		208	29
Prestations et commissions		1 005	813
Produits immobiliers		1 094	876
Autres produits nets		85	1 041
Reprises de provisions d'exploitation		29	
<b>TOTAL PRODUITS</b>		<b>2 421</b>	<b>2 759</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>-4 467</b>	<b>-3 720</b>
Achats et autres charges extérieures		-2 169	-1 653
Impôts, taxes, et versements assimilés		-128	-69
Salaires et charges sociales		-1 236	-1 241
Dotations aux amortissements et aux provisions		-929	-757
Dotations provisions risques & charges		-5	
<b>Charges financières</b>		<b>-1 155</b>	<b>-1 100</b>
Intérêts et charges assimilées		-873	-1 100
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-282	
Dotations aux amortissements et aux provisions			
<b>RESULTAT DES OPERATIONS EN REVENUS</b>		<b>-3 201</b>	<b>-2 061</b>
<b>2. OPERATIONS EN CAPITAL</b>			
<b>Produits</b>		<b>24</b>	<b>5 487</b>
Plus-values sur titres de participations non consolidées		15	
Plus-value sur titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)			3 182
Reprises de provisions		1	2 282
Autres produits sur immobilisations corporelles			-
Autres produits		8	23
<b>Charges</b>		<b>-455</b>	<b>-2 898</b>
Moins-values sur titres de participations non consolidées		-154	
Moins-value sur titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)		-11	-2 562
Dotations aux provisions pour dépréciation		-290	-333
Autres charges			-3
<b>RESULTAT DES OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>-431</b>	<b>2 589</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>103</b>	<b>99</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>-455</b>	<b>-89</b>
<b>IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS</b>		<b>-5</b>	<b>-3</b>
<b>RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGRES</b>		<b>-3 990</b>	<b>535</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence			277
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		-26	-4
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>-4 016</b>	<b>808</b>
<b>Résultat net (part du groupe) (1)</b>		<b>-3 798</b>	<b>1 030</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>-219</b>	<b>-222</b>

(1) Résultat net (part du groupe) par action en euros	-1,32 €	0,42 €
Résultat dilué (part du groupe) par action en euros	-0,84 €	0,41 €

### 3.1.3 Tableau de flux de trésorerie

(En K€)	Notes	31/12/2004	2003
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES À L'ACTIVITE</b>			
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		-3 990	535
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
-Amortissements et provisions		1 310	-1 192
-Variations des impôts différés			
-Plus et moins-values de cessions, nettes d'impôt		432	-621
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES		-2 248	-1 278
Dividendes reçus des titres mis en équivalence			277
VARIATION DU BFR LIE A L'ACTIVITE		352	405
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>-1 897</b>	<b>-596</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisition et souscription de participations		-4 547	-198
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		-974	-1 448
Prêts consentis			263
Cessions d'immobilisations incorp. et corp. nettes d'impôt		5	74
Cessions d'immobilisations fin. nettes d'impôt		852	3 099
Incidence des variations de périmètre		-41	3 354
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-4 705</b>	<b>5 144</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0
Augmentation de capital en numéraire		988	1 905
Variation nette des emprunts et autres dettes financières		5 092	-5 354
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>6 080</b>	<b>-3 449</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>		<b>-521</b>	<b>1 099</b>
Trésorerie d'ouverture		1 230	131
Trésorerie de clôture		709	1 230
Incidence des variations de cours des devises			

### 3.1.4 Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2004

## 1. PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du groupe CFD au 31 décembre 2004 ont été établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n°99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, ont été appliquées.

### Périmètre

La SARL CFD Brongniart, au capital de 900 000 € est détenue par CFD à hauteur de 76 % à partir du septembre 2004. Cette société est issue de la transformation en SARL de la SCI Brongniart qui était détenue jusqu'au 6 juillet 2004 à hauteur de 51% par CFD. Cette société est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

CFD Capital Management, anciennement dénommée Anjou Finances, SA au capital de 846 608 € est détenue à 99,99 %. Cette société de gestion de portefeuille a été acquise le 18 juin 2003. Elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

CFDMIDCAPS.COM, SAS au capital de 1 000 000 €, issue de la filialisation de l'activité du site Internet cfdmidcaps.com, est détenue par CFD à 100 %. Cette société est spécialisée dans l'information financière des « small et midcaps ». Cette société est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

CFD Corporate Finance, SAS au capital de 37 000 €, société créée le 1 septembre 2004 est détenue à hauteur de 95% par CFD.

CFD Luxembourg, société de droit luxembourgeois SAS au capital de 620 000 €, est une société créée en août 2004 est détenue à hauteur de 100% par CFD Capital Management, elle même détenue à hauteur de 100% par CFD.

### Identification des critères retenus par le groupe pour définir son périmètre de consolidation

- Taux de participation ;
- Les titres comptabilisés en titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) ne sont pas consolidés, quel que soit le pourcentage de détention.

### Identification des entreprises consolidées

Société	Forme juridique	N° SIREN	Siège social	Méthode de consolidation en 2004	% contrôle	% intérêt
COMPAGNIE FINANCIERE DE DEAUVILLE	SA	397 478 421	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Société mère	Société mère	Société mère
SARL CFD BRONGNIART	SARL	433 764 420	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Intégration globale	76 %	76 %
CFD CAPITAL MANAGEMENT	SA	384 115 887	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Intégration globale	99 .99 %	99.99 %
CFDMIDCAPS.COM	SAS	451 359 871	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Intégration globale	100 %	100 %
CFD CORPORATE FINANCE	SAS	478 411 101	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Intégration globale	95 %	95 %
CFD LUXEMBOURG	SA	102 499	22-24 boulevard Royal L-2449 LUXEMBOURG	Intégration globale	99 .99 %	99.99 %

### **Retraitements des comptes sociaux**

Des retraitements ont été effectués sur les transactions intragroupe ; les mouvements internes étant annulés, ainsi que les dettes et créances réciproques.

Une harmonisation des méthodes de comptabilisation des frais relatifs à l'acquisition des immobilisations a été effectuée lors de la consolidation des comptes, par annulation des charges à répartir dans la filiale CFD Brongniart.

### **Écarts d'acquisition**

L'écart d'acquisition correspond à la différence constatée lors de chaque entrée dans le périmètre ou de modification du pourcentage de détention entre le coût d'acquisition de ces titres réévalués et retraités conformément au règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable. Cet écart peut être positif ou négatif. Les écarts d'acquisition positifs sont enregistrés à l'actif du Bilan. Ils sont amortis sur une durée de 10 ans.

### **Résultat par action**

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé part groupe se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action tient compte des instruments dilutifs émis tels que obligations convertibles ou bons de souscription d'actions.

### **Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées**

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 31 décembre 2004, d'une durée de 12 mois. Hormis CFD Corporate Finance et CFD Luxembourg dont les exercices sont respectivement d'une durée de 4 mois et 5 mois.

## **2. REGLES D'ÉVALUATION**

### **2.1 Immobilisations incorporelles**

Le site Internet cfdmidcaps.com a été apporté par CFD à sa filiale, la SAS CFDMIDCAPS.COM lors de la création de cette filiale.

Conformément à l'instruction du CNC (2035-05), le site Internet de CFDMIDCAPS, a été comptabilisé en Immobilisations Incorporelles, sous la rubrique « Fonds de Commerce », à la valeur d'apport et amorti linéairement sur 5 ans.

Les logiciels et licences acquis par l'entreprise sont enregistrés au bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis en linéaire sur une période d'un an.

Les dépôts de marque ne sont pas amortis.

Les frais engagés en 2004, pour un montant de 264 K€, liés à l'établissement du Prospectus dans le cadre de l'émission et de l'attribution gratuite de BSA ont été imputés sur la prime d'émission.

### **2.2 Écart d'acquisition**

La consolidation de la SAS CFDMIDCAPS.COM, de la SAS Corporate Finance et de CFD Luxembourg n'a pas fait apparaître d'écart d'acquisition.

L'entrée dans le périmètre le 18 juin 2003, par la méthode de l'intégration globale, de CFD Capital Management a fait apparaître un écart d'acquisition brut de 70 K€. Cet écart d'acquisition est amorti sur une période de 10 ans.

L'achat, le 6 juillet 2004, de 25% du capital de la SCI Brongniart qui a permis à CFD de renforcer sa participation de 51 à 76%, a fait apparaître un écart d'acquisition de 326 K€ . Cet écart d'acquisition est amorti sur une période de 10 ans.

## 2.3 Immobilisations corporelles

Les constructions sont représentées par les investissements réalisés par CFD et la SARL CFD Brongniart au 31 décembre 2004.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

• constructions	30 à 50 ans en linéaire
• installations générales, agencements divers	5 à 10 ans en linéaire
• matériel de bureau et matériel informatique	3 à 5 ans en dégressif
• mobilier de bureau	4 à 8 ans en linéaire

## 2.4 Immobilisations Financières

### Titres de Participations non consolidées

Les participations non consolidées, sont inscrites au poste de Participations non consolidées lorsque la possession de ces titres de sociétés sont durables et utiles à la stratégie de CFD, et notamment lorsque le groupe CFD peut exercer une influence sur la société au travers des organes de gestion.

### Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Les autres participations non consolidées sont enregistrées en titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP).

### Méthode de suivi et de dépréciation

Conformément à réglementation comptable des sociétés commerciales, les titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

Ils peuvent donner lieu à dépréciation, mais pas à réévaluation.

Le Conseil d'administration fait une revue des sociétés cotées et non cotées ; une provision est constituée si la société présente une situation défavorable de son activité, un risque de financement ou une valeur de marché inférieure à son coût d'acquisition.

### Valeurs cotées :

Les valeurs cotées sur un marché réglementé sont valorisées à leur dernier cours de Bourse.

### Valeurs non cotées :

Pour les valeurs inscrites au Marché Libre, le prix auquel de récentes transactions ont été effectuées peut être préféré à la valeur instantanée du cours de Bourse si celui-ci n'est pas significatif, notamment en cas d'insuffisance de liquidité ou d'étroitesse du marché.

Les valeurs non cotées et non inscrites au Marché Libre sont évaluées sur la base de leur valeur d'acquisition, sauf ajustement lorsqu'une valeur de transaction plus récente peut être retenue. Pour l'évaluation des titres ID Victor, la société a tenu compte de la situation nette au 31 décembre 2002. Pour les titres Apollo, sur la base de l'actif net réévalué au 31.12.2004.

## 2.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au bilan à leur prix d'acquisition. Les cessions sont enregistrées en application de la méthode FIFO (premier entré – premier sorti). A la clôture de l'exercice ou lors de l'élaboration de la situation semestrielle, après avoir comparé, pour chaque catégorie de titres, la valeur d'inventaire et le coût d'entrée, il est constitué une provision pour dépréciation égale au montant des moins-values latentes.

## **2.6 Impôt sur les sociétés et impôts différés**

Les impôts sur les sociétés comprennent les impôts exigibles et les impôts différés.

En application du règlement CRC 99-02 sur les comptes consolidés rendant obligatoire la conception étendue, des impôts différés sont calculés sur toutes les différences entre bases fiscales et comptables en consolidation. Le calcul est effectué chaque année, entité fiscale par entité fiscale, selon la méthode du report variable.

Il y a une présomption de non réalisation de bénéfices si l'entreprise a supporté des pertes au cours des deux derniers exercices. Par conséquent, et ce, en vertu du règlement 99-02 § 312, les actifs d'impôts différés ne sont pas reconnus.

Les actifs d'impôt n'ont pas été enregistrés car les seuls montants significatifs correspondent à des déficits fiscaux et des amortissements réputés différés.

## **2.7 Indemnités de départ en retraite**

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Compte tenu de leur caractère non significatif au 31 décembre 2004, aucune provision n'a été enregistrée dans les comptes.

## **2.8 Crédit-bail**

Ce retraitement consiste à constater en tant qu'immobilisations et dettes financières, les immobilisations prises en crédit bail. Aucun contrat de cette nature n'est retraité, l'impact sur les états consolidés ne présentant pas un caractère significatif

## **2.9 Application du règlement sur les passifs (2000-06 du CRC)**

Le groupe CFD applique les dispositions du règlement sur les passifs (règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable) entré en vigueur le 1er janvier 2002. Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

## **2.10 Divers**

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat sont évaluées et présentées selon les normes comptables et fiscales généralement admises.

### 3. NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

#### 3.1 Écart d'acquisition

(en milliers d'euros)	CFD Capital Management	CFD Brongniart	Total
<b>Situation au 31 Décembre 2003</b>			
Valeur Brute	70		70
Amortissement cumulé	3		3
Variation de périmètre			
Sortie de l'écart d'acquisition			
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2003</b>	<b>67</b>	<b>0</b>	<b>67</b>
Durée d'amortissement	10	10	
<b>Évolution 2004</b>			
Valeur Brute au 01/01/2004	70	378	448
Variation de périmètre			
Sortie de l'écart d'acquisition			
<b>Valeur Brute au 31 décembre 2004</b>	<b>70</b>	<b>378</b>	<b>448</b>
Amortissement cumulé au 1 janvier 2004	3	0	3
Dotations normales	8	19	27
Dotations exceptionnelles			
Sortie de l'écart d'acquisition			
<b>Valeur nette au 31 décembre 2004</b>	<b>59</b>	<b>359</b>	<b>418</b>

#### 3.2 État des Immobilisations Incorporelles (en milliers d'euros)

Nature	Solde d'ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge / Ouv Chge / Flux	Autre	Solde Clôture
Fonds de commerce	1 000						1 000
Frais d'établissement	85			24			109
Autres immobilisations incorporelles	53	13	5				61
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>1 138</b>	<b>13</b>	<b>5</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 170</b>

#### État des amortissements sur immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2004			31/12/2003
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Fonds de commerce	1 000	505	495	995
Frais d'établissement	109	84	25	41
Autres immobilisations incorporelles	61	35	26	26
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>1 170</b>	<b>624</b>	<b>546</b>	<b>1 062</b>

La rubrique « Fonds de Commerce » correspond au site Internet [cfdmidcaps.com](http://cfdmidcaps.com) apporté par CFD à sa filiale, la SAS Cfdmidcaps.com en décembre 2003.



Conformément à l'instruction du CNC (2035-05), le site Internet de Cfdmidcaps.com, a été comptabilisé en Immobilisations Incorporelles, à la valeur d'apport et amorti linéairement sur 5 ans. Un amortissement exceptionnel de 300 K€ a été pratiqué en 2004, pour tenir compte du retard pris dans sa commercialisation.

### 3.3 État des Immobilisations Corporelles (en milliers d'euros)

Nature	Solde d'ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge / Ouv Chge / Flux	Autre	Solde Clôture
Constructions	18 825						18 825
Autres immobilisations corporelles	2 098	963		17			3 078
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>20 923</b>	<b>963</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21 903</b>

#### État des amortissements sur immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2004			31/12/2003
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Constructions	18 825	1 577	17 248	17 791
Autres immobilisations corporelles	3 078	213	2 865	2 022
<b>TOTAL</b>	<b>21 903</b>	<b>1 790</b>	<b>20 113</b>	<b>19 813</b>

Le détail des constructions brutes est le suivant :

- CFD : ensemble immobilier Villa Gardénia à Deauville pour 13 101 K€
- CFD Brongniart : immeuble rue Vivienne 4 571 K€. Conformément au règlement 99-02, ont été incorporés au coût d'acquisition : les frais d'acquisition (honoraires, droits de mutation) pour 457 K€ et les indemnités d'éviction versés pour 694 K€.

Les autres immobilisations corporelles comprennent notamment :

- 385 K€ de frais d'agencements pour la Villa Gardénia dans les comptes de Compagnie Financière de Deauville
- 2 332 K€ de frais d'agencement pour l'immeuble de la rue Vivienne pour CFD Brongniart

### 3.4 État des Immobilisations Financières

#### Titres de participation non consolidées

Arrêté du 31/12/2004 (en milliers d'euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice		Montant à la clôture du 31/12/2004	
	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette
ADOMOS	-	-	723	723
BOURSE DIRECT	-	-	2 846	2 560
ACCESS2NET	-	-	522	522
<b>Valeur des titres de participation non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 091</b>	<b>3 805</b>

### Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Arrêté du 31/12/2004 (en milliers d'euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice		Montant à la clôture du 31/12/2004	
	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette
Fractions du portefeuille évalué				
. au coût de revient	1 293	680	785	173
. à une valorisation inférieure au coût de revient				
. au cours de Bourse	22	22	-	-
. à la valeur du dernier tour de financement				
. d'après la situation nette				
. d'après la situation nette ré estimée				
. d'après une valeur de rendement ou de rentabilité				
. d'après d'autres méthodes				
<b>Valeur du portefeuille</b>	<b>1 315</b>	<b>702</b>	<b>785</b>	<b>173</b>

### Variation de la valeur du portefeuille de "TIAP"

Valeur du portefeuille de la période	Mouvements	Valeur Comptable nette
Montant à l'ouverture de l'exercice		702
Acquisitions de l'exercice		
Cessions de l'exercice en prix de vente	-	535
Reprise de provisions sur titres cédés		
Moins-values sur cessions de titres		
- détenus au début de l'exercice	-	2
- acquis dans l'exercice		
Variation de la provision pour dépréciation du portefeuille		
	-	1
Autres variations de plus-values latentes		
- sur titres acquis dans l'exercice		
- sur titres acquis antérieurement		
Autres mouvements comptables		9
<b>Montant à la clôture</b>		<b>173</b>

### 3.5 Créances rattachées aux Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE	
		Moins d'un an	Plus d'un an
A7 Média	87	87	
<b>TOTAL</b>	<b>87</b>	<b>87</b>	

### 3.6 État des provisions sur créances rattachées aux TIAP

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	Provisions en début de période	Dotations de l'exercice	Reprise de dotations	Provisions en fin de période
Provisions A7 média	- 83	- 4		- 87
<b>TOTAL</b>	<b>- 83</b>	<b>- 4</b>	<b>-</b>	<b>- 87</b>

La créance détenue sur la société A7 MEDIA de 85 K€ a été totalement provisionnée. La provision complémentaire au 31/12/2004 de 4 K€, correspond aux intérêts courus.

### 3.7 Autres créances et comptes de régularisation

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE	
		Moins d'un an	Plus d'un an
Avances et acomptes versés sur commandes	1	1	
Impôts et Taxes			
Clients et comptes rattachés	332	332	
Autres créances et comptes de régularisation	539	539	
<b>Total</b>	<b>872</b>	<b>872</b>	-



### 3.8 Capital et primes

#### 3.8.1 Tableau des variations des capitaux propres consolidés (Part du Groupe)

	Autres								
	Capital	Primes	Réserves consolidées	résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Ecart de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidante	Subvention investissement	Totaux capitaux propres
<b>Situation au 31 décembre 2002</b>	13 617	5 495	-12 784	-2 289					4 039
<b>Mouvements :</b>									
Variations de capital de l'entreprise consolidante	2 510	3 094							5 604
Résultat consolidé de l'exercice (part Groupe)				1 030					1 030
Affectation du résultat de l'exercice précédent (part du groupe)			-2 289	2 289					
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante									
<b>Situation à la clôture 31 décembre 2003</b>	16 127	8 589	-15 073	1 030					10 673
<b>Mouvements :</b>									
Variations de capital de l'entreprise consolidante	558	430							988
Résultat consolidé au 31/12/2004 (part Groupe)				-3 798					-3 798
Affectation du résultat de l'exercice précédent (part du groupe)			1 030	-1 030					0
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante									
<b>Situation à la clôture 31 décembre 2004</b>	16 685	9 019	-14 043	-3 798					7 864

### 3.8.2 Évolution des bons de souscription d'actions

	Plan BSA 1	Plan BSA 2 COGEF	Plan BSA 3 BSA Cotés
Date de l'AGE ou du CA	26/06/2002	15/06/2004	04/11/2004
<b>Modalités de l'émission des bons :</b>			
Nombre de bons créés :	247 835	290 575	2 919 428
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	247 835	290 575	1 459 714
Nombre de Bénéficiaires	28	1	BSA Cotés
Point de départ d'exercice des Bons	26/06/02	15/06/04	15/11/04
Date d'expiration	26/06/04	15/12/04	30/12/04
Prix de souscription	12,18	12,50	12,50
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2003	167 114		
<b>Mouvements sur les bons en 2004 :</b>			
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2004	13 660	1	86 815
Bons de souscription annulés au 31/12/2004	67 061	1	173 630
Bons de souscription en vigueur au 31/12/2004	-	290 574	2 745 798
Dilution totale potentielle résultant de l'exercice de la totalité des BSA (1)		9,09%	33,33%

(1) Plan BSA 2 : sur la base du nombre totale d'actions au 31 octobre 2004

Plan BSA 2 : la dilution totale potentielle serait de 37,38% si prise en compte de la totalité des BSA COGEF

### 3.9 Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges								
RUBRIQUES	Solde d'ouverture	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Changement de méthode	Variation de périmètre	Autre	Solde de clôture
<b>Total</b>	0	5	0	0	0	0	0	5
<b>Impact net des charges encourues</b>								
Résultat d'exploitation	0	5	0	0	0	0	0	5
Résultat financier								
Résultat exceptionnel								

La provision de 5k € concerne CFD Capital Management

### 3.10 Dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Emprunts à long terme	5 388	9 052
Emprunts à court terme	8 344	
Dettes financières diverses	2 649	2 247
Intérêts courus sur emprunts	120	110
<b>TOTAL</b>	<b>16 501</b>	<b>11 409</b>

Échéancier :

(en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE		
		à 1 an au plus	à plus d'1an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts à long terme	5 388	336	1 515	3 537
Emprunts à court terme	8 344		8 344	
Dettes financières diverses	2 649	2 649		
Intérêts courus sur emprunts	120	120		
<b>TOTAL</b>	<b>16 501</b>	<b>3 105</b>	<b>9 859</b>	<b>3 537</b>

Les dettes financières court terme comprennent :

- 6 300 K€ pour CFD Brongniart, concernant le refinancement de l'acquisition de l'immeuble de la rue Vivienne ;
- 2 044 K€ pour CFD, concernant l'acquisition des titres Bourse Direct.

Les dettes financières diverses comprennent essentiellement :

- 1 973 K€ pour CFD qui se composent de lignes de crédit destinées au financement d'acquisitions financières pour un montant de 1 750 K€ et d'autorisations de découvert auprès d'établissements de crédit pour un montant de 223 K€ ;
- 645 K€ pour CFD Brongniart concernant le refinancement des travaux d'un montant de 645 K€.

Les disponibilités à l'actif du Bilan s'établissent à 709 K€.

### 3.11 Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
	768	601
<b>TOTAL</b>	<b>768</b>	<b>601</b>

### 3.12 Autres dette et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Dettes fiscales et sociales	436	230
Comptes courants d'associés	873	1 338
Comptes de régularisation et divers	360	94
<b>TOTAL</b>	<b>1 669</b>	<b>1 662</b>

Les dettes fiscales et sociales concernent CFD pour 129 K€, CFD Capital Management pour 180 K€, CFD Brongniart pour 66 K€, Cfdmidcaps pour 43K€, CFD Corporate Finance pour 13K€ et CFD Lux pour 5K€

Les comptes courants d'associés concernent Monsieur Thierry LEYNE à hauteur de 205 K€ et CFD Capital Partners à hauteur de 662 K€.

Les comptes de régularisation comprennent un montant de 189 K€ correspondant aux dépôts de garantie reçus.



### 3.13 Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	Situation au 31 décembre 2004	Situation au 31/12/2003
Cautions de contre garantie sur marchés		
Créances cédées non échues		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	15 467	7 121
Avals, cautions et garanties donnés	2 044	3 659
Autres engagements donnés		1 768
<b>TOTAL</b>	<b>17 511</b>	<b>12 548</b>

Obligations contractuelles	Total	Montant des engagements par période		
		à moins d'un an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Dettes à long terme	6 015			6 015
Dettes court terme	11 496		11 496	
Garanties		-		
Autres engagements	-			
<b>TOTAL</b>	<b>17 511</b>	-	<b>11 496</b>	<b>6 015</b>

### 3.14 Nantissement d'actifs de l'émetteur

Type de nantissements / hypothèques	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nanti (en milliers d'euros) (a)	Total du poste de bilan (en milliers d'euros) (b)	% correspondant (a) / (b)
S/ immobilisations incorporelles					
S/ immobilisations corporelles ( CFD Gardénia)	12/12/2001	12/05/2017	6 015	13 492	44,58%
S/ immobilisations corporelles (CFD Brongniart)	13/07/2004	13/07/2008	7 000	7 697	90,94%
S/ immobilisations financières ( CFD)	12/05/2004	11/05/2006	2452	2044	119,96%
<b>TOTAL</b>			<b>15 467</b>	<b>23 233</b>	<b>66,57%</b>

### 3.15 Etat des engagements reçus

Garant	Nature	Montant	Objet	Emprunts		Établissement de crédit
				Montant initial	Capital restant dû	
Monsieur Thierry LEYNE	caution personnelle	7 000	Prêt immobilier	6 015	5 388	Crédit Foncier
Pierre et Vacances	garantie de loyers	1 842	BAIL Résidence et Hotel Gardénia			Lyonnaise de Banque
Monsieur Thierry LEYNE	caution personnelle	9 100	Prêt immobilier	7 000	6 945	Banque Espirito Santo

## 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 4.1 Opérations en revenus

#### Produits financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Produits de titres de participation		
Autres produits financiers		29
Reprises de provisions	208	
<b>TOTAL</b>	<b>208</b>	<b>29</b>

#### Prestations et commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Prestations de services	342	337
Commissions et courtages	663	476
<b>TOTAL</b>	<b>1 005</b>	<b>813</b>

Les prestations de services proviennent de :

- CFD : 279 K€ (activité Corporate Finance)
- Cfdmidcaps
- CFD Corporate Finance 31K€

Les commissions et courtages proviennent de :

- CFD Capital Management : commissions et courtages 574 K€.
- CFD Luxembourg : commissions et courtages 89 K€

#### Produits immobiliers

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Loyers résidence Villa Gardénia	377	367
Loyers hôtel Villa Gardénia	273	257
Loyers 33, rue Vivienne	444	252
<b>TOTAL</b>	<b>1 094</b>	<b>876</b>

#### Autres produits nets

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Production du site Midcaps.com		1 000
Produits divers de gestion	85	62
<b>TOTAL</b>	<b>85</b>	<b>1 062</b>

Les 85 K€ correspondent à des refacturations de charges par aux différents locataires des biens immobiliers (CFD Villa Gardénia et CFD Brongniart)

### Autres achats et charges externes

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Consommation de fournitures non stockées	82	54
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 127	602
Services bancaires et assimilés	67	55
Autres charges	893	942
<b>TOTAL</b>	<b>2 169</b>	<b>1 653</b>

Le détail des autres charges est le suivant :

Détail des autres charges	31/12/2004	31/12/2003
Sous-traitance	169	419
Redevances de crédit-bail	83	55
Locations immobilières et frais d'accès aux bases de donnée financières	217	82
Frais de déplacements et de représentation	104	90
Frais de maintenance informatique	66	54
Frais postaux et télécommunication	75	54
Frais de publicité	36	46
Documentation	20	31
Entretien des bureaux et véhicules	107	33
Assurances	16	12
Autres		66
<b>Total</b>	<b>893</b>	<b>942</b>

### Impôts et taxes

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Impôts et taxes sur rémunérations	1	18
Autres impôts et taxes	127	51
<b>TOTAL</b>	<b>128</b>	<b>69</b>

### Salaires et charges sociales

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Salaires et charges sociales	1 236	1 241
<b>TOTAL</b>	<b>1 236</b>	<b>1 241</b>

### Dotations et reprises d'amortissements et provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Dotations aux amortissements	929	757
Dotations provisions risques & charges	5	
<b>TOTAL</b>	<b>934</b>	<b>757</b>

## Charges financières

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Intérêts et charges assimilées	873	1 100
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières	282	
<b>TOTAL</b>	<b>1 155</b>	<b>1 100</b>

## 4.2 Opérations en capital

### 4.2.1 Produits

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Plus-values de cessions de titres immobilisés	15	3 182
Reprises de provisions	1	2 282
Autres produits sur immobilisations corporelles		23
Autres produits	8	
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>5 487</b>

### 4.2.2 Charges

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Moins-values sur titres de participations non consolidées	154	2 562
Moins-value sur titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	11	
Dotations aux provisions pour dépréciation	290	333
Autres charges		3
<b>TOTAL</b>	<b>455</b>	<b>2 898</b>

### 4.2.3 Dotations et reprises d'amortissements et provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
<b>Opérations en Revenus</b>		
Transfert de charges d'exploitation		1 000
Reprise de provisions sur VMP		
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	934	757
Reprise de provisions d'exploitation	-29	
<b>Opérations en Capital</b>		
Reprise de provisions/titres de part. non consolidées	-1	
Reprise de provisions TIAP		-2 282
Dotations aux provisions/titres de part. non consolidées	290	333
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Dotations aux provisions/ immo incorporelles		
<b>Total Dotations de la période</b>	<b>1 194</b>	<b>-192</b>

## 5. AUTRES INFORMATIONS

### 5.1 Situation fiscale latente

Au 31.12. 2004 :  
 Amortissements différés : 892  
 Déficit reportable : 19 846

---

**20 738**

**soit un IS à 33.33 % de 6,9 M€**

Le montant des impôts différés actifs se seraient élevés à 6,9 M€ et n'ont pas été comptabilisés du fait de l'incertitude sur leur recouvrement effectif.

### 5.2 Intégration Fiscale :

Modalité de répartition de l'impôt sur les sociétés :

La convention de répartition de l'impôt retenue pour le régime de l'intégration fiscale est la convention n° 2 (avis du CNC 06/89), à savoir que la filiale intégrée enregistre l'impôt comme en l'absence d'intégration, et la société mère (notre société) enregistre le solde par rapport au résultat d'ensemble.

- Le poste « Impôt sur les bénéfices » au compte de résultat est débiteur de 5 351 € et représente l'IFA perdu au titre de l'exercice 2002.

Les déficits reportables s'élèvent à 19 846 848 €

Dont déficits subis durant la période d'intégration 19 215 999 €

### 5.3 Effectif Moyen

	31/12/2004	31/12/2003
Cadres	12	5
Employés	1	1
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>6</b>

### 5.4 Rémunération des organes de Direction

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Rémunération globale des dirigeants	144	222
<b>Total</b>	<b>144</b>	<b>222</b>

### 5.5 Engagements de crédit-Bail (en milliers d'euros)

Nature de Biens	Total engagement	A un an au plus	De 1 à 5 ans
Matériel de transport	44	25	19

### 5.6 Engagements de retraite

Compte tenu de sa création récente et de l'âge moyen du personnel, les engagements de retraite de la société ne sont pas significatifs.

## 5.7 Détail de la variation de la trésorerie

	Notes	Trésor à l'arrêté Bilan 31/12/04	Trésor à l'Ouv Bilan 31.12.2003
Disponibilités		709	24
VMP (hors act° cotées)		0	1 206
<b>TOTAL</b>		<b>709</b>	<b>1 230</b>

## 5.8 Information sectorielle au 31 décembre 2004

	Exercice 2004	Exercice 2003
(en milliers d'euros)		
<b>OPERATIONS EN REVENUS</b>		
Produits financiers	208	29
Prestations et commissions	1005	813
Produits immobiliers	1094	876
Autres produits nets	85	1041
Reprises de provisions d'exploitation	29	
<b>TOTAL DES OPERATIONS EN REVENUS</b>	<b>2 421</b>	<b>2 759</b>

### 3.2 RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004

« Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires pour vous rendre compte de l'activité de CFD, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2004 et soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés de CFD dudit exercice.

Lors de l'assemblée, vous entendrez la lecture des rapports des commissaires aux comptes.

Les rapports des commissaires aux comptes, le rapport de gestion, le rapport spécial à l'Assemblée Générale Mixte, le rapport spécial sur les options de souscription ou d'achat d'actions, le rapport du président du Conseil d'administration sur le fonctionnement du Conseil et le contrôle interne, les comptes annuels, les comptes consolidés et tous autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis en suivant les mêmes méthodes que lors de l'exercice précédent, dans le respect des dispositions du plan comptable et en observant les principes de prudence et de sincérité.

#### 1 SITUATION DE LA SOCIETE

L'année 2004 a été marquée par la simplification des structures et le déploiement de la stratégie de renforcement et de gestion dynamique du portefeuille de participations.

Elle a ainsi permis de confirmer le positionnement de **CFD** comme société d'investissement indépendante.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie annoncée en 2003, CFD a activement participé au développement de son portefeuille de participations dans des sociétés à fort potentiel de croissance du secteur des services financiers.

Ce portefeuille de participations est aujourd'hui réparti en 3 pôles :

- ▶ **Les Participations Majoritaires** : CFD Capital Management et CFD Luxembourg (Gestion de Portefeuille), CFD Corporate Finance (Ingénierie Financière), Cfdmidcaps (Portail d'informations financières et boursières) ;
- ▶ **Les Participations Minoritaires** : Bourse Direct (Intermédiation Boursière), Adomos (Services Immobiliers sur Internet), Access2net (Capital-risque), Eorezo (e-marketing), Synthesis Bank (Banque genevoise spécialisée dans le Forex)
- ▶ **Les Participations Immobilières** : La Villa Gardenia (CFD) et CFD Brongniart.

#### A. Evènements significatifs intervenus en 2004

##### 1. AUGMENTATION DE CAPITAL PAR VOIE D'EMISSION ET D'ATTRIBUTION GRATUITE DE BSA

Dans le but de poursuivre sa stratégie d'investissement et d'accélérer le développement de ses activités, tant par croissance interne que par croissance externe, la société a procédé en novembre 2004, à une augmentation de capital par exercice de BSA qui ont été attribués gratuitement aux actionnaires de la société.



Cette augmentation de capital a été décidée par le Conseil d'administration en date du 4 novembre 2004 en vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'AGE du 18 juin 2003 aux termes de sa quatorzième résolution.

Les caractéristiques de l'opération, décrites dans le Prospectus visé par l'AMF en date du 10 novembre 2004 sont les suivantes :

- ▶ Émission et attribution gratuite de 2 919 428 BSA.  
Les BSA ont été admis à la cote du Marché Libre sous le code ISIN FR0010128264 ;
- ▶ L'exercice de la totalité des BSA donnerait lieu à la création de 1 459 714 actions nouvelles ;
- ▶ Il a été attribué 1 BSA par action CFD détenue à la date du 12/11/2004 ;
- ▶ 2 BSA donnent le droit de souscrire à 1 action nouvelle CFD d'une valeur nominale de 5,55€ au prix de 12,50 € ;
- ▶ Les BSA peuvent être exercés à tout moment, du 15 novembre 2004 au 30 décembre 2005 inclus.

Cette opération, bénéficie d'une fiscalité particulièrement attractive : les actions nouvelles émises sont éligibles à la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital d'une PME conformément à l'article 199 terdecies-0A du CGI.

Cette loi (dite Loi Dutreil ) permet aux souscripteurs à l'augmentation de capital de CFD de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 25 % du montant du versement effectué, pouvant aller jusqu'à 10 000 € par an pendant 4 ans pour un couple (plafond de 40 000 €/an).

Au cours du mois de décembre 2004, CFD a ainsi pu lever un montant de 1 085 188 €, prime d'émission incluse.

## **2. DEVELOPPEMENT DU PORTEFEUILLE DE PARTICIPATIONS**

### **2.1 Création de nouvelles filiales :**

Deux nouvelles filiales sont venues enrichir le portefeuille de CFD :

- ▶ **CFD Luxembourg** : filiale à 100% de CFD Capital Management, SA de droit luxembourgeois au capital de 620.000 €, est agréée le 10 août 2004 par l'Autorité de Tutelle la CSSF en tant que société de gestion de fortune, de conseiller en opérations financières, de courtier et de commissionnaire.

La création de cette filiale s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement à l'international du Groupe CFD.

- ▶ **CFD Corporate Finance** : SAS au capital de 37.500 €, créée fin juillet 2004, qui abrite désormais le département « corporate finance » du Groupe : prestations d'introducteur conseil, intermédiaire en levées de fonds privés et plus largement effectue des missions de conseils aux entreprises de taille moyenne en matière de financement et de transmissions d'entreprises.

### **2.2 Renforcement au capital de CFD Brongniart**

Le 6 juillet 2004, CFD a acquis 25% du capital de la SCI Brongniart, propriétaire de l'immeuble de la rue Vivienne, pour un montant de 25 100 €, faisant ainsi passer sa participation au capital de cette société de 51% à 76%.

## **2.3 Prise de participations**

### **2.3.1 Prise de participation dans le capital d'Access2net**

En janvier 2004, CFD SA s'est engagée à apporter à la société Access2Net, sous la forme d'apport en nature, l'intégralité de sa participation dans le capital de la société SideTrade, savoir 10 462 actions ordinaires et 22 262 actions à bons de souscription Side Trade.

Aux termes du traité d'apport signé le 6 février 2004, les parties ont évalué cet apport en nature à 521 947,80 euros, soit 15,95 euros pour chaque action ordinaire et chaque ABSA SideTrade. L'évaluation retenue par les parties a été confirmée par le commissaire aux apports.

En contrepartie de cet apport, CFD SA a reçu 54 143 actions nouvelles de Access2Net, d'environ 6,873 euros de nominal chacune, émises lors de l'assemblée générale extraordinaire de Access2Net du 26 mars 2004 appelée à approuver l'apport en nature, son évaluation et décider l'augmentation de capital corrélative.

Au 31 décembre 2004, CFD détenait 6,03% du capital d'Access2net.

### **2.3.2 Prise de participation dans le capital de Bourse Direct SA**

Bourse Direct SA, créée en 1996, est une société de courtage en ligne, agréé par le Conseil des Marchés Financiers et la Banque de France en tant que négociateur, compensateur et dépositaire. Bourse Direct est cotée depuis le 10 novembre 1999 au Nouveau Marché de la Bourse de Paris (Code ISIN : FR 0000074254 ; code RIC : BDRP.LN).

Aux termes d'un Protocole d'accord en date du 17 mars 2004, CFD s'est engagé à acquérir la participation détenue par la société Compagnie Financière de Crédit Mutuel dans le capital de la société Bourse Direct, à savoir 1 362 514 actions et 1 800 000 bons de souscription d'actions Bourse Direct.

La prise de participation, définitivement réalisée le 12 mai 2004, a été conclue pour un prix global de 2 044 001 euros (soit 10,11% du capital) en totalité au moyen d'un prêt contracté auprès de la Banque Commerciale pour le Marché de l'Entreprise (BCME)

L'AGE du 5 mai 2004 de Bourse Direct a entériné l'apport partiel d'actif de Capitol à Bourse Direct. Cette opération a eu pour effet de diluer la participation de CFD dans le capital de Bourse Direct de 10,11% à 5,05 %.

En décembre dernier CFD a renforcé sa participation en souscrivant d'une part à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'ABSA en décembre 2004 et d'autre part en achetant sur le marché des titres Bourse Direct. CFD détenait 6,94% du capital de Bourse Direct au 31 décembre 2004.

## **3. ACTIVITE DES SOCIETES DU PORTEFEUILLE**

### **3.1.CFD Capital Management**

Au cours de l'exercice 2004, CFD Capital Management a lancé une SICAV avec trois premiers compartiments de gestion stock picking actions qui se sont distingués par leur performance :

- ☐ Le Compartiment CFD ACTIONS INTERNATIONALES: se classe 8ème sur 296 fonds dans la catégorie Actions Internationales
- ☐ Le Compartiment CFD EUROPE se classe 3ème sur 348 fonds dans la catégorie Actions Europe
- ☐ Le Compartiment CFD SMALL CAPS se classe 1<sup>er</sup> sur 52 fonds dans la catégorie Petites Sociétés France

*(Source Standard&Poor's au 26/04/2005)*

Le montant des encours sous gestion a progressé de manière significative de 28,5 M€ au 31/12/2004 à 36 M€ au 30/04/2005.

Par ailleurs, la société CFD Capital Management a procédé en juillet 2004 à une augmentation de capital réservée à CFD SA pour un montant de 700 K€.

### **3.2. CFD Brongniart**

Le 22 septembre 2004, la SCI Brongniart, a été transformée en SARL par décision unanime des associés et est désormais dénommée « CFD Brongniart ». Son objet est resté inchangé. Il a été procédé à cette occasion à une augmentation du capital de la société par incorporation du compte courant d'associés de CFD à hauteur de 608 800€.

Les travaux d'agencement intérieurs se sont terminés et ont permis la location des bureaux restant disponibles. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004 le taux d'occupation de l'immeuble est de 100% améliorant ainsi la rentabilité de cet actif.

### **3.3. CFD Luxembourg**

Créée en août 2004, le montant des encours sous gestion de cette filiale est conforme aux prévisions : 30 M€ au 31/12/2004 et 35 M€ au 30/04/2005.

### **3.4. CFD Corporate Finance**

Spécialisée en ingénierie financière, cette filiale offre aux entreprises une prestation complète de services dans le cadre d'un partenariat de proximité structuré pour le long terme. Au cours de l'exercice 2004, CFD Corporate Finance a réalisé 4 opérations importantes :

- Émission de BSA pour Cybergun (Second Marché d'Euronext Paris) – levée de capitaux potentielle de 3,8 M€
- Placement Privé pour Adomos de 3,8 M€ (Marché Libre d'Euronext Paris)
- Émission d'ABSA BSA pour COIL (Nouveau Marché d'Euronext Paris) – Levée de 3,5 M€ + 5,3 M€
- Émission de BSA cotés pour CFD – Levée potentielle de 18,2 M€.

CFD Corporate Finance a déposé en avril 2005, une demande d'agrément de Listing Sponsor auprès d'Euronext PARIS.

### **3.5. Cfdmidcaps**

Le site Internet de la société a continué à enregistrer une fréquentation croissante : 15 000 visites/mois et 600 000 pages vues/mois.

Une réflexion est en cours pour établir un business model permettant à cette filiale de percevoir des revenus. La solution envisagée antérieurement de rendre le site transactionnel ayant été abandonnée.

### **3.6. Bourse Direct**

L'exercice 2004 a été conforme aux prévisions, le nombre de comptes ouverts est passé de 9 280 en 2003 à 25 000 à fin 2004. La société a poursuivi son effort de redressement de sa situation financière en renforçant ses fonds propres et en poursuivant ses efforts de rationalisation de ses coûts. L'exercice social 2004 s'est traduit par un bénéfice net de 2,6 M€ contre une perte de 4,49 M€ en 2003.

### **3.7. ADOMOS**

L'année 2004 a été une excellente année pour ADOMOS :

- Une croissance du chiffre d'affaires de + 79% à 9,7 M€

- Un résultat d'exploitation multiplié par 6 à 1,1 M€
- Un résultat net en forte progression + 83 % à 1,04 M€
- Une levée de fonds de 3,8 M€ (dont 2,3 M€ sous forme d'OBSA)

ADOMOS prévoit en 2005 le transfert de ses titres sur le nouveau marché Alternext, CFD Corporate Finance continuera d'accompagner cette participation en devenant son listing sponsor.

### **3.8. ACCESS2NET**

Au 31/12/2004 le portefeuille de participations de cette société de Capital Risque spécialisée sur le segment des sociétés du secteur des Nouvelles Technologies, était composé de 30 sociétés et l'ANR par action s'élève à : 9,51 €.

## **4. ORGANISATION INTERNE**

### **4.1. Transfert du siège social**

L'assemblée Générale Ordinaire de CFD du 15 Juin 2004, a ratifié la décision du Conseil d'administration en date du 11 février 2004, usant de la faculté qui lui est offerte par l'article 4, alinéa 2 des statuts, de transférer le siège social, initialement fixé 33, rue Vivienne – 75002 PARIS au 29 avenue Hoche – 75008 PARIS avec effet à compter du 1er février 2004.

### **4.2. Cooptation de deux nouveaux administrateurs**

L'assemblée Générale Ordinaire de CFD du 15 Juin 2004, a ratifié la décision du Conseil d'administration en date du 11 février 2004, usant de la faculté qui lui est offerte par l'article L.225-24 du code de commerce, de coopter en qualité d'administrateurs Monsieur Yariv ELBAZ demeurant 5 rue Albert Gos – CH – 1206 Genève (Suisse), et Monsieur Maurice BOURLIER demeurant 17 Boulevard Emile AUGIER – 75116 Paris en remplacement respectivement de Messieurs Alain Roubach et Thierry Bruel, tous deux démissionnaires.

Messieurs Yariv Elbaz et Maurice Bourlier exerceront leurs fonctions pour la durée restant à courir du mandat de leur prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

### **4.3. Démission d'un Administrateur**

Monsieur Jean-François OTT, nommé par l'AGO du 26 juin 2002, a démissionné de son poste d'Administrateur en date du 13 décembre 2004 en raison d'activités professionnelles ne lui permettant plus de consacrer le temps nécessaire à l'exercice de ses fonctions d'administrateur.

Le Conseil d'administration du 22 février 2005 a entériné sa démission et a décidé de ne pas pourvoir pour l'instant à son remplacement.

### **4.4. Mise en place d'un statut social harmonisé et commun à CFD et ses filiales**

Au début de l'année 2004, il est apparu essentiel à CFD de définir un cadre de vie collectif pour ses collaborateurs et, plus généralement, pour l'ensemble des salariés du groupe. A cet effet, un statut social commun a été mis en place au sein du groupe CFD.

La méthode de travail retenue pour définir le statut social commun a consisté à reprendre les dispositions les plus favorables des différentes conventions collectives applicables à chaque entreprise du Groupe (Syntec et Bourse) selon le principe de « l'avantage cumulé ».

Le statut social harmonisé ainsi élaboré ne constitue pas un accord collectif se substituant aux dispositions conventionnelles mais un « statut chapeau » consistant en une sorte de mise à niveau générale à laquelle les salariés sont tenus d'adhérer individuellement.

#### **4.5. Mise en place d'un Code de Déontologie au niveau de CFD et ses filiales**

Le règlement intérieur en vigueur dans l'entreprise et dans ses filiales a été complété par un code de déontologie applicable à l'ensemble des salariés du groupe.

Ce code de Déontologie constitue un code fixant les règles éthiques du groupe, et de chaque entité, rappelle le principe fondamental du respect du client, rappelle et détermine des normes internes permettant le respect des principes de transparence et d'intégrité à l'égard du marché financier et des investisseurs qui font confiance au groupe CFD.

Ce code définit les règles d'intervention sur le marché des collaborateurs. Les principes généraux en matière de responsabilisation des collaborateurs sont énoncés : il est rappelé qu'ils ne doivent pas se livrer ou prêter concours à des opérations, de quelque nature que ce soit, qui pourraient être considérées comme ayant faussé le fonctionnement normal du marché et qu'au delà du respect des interdictions légales, ils doivent s'efforcer d'adopter en toute circonstance un comportement qui ne puisse prêter au simple soupçon.

Les devoirs de loyauté du personnel à l'égard de l'entreprise et du client sont aussi rappelés. La confidentialité constitue une pièce maîtresse de ce document eu égard à la particularité de nos activités financières notamment.

La fonction de contrôleur interne et de déontologue est assurée par un cabinet indépendant (la société CISA) qui est chargé du contrôle et du respect de ce Code de Déontologie.

#### **4.6. Signature d'une convention d'Omnium de Trésorerie**

Compte tenu de leurs intérêts financiers communs, CFD et ses filiales ont signé une convention d'omnium de trésorerie permettant la centralisation de leur trésorerie respective, afin d'éviter des immobilisations financières coûteuses et de favoriser ainsi la coordination et l'optimisation de l'utilisation des excédents ou de la couverture des besoins de trésorerie appréciés globalement au niveau du groupe.

#### **4.7. Création d'un site Internet institutionnel [www.cfd-group.com](http://www.cfd-group.com)**

En novembre dernier, CFD a offert à ses actionnaires et à tous les internautes un nouveau site Internet présentant la totalité des informations concernant la société et ses filiales et participations.

L'architecture du site ainsi que la mise à disposition des informations publiées sont repensées régulièrement, au rythme de l'évolution de la société et du groupe. Il a été conçu comme un outil de communication interactif. La stratégie d'investissement et une présentation complète de tous les investissements figurent sur ce site. De même, toutes les informations financières sont mises en ligne et consultables sur simple clic.

## **2 EXAMEN DES COMPTES**

### **A. Résultats sociaux**

Le total du Bilan en valeur nette s'établit à 21 819 K€. Le résultat net comptable s'élève à une perte de 1 565 K€ contre un bénéfice de 2 264 K€ en 2003 et comprend :

#### **Opérations en Revenus**

Le résultat des opérations en revenus s'établit à (1 117 K€) contre (903 K€) en 2003.

Nous vous rappelons que le résultat 2003 avait été impacté des revenus de l'apport partiel d'actif à la filiale CFDMIDCAPS à hauteur de 1 000 K€. Les revenus immobiliers progressent de 5,15 % tandis que les autres revenus subissent l'impact de la filialisation des activités. Les charges d'exploitation ont été réduites en conséquence de 66% et s'établissent à 2 066 K€ contre 3 090 K€ en 2003. De

même, l'exercice 2004 enregistre l'assainissement de la situation financière de CFD : les intérêts sur emprunts ont baissés de 46% et s'établissent à 379 K€ contre 711 K€ en 2003.  
L'impact des amortissements sur ce résultat des opérations en revenus est de 516 K€ contre 623 K€ en 2003.

### **Opérations en Capital**

Le résultat des opérations en capital s'établit à une perte de 461 K€ contre un bénéfice de 3 152 K€ en 2003.

Nous vous rappelons que l'exercice 2003 avait enregistré une plus-value nette de 2 712 K€ sur l'opération de cession des titres La Financière de l'Echiquier-EBPF.

Hormis des opérations de reclassement de titres, aucune opération de cession en capital n'est intervenue en 2004. Les produits et les moins values enregistrés sont la conséquence de l'enregistrement comptable des opérations de reclassement de titres.

Une provision de dépréciation de titres sur la participation Bourse Direct a été enregistré pour un montant de 290 K€.

Une convention d'intégration fiscale a été signée avec les filiales françaises détenues à 95%. Celle conclue fin 2004 entre CFD et CFD Corporate Finance prendra effet au 1<sup>er</sup> Janvier 2005.

Le déficit reportable de votre société dans le cadre de l'intégration fiscale s'établit à 19 216 K€ à l'issue de l'exercice.

## **B. Résultats consolidés**

Le total du bilan consolidé en valeur nette s'élève au 31 décembre 2004 à 26 682K€ contre 23 759 K€ en 2003.

Le résultat net comptable consolidé y compris la part des minoritaires, s'élève à une perte de 4,01 Millions d'euros contre un bénéfice de 0,81 millions d'euros en 2003, et comprend :

### **1. Opérations en Revenus**

Le résultat des opérations en revenus s'établit à (3 201 K€) contre (2 061 K€) en 2003.

Nous vous rappelons que le résultat 2003 avait été impacté des revenus de l'apport partiel d'actif à la filiale CFDMIDCAPS à hauteur de 1 000 K€ .Les produits hors impact de l'apport d'actif à Cfdmidcaps, ont progressé de 41%.

Les revenus des prestations et commissions ont progressé de 24% tandis que les revenus immobiliers progressent de 25 %, conséquence de l'amélioration du taux de remplissage de l'immeuble de la rue Vivienne.

Les charges d'exploitation ont progressé de 20% par rapport à 2003 : sur ces dépenses, seuls les Achats et autres charges extérieures ont progressé du fait des efforts d'investissement réalisés par les nouvelles filiales. Les autres charges sont stables par rapport à 2003.

Les charges financières du groupe ont été réduites de 20% et s'établissent à 873 K€ contre 1 100 K€ en 2003.

L'impact des amortissements sur ce résultat des opérations en revenus est de 929 K€ en 2004 contre 757 K€ en 2003.

### **2. Opérations en Capital**

Le résultat des opérations en capital s'établit à une perte de 431 K€ contre un bénéfice de 2 589 K€ en 2003.

Nous vous rappelons que l'exercice 2003 avait enregistré une plus-value nette de 2 712 K€ sur l'opération de cession des titres La Financière de l'Echiquier-EBPF et que 277 K€ de produits provenaient de la mise en équivalence de cette société.

Hormis des opérations de reclassement de titres, aucune opération de cession en capital n'est intervenue en 2004. Les produits et les moins values enregistrés sont la conséquence de l'enregistrement comptable des opérations de reclassement de titres.

Une provision de dépréciation de titres sur la participation Bourse Direct a été enregistré pour un montant de 290 K€.

Les charges exceptionnelles s'établissent à 455 K€ dont 300 K€ représentent une dotation aux amortissement exceptionnelle de cfdmidcaps sur son site Internet.

L'impact global sur le résultat net, de l'ensemble des dotations aux amortissements et provisions, est de 1 524 K€ en 2004 contre un impact positif de 1 188 K€ en 2003 dû à une reprise de provisions sur EBPF.

### **C. Capitaux propres consolidés**

Les capitaux propres consolidés, intérêts minoritaires et résultat inclus, s'élèvent au 31 décembre 2004 à 7 550 K€ contre 10 086 K€ au 31 décembre 2003.

La part du Groupe dans les capitaux propres consolidés 2004, résultat inclus, est de 7 864 K€, contre 10 673 K€ au 31 décembre 2003.

### **D. Contributions des principales sociétés consolidées**

Le résultat net de CFD Capital Management s'établit à (397 K€) pour 2004, contre (180 K€) pour l'année 2003.

Le résultat net de CFD Luxembourg s'établit à (218 K€) pour 2004. La société a été créée en 2004.

Le résultat net de CFD Corporate Finance s'établit à (0,2 K€ ) pour 2004. La société a été créée en 2004.

Le résultat net de CFD Brongniart s'établit à (920 K€) pour 2004. Pour 2003, cette société, sous sa forme juridique antérieure de SCI avait réalisée un résultat de (453K€).

Le résultat net de Cfdmidcaps s'établit à (1 028 K€) pour 2004, contre (5 K€) du 20 décembre au 31 décembre 2003.



**E. Composition du Conseil d'administration et autres mandats et fonctions exercés en 2004 par chacun des mandataires sociaux de CFD au 31 décembre 2004**

Composition	Fonctions	Date de nomination	Date d'échéance du mandat	Autres mandats / fonctions exercés dans le Groupe	Autres mandats hors du Groupe au 31/12/2004
Thierry LEYNE	Président Directeur Général	AGO 26 juin 2002-	AGO statuant sur les comptes 2007	- Président de cfdmidcaps.com SAS - Gérant de la Sarl Brongniart	Représentant permanent de la Société au Conseil de Surveillance de ADOMOS SA ; Administrateur délégué de CFD Capital Partners SA
Philippe HERVE	Administrateur et Directeur Général Délégué	AGO 18 juin 2003	AGO statuant sur les comptes 2008	Représentant permanent de Compagnie Financière de Deauville au Conseil d'administration de CFD Capital Management SA	/
Pierre SIMON	Administrateur	AGO 26 juin 2002	AGO statuant sur les comptes 2007	/	/
Jean-Pierre MIEGE	Administrateur	AGO 26 juin 2002	AGO statuant sur les comptes 2007	/	Gérant de Portarieu et Partners SARL ; Président de la société ICB SA
Maurice BOURLIER	Administrateur	CA 11 février 2004	AGO statuant sur les comptes 2007	/	Président Directeur général du Groupe ARES SA Membre du Conseil de Surveillance de Cetel SA Membre du Conseil de Surveillance de Hubwoo.com SA
Yariv ELBAZ	Administrateur	CA 11 février 2004	AGO statuant sur les comptes 2007	/	Président Directeur Général de COGEF

**F. Rémunérations versées aux membres du Conseil d'administration**

La rémunération brute versée aux dirigeants de CFD s'est élevée à 191 088 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Le tableau suivant fait apparaître le montant de la rémunération totale et des avantages de toutes natures versés en 2004 à chaque mandataire social par CFD :

Noms et prénoms	Fonctions principales exercées dans la société	Rémunérations	Montant des indemnités et allocations diverses	Total
Thierry LEYNE	Président Directeur Général	47 258	11 258	58 516
Philippe HERVE	Administrateur - Directeur Général Délégué	78 875	6 875	85 750
Pierre SIMON	Administrateur	Néant	Néant	
Jean-Pierre MIEGE	Administrateur	Néant	Néant	
Yariv ELBAZ	Administrateur	Néant	Néant	
Maurice BOURLIER	Administrateur	Néant	Néant	

## G. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice social écoulé, qui se traduit par une perte de 1 565 320 euros au compte de report à nouveau qui passerait ainsi de (13 461 620) euros à (15 026 945) euros.

## H. Distribution des dividendes

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au titre des trois derniers exercices aucun dividende n'a été distribué.

## I. Résultat des 5 derniers exercices

Le tableau faisant apparaître les résultats de CFD au cours des cinq derniers exercices est annexé au présent rapport.

## J. Actionnariat et modification du capital social

### 1. Actionnariat

Conformément à l'article L.233-13 du Code de Commerce, les actionnaires détenant individuellement plus de 5% du capital sont, au 31 décembre 2004 :

	Capital		Droits de vote	
	Nombre d'actions	%	Nombre de	%
Thierry Leyne directement et indirectement	1 618 727	53,85	2 472 230	59,13
Simon Azoulay	287 960	9,58	493 516	11,80
Public	1 099 556	36,58	1 215 573	29,07
<b>TOTAL</b>	<b>3 006 243</b>	<b>100,00</b>	<b>4 181 319</b>	<b>100,00</b>

À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient plus de 5% du capital ou des droits de vote de la société.

### 2. Modifications du Capital

Au cours de l'année 2004, 100 476 actions nouvelles ont été créées portant ainsi le capital de la société à 16 684 648,65 euros contre 16 127 007 euros au 31 décembre 2003.

Le tableau ci-dessous fait apparaître l'évolution du capital depuis le 31 décembre 2003 :

Catégories de Titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions	5,55 €	2 905 767	100 476		3 006 243

Ces actions nouvelles ont été créées par exercice de BSA issus des différents plans :

Le tableau ci-dessous fait apparaître l'évolution des Bons de souscription d'actions CFD au cours de l'année 2004 :

<b>Tableau d'utilisation des Plans de BSA au 31/12/2004</b>	<b>Plan BSA 1</b>	<b>Plan BSA 2 COGEF</b>	<b>Plan BSA 3 BSA Cotés</b>
Date de l'AGE ou du CA	26/06/2002	15/06/2004	04/11/2004
<b>Modalités de l'émission des bons :</b>			
Nombre de bons créés :	247 835	290 575	2 919 428
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	247 835	290 575	1 459 714
Nombre de Bénéficiaires	28	1	BSA Cotés
Point de départ d'exercice des Bons	26/06/02	15/06/04	15/11/04
Date d'expiration	26/06/04	15/12/04	30/12/05
Prix de souscription	12,18	12,50	12,50
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2003	167 114		
<b>Mouvements sur les bons en 2004 :</b>			
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2004	13 660	1	86 815
Bons de souscription annulés au 31/12/2004	67 061	1	173 630
Bons de souscription en vigueur au 31/12/2004	-	290 574	2 745 798
Dilution totale potentielle résultant de l'exercice de la totalité des BSA (1)		9,09%	33,33%

#### **K. Evolution du cours de bourse**

La capitalisation boursière au 16 Mai 2005, sur la base de cours de CFD de 13,5 € et d'un total action de 3 162 726, s'élève à 42 696 801 €.

Le tableau ci-dessous indique le cours de CFD depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004 :

PERIODE	Cours le plus haut du mois	Cours le plus bas du mois	Dernier cours coté du dernier jour du mois
janv-04	16,46	15,13	15,13
févr-04	15,57	14,24	15,57
mars-04	16,02	14,68	15,13
avr-04	15,56	14,24	15,31
mai-04	16,91	15,57	16,91
juin-04	16,91	15,58	16,36
juil-04	16,91	14,87	16,91
août-04	17,8	16,02	16,02
sept-04	16,02	14,24	14,24
oct-04	15,84	13,8	13,8
nov-04	15,05	13,31	15,01
déc-04	15,05	13	13
janv-05	14,8	13,46	14,37
févr-05	14,48	13	13,05
mars-05	14,48	12,99	13
avr-05	13	12	12,48
Au 16 mai 2005	13,5	12,5	13,5

Il faut noter que l'émission de 2 919 428 BSA le 12 novembre 2004 a eu une incidence technique sur le cours de l'action CFD.

## L. Exposition aux risques Assurance

Dans le cadre de ses activités, la société investit ses propres fonds ; elle est donc exposée aux risques inhérents à toute activité d'investissement en capital. La société est soucieuse de respecter les règles de déontologie les plus strictes et a recours, lorsque cela s'avère utile, aux services d'experts et de conseils ad hoc. L'activité de la société ne comporte pas de risque spécifique sur un plan industriel ou sur un plan humain. Lors de l'instruction des projets d'investissement, il est tenu compte des risques spécifiques éventuels liés aux activités des sociétés cibles. En particulier, des due diligences spécifiques sont réalisées à la demande de CFD si des risques particuliers sont identifiés, y compris en matière d'environnement.

### Risque de Change :

Non applicable.

### Risque de taux et de liquidité

La dette consolidée du Groupe au 31 décembre 2004 s'élève à 13,73 M€ dont 5,15 M€ à échéance inférieure ou égale à 1 an, le solde compris entre + 1 et + 5 ans.

L'endettement lié aux acquisitions immobilières représente 74% de l'endettement total du groupe. L'endettement long terme : 5,38 m€ est affecté au financement de la Villa Gardénia à Deauville. L'endettement affecté à l'immeuble de la rue Vivienne, appartenant à la SARL CFD Brongniart, est de : 6,9 m€ est un crédit in fine à taux variable à 2 ans.

Le Groupe n'a recours à aucun instrument de couverture du risque de taux.

Aucune société du groupe n'a mis en place d'opération de titrisation.

Aucune opération d'émission d'obligation n'a été émise par les sociétés du Groupe.

(en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE		
		à 1 an au plus	à plus d'1an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts à long terme	5 388 146	336 216	1 514 571	3 537 359
Emprunts court terme	8 344 001	2 044 001	6 300 000	
Dettes financières diverses	2 768 332	2 768 332		
<b>Total</b>	<b>16 500 479</b>	<b>5 148 550</b>	<b>7 814 571</b>	<b>3 537 359</b>

Pour sa trésorerie court terme, le groupe a mis en place au cours du deuxième semestre 2004, une convention d'Omnium de trésorerie entre les filiales et la maison mère pour optimiser la trésorerie court terme au niveau du Groupe. Le groupe utilise pour ses placements de trésorerie des titres de créances négociables, des parts de SICAV ou Fonds Communs de Placement (dont l'horizon maximum de placement est inférieur à 1 an).

Au 31 décembre 2004, l'endettement net du Groupe s'élève à 15 792 K€ pour 7 864 K€ de capitaux propres. Le coût moyen de cet endettement est de 5,53%.

### Risque actions

Le Groupe CFD est exposé aux risques des marchés actions à hauteur du prix de revient de son portefeuille de participations cotées et non cotées, soit 4 875 K€ au 31 décembre 2004.

Les participations cotées sont évaluées au cours du dernier jour de bourse. Les participations non cotées sont évaluées sur la base de leur valeur d'acquisition sauf ajustements effectués à la baisse sur la base d'éléments probants justifiant la prise en compte de provisions de dépréciation notamment sur la base de la valeur des dernières transactions effectuées sur le titre.

La gestion active de ce portefeuille s'appuie sur un suivi régulier et approfondi des performances opérationnelles et financières de chaque participation.

La Société, à cette date, n'a pas d'instrument de couverture pour pallier un risque de baisse de la valeur de ses participations cotées et non cotées.

Au 31 décembre 2004, les moins-values latentes sur les actifs cotés et non cotés représentent 5% de leur valeur comptable brute dans les comptes de CFD.

(en milliers d'euros)	Valeur comptable brute	Valeur nette comptable au 31 décembre 2004	Cours au 31.12.2004	Effet d'une variation de 10% sur la valeur du titre
<b>Titres Cotés</b>				
Bourse Direct	2 846	2 560	1,12	256
<b>Total titres cotés</b>	<b>2 846</b>	<b>2 560</b>		<b>256</b>
<b>Titres non cotés</b>				
Adomos	722	722	3,29	72
Access2Net	522	522	9,64	52
Apollo	610	173	0,62	17
ID Vector	75	0	0	
A7 Média	100	0	0	
<b>Total titres non cotés</b>	<b>2 029</b>	<b>1 417</b>		<b>141</b>
<b>Total des titres cotés et non cotés</b>	<b>4 876</b>	<b>3 978</b>		<b>397</b>

### Risques liés à l'activité

Les investissements du Groupe sont essentiellement des investissements à long terme, et, par définition à risque :

La réussite de CFD dépend essentiellement de sa capacité à identifier, sélectionner, acquérir et céder des participations susceptibles de générer des revenus ou des plus-values importantes. Elle ne peut garantir que des investissements de ce type puissent être effectués ou que ces investissements soient couronnés de succès.

CFD peut ne pas être en mesure d'avoir une influence sur la gestion de ses intérêts dans les sociétés où elle détient une position minoritaire.

### Risques sociaux

La société n'a pas de contentieux social à ce jour.

### Risques Industriels et liés à l'environnement

En tant que holding financier, CFD n'a pas d'activité d'exploitation industrielle et n'a donc pas de politique spécifique pour la préservation de l'environnement.

### Risques de technologie

Un système SAN ajusté à la taille du réseau permet de conserver un «backup» quotidien de l'intégralité des systèmes du Groupe, ajoutant ainsi un niveau de sécurité supplémentaire dans l'exploitation informatique.

### Assurances

La Société a souscrit plusieurs polices d'assurance auprès de compagnies de premier plan.

La société a souscrit en 2004, de nouvelles assurances Groupe couvrant les risques de responsabilité professionnelle ainsi les risques de responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux.

Le tableau suivant récapitule l'ensemble des polices d'assurances souscrites par le Groupe :

GARANTIES SOUSCRITES	REFERENCES CONTRATS	Échéance	COUVERTURE
<b>Multi risques</b> Bureaux et tous risques informatique 29, avenue Hoche 75008 Paris	Crf AGF 36.763.555	01-oct-05	Incendie, actions des eaux, tempête, grêle, neige Bris des glaces, catastrophes naturelles, responsabilité civile exploitation Matériels électriques et électroniques Dommages aux matériels maximum 37.561 €
<b>Assurance Villa Gardenia</b> 14100 Deauville	Crf HISCOX n° RDB 00118000 Assurance Propriétaire	17-mai-05	Bris de glace, conduits enterrés recherche d'eau sans limitation Garanties responsabilité civile - envers les locataires dommages matériels, et immatériels 8.5 50.000 € - responsabilité générale dommages corporels, matériels, immatériels 10.150.000 €
<b>Dommages ouvrage CFD Brongniart</b> 33 rue Vivienne 75002 Paris	Crf axa n° 1677366104		Assurance dommage, responsabilité des non réalisateurs 76.225 €
<b>Multi risques</b> <b>CFD BRONGNIART</b> 33 rue Vivienne 75002 Paris	Hathnor axa n°3750535407382		Dégâts des eaux (reconstruction à neuf) Limite contractuelle d'indemnité sur les bâtiments (19.000.000 €) Frais et pertes 3.243.000 € Inondation 37.215€ - Bris informatiques 810.250 € Responsabilités (recours) 4.575.000 € Inondation 37.215 € Dommages aux appareils électriques 162.700 € - Bris glace 8.100 € Risques spéciaux (chute divers, déménagement.....) 32.430 € Ligne "tous risques sauf" (autres dommages matériels) 810 .225 € Catastrophes naturelles à concurrence des capitaux assurés Responsabilité civile propriétaire d'immeuble 7.622.450 € -Assistance juridique 8.100 €
<b>RC PROFESSIONNELLE</b> Capital Management/Luxembourg	<b>AIG</b>	31-oct-05	RC Professionnelle Couverture par sinistre : 50 000 euros Montant des garanties : 1 500 000 €/sinistre/an
<b>RCMS</b>	<b>AIG</b>	31-oct-05	Responsabilité Civile pour tous les dirigeants et mandataires sociaux Toutes les filiales sont couvertes Extension de garantie aux représentants personnes physiques en leur qualité d'administrateurs dans les participations

Le montant global des primes payées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2004 s'élève à 16 316 euros.

#### **M. Tableau des autorisations financières en cours utilisation**

Vous trouverez joint à notre rapport un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, en application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du code de commerce. Ce tableau vous indique l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice

<b>N. Evénements postérieurs à la clôture</b>
---

**1. Prise de Participations****1.1. Prise de Participation dans EOREZO**

EOREZO est une société de prestations de services offrant aux webmasters, via le site <http://www.ulimit.com> des noms de domaine gratuits en échange de la diffusion de publicité ciblée sur les sites inscrits.

Le site Ulimit classé 20ème audience française sur Internet, permet à EOREZO de se positionner comme un acteur majeur du marché en fort développement des liens sponsorisés.

CFD est entrée, le 10 mars 2005, à hauteur de 25 % du capital d'EOREZO, par voie d'augmentation de capital réservée.

**1.2. Prise de Participation dans Synthesis Bank**

Fondée en 1991 par Charles Henri Sabet sous le nom de Trading & Commercial Consulting (TCC), Synthesis Bank est une banque genevoise spécialisée dans les opérations de changes et le trading en ligne proposant une synthèse de tous les types d'investissement propres aux opérations de marché et à la gestion de patrimoine.

Grâce à sa forte présence sur les marchés et à sa plate-forme de négoce et conseil en ligne « Trading Floor », Synthesis se différencie de ses concurrents et se positionne comme un acteur majeur du courtage en ligne.

CFD est entrée, le 15 mars 2005, à hauteur de 20 % du capital de Synthesis Bank, par voie d'augmentation de capital réservée.

**2. Augmentation de Capital par exercice de BSA**

La société a enregistré depuis le 1er janvier 2005, des augmentations de capital, au fil de l'eau, par exercice de BSA émis le 12 novembre 2004. Le montant des fonds levés du 1<sup>er</sup> janvier au 15 Mai 2005 s'élève à 1 956 037 € (dont 868 480€ en capital et 1 087 556 € en prime d'émission). Le nombre de BSA en vigueur au 15 Mai 2005, s'élève à 2 432 832.

Au 15 mai 2005, le montant total des fonds levés par exercice de BSA émis le 12 novembre 2004 est de 3 041 225 € (dont 1350 303 € de capital et 1 690 921 € de prime d'émission).

**3. Changement d'Établissement chargé du service titres de CFD**

Depuis le 14 février 2005, CFD a confié à la Société Générale - GSSI/GIS/NPO - B.P. 81236 44312 NANTES CEDEX 3 – France le mandat d'établissement chargé du service titres CFD.

**4. Renouvellement du mandat des Commissaires aux Comptes**

Le mandat du Co Commissaire aux Comptes titulaire Arcade Audit, représentée par Monsieur Sydney CHARBIT et celui du Commissaire aux Comptes suppléant, Monsieur Gérard BERR, arrivant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2004, nous vous proposons de les renouveler.

**5. Communication financière**

Ayant le souci d'apporter à ses actionnaires et à la communauté financière une information régulière, rigoureuse et de qualité, CFD a mis en œuvre une politique de communication financière fondée sur les recommandations de l'AMF, à destination des sociétés cotées sur un marché réglementé.

Un calendrier de communication financière a été publié pour l'année 2005. Outre les communications à l'occasion des clôtures annuelles et semestrielles, une lettre aux actionnaires sera publiée chaque trimestre : cette lettre permet de retracer les événements importants du trimestre et de rendre compte de l'évolution de l'ANR.

Une première lettre a été adressée aux actionnaires début avril 2005.

Un communiqué de presse est diffusé pour tous les événements significatifs de la société et notamment lors de chaque prise de participation.

Pour la première fois, la société a organisé une réunion d'information financière SFAF à l'occasion de la publication des comptes 2004. Cet événement qui sera reconduit chaque année est destiné à rendre la société plus visible des analystes et du marché et d'accroître ainsi la liquidité du titre CFD.

Dans le but d'accroître la notoriété et la visibilité de la société, et pour permettre au titre d'augmenter sa liquidité, CFD a prévu au cours de l'année 2005 des rencontres avec des investisseurs européens dans le cadre de roadshows organisés dans les grandes capitales européennes.

#### **O. Perspectives 2005**

CFD a poursuivi en 2004 la mise en œuvre de la stratégie annoncée fin 2002 et initiée dès 2003. Les opérations réalisées ou initiées au second semestre 2004 écrivent d'ores et déjà les grandes lignes de ce que devrait être l'année 2005 :

- ▶ Poursuite du développement de l'activité des filiales
- ▶ Poursuite du travail d'optimisation et de développement des investissements réalisés en 2004 et début 2005
- ▶ Poursuite de l'étude de nouvelles d'opportunités d'investissement

CFD entend poursuivre son effort de transparence et de communication à l'égard de ses actionnaires et de la communauté financière.

D'ores et déjà une réunion d'analyste est prévue en 2005, complétée par des roadshows dans plusieurs pays d'Europe et de nombreuses réunions d'informations en « one to one ».

La mise en œuvre de cette nouvelle stratégie de communication, associée à la demande de transfert des titres CFD du Marché Libre vers le nouveau marché Alternext d'Euronext Paris, contribueront à développer la liquidité du titre et la notoriété de la société.

Les renseignements que nous venons de vous donner et ceux qui figurent dans les rapports des Commissaires aux Comptes vous permettront pensons-nous, de prendre des décisions qui nous paraissent conformes à vos intérêts. Nous vous demandons en conséquence de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont présentées.

Le Conseil d'administration »



## ANNEXE 1

### TABLEAU DES AUTORISATIONS FINANCIERES EXISTANTES AU 31/12/2004

Autorisations	Montant nominal maximum en K€ de l'augmentation de capital	Date de l'autorisation	Durée et date limite de validité de l'autorisation	Utilisation des autorisations existantes	Montant nominal en K€ de l'émission des actions et/ou valeurs mobilières	Caractéristiques particulières de l'opération
Augmentation du capital social par émission, avec droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société.	10 M€	18-juin-03	26 mois 18/08/2005	8,101M€	au maximum 8,101 ME	Emission de BSA Validité 12/2005
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.	10 M€	18-juin-03	26 mois 18/08/2005	néant		
Augmentation du capital social par émission, sans droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société.	10 M€	18-juin-03	26 mois 18/08/2005	néant		
Augmentation du capital social par émission, sans droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société réservées à une catégorie de bénéficiaires.	5 M€	16-déc-03	24 mois 16/12/2005	néant		
Augmentation de capital par émission d'actions réservées aux salariés adhérant à un PEE.	1M€	16-déc-03	26 mois 16/02/2006	néant		
Autorisation de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions.	20% du capital	26-juin-02	38 mois 26/08/2005	néant		
Obligations classiques	20 M€	18-juin-03	5 ans	néant		
BSPCE	2 707 458,50	26-juin-02	1 an	utilisée pour un montant de 1 329 752 en nominal	0	12,18/action pendant 5 ans

### 3.3 COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004

#### 1. BILAN ACTIF

ACTIF EN EUROS	Notes Annexe	Exercice 2004			Exercice 2003
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
<i>Immobilisations incorporelles</i>		<b>145 191</b>	<b>95 445</b>	<b>49 745</b>	<b>59 838</b>
Frais d'établissement		85 590	60 869	24 720	14 004
Autres immobilisations incorporelles		59 601	34 576	25 025	45 834
<i>Immobilisations corporelles</i>		<b>13 664 284</b>	<b>1 292 218</b>	<b>12 372 066</b>	<b>12 850 665</b>
Constructions		13 101 131	1 160 261	11 940 870	12 377 571
Installations et agencements		385 175	34 083	351 092	363 931
Mobilier et matériel de bureau		120 683	62 223	58 460	68 421
Matériel de transport		57 295	35 650	21 645	40 743
<i>Immobilisations financières</i>		<b>7 594 596</b>	<b>984 939</b>	<b>6 609 657</b>	<b>3 337 655</b>
Participations		6 682 947	286 206	6 396 742	1 222 445
Créances rattachées aux titres de participation		0	0	0	1 372 541
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)		785 108	611 507	173 601	701 950
Créances rattachées aux TIAP				0	-727
Autres créances				0	0
Autres immobilisations financières		126 541	87 226	39 315	41 446
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>21 404 071</b>	<b>2 372 602</b>	<b>19 031 468</b>	<b>16 248 158</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
Créances diverses		2 144 555	48 473	2 096 082	533 014
Valeurs mobilières de placement				0	1 206 082
Disponibilités		689 297		689 297	149
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>		<b>2 833 852</b>	<b>48 473</b>	<b>2 785 379</b>	<b>1 739 245</b>
Charges constatées d'avance		2 655		2 655	1 917
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>24 240 578</b>	<b>2 421 075</b>	<b>21 819 503</b>	<b>17 989 321</b>

## 2. BILAN PASSIF

PASSIF EN EUROS	Notes Annexe	Exercice 2004	Exercice 2003
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital		16 684 649	16 127 007
Primes		9 019 253	8 589 396
Réserves		11 061	11 061
Report à nouveau		-13 461 625	-15 725 818
Résultat de l'exercice		-1 565 320	2 264 193
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>10 688 018</b>	<b>11 265 839</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>			
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>			
Emprunts long terme		5 388 147	5 708 933
Emprunts à court terme		2 044 001	
Dettes financières divers		2 008 361	70 268
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		416 004	309 201
Dettes fiscales et sociales		128 593	159 329
Autres dettes		1 146 379	475 751
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>11 131 485</b>	<b>6 723 482</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>21 819 503</b>	<b>17 989 321</b>

### 3. COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT EN EUROS	Notes Annexe	Exercice 2004	Exercice 2003
<b>1. OPERATIONS EN REVENUS</b>			
<i><b>Produits des opérations en revenus</b></i>		<b>1 611 780</b>	<b>2 977 667</b>
Produits financiers		254 822	780 019
Prestations et commissions		311 000	511 399
Produits immobiliers		656 718	624 527
Autres produits nets		389 240	1 061 722
<i><b>Charges d'exploitation</b></i>		<b>-2 066 792</b>	<b>-3 090 858</b>
Achats et autres charges extérieures		-1 231 613	-1 405 325
Salaires et charges sociales		-258 312	-1 029 082
Impôts, taxes, et versements assimilés		-60 702	-33 147
Dotations aux amortissements et aux provisions		-516 165	-623 305
<i><b>Charges financières</b></i>		<b>-662 041</b>	<b>-790 774</b>
Intérêts et charges assimilées		-379 863	-711 815
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-282 177	-78 958
Dotations aux provisions pour dépréciation			
<b>RESULTAT DES OPERATIONS EN REVENUS</b>		<b>-1 117 053</b>	<b>-903 965</b>
<b>2. OPERATIONS EN CAPITAL</b>			
<i><b>Produits</b></i>		<b>15 798</b>	<b>5 971 603</b>
Plus-values de cessions de titres immobilisés		14 597	3 689 442
Reprises de provisions		1 201	2 282 161
Autres produits sur immobilisations corporelles			
<i><b>Charges</b></i>		<b>-476 803</b>	<b>-2 819 374</b>
Moins-values sur titres de participations		-154 332	
Moins-values sur titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)		-8 265	-2 482 845
Dotations aux provisions pour dépréciation		-290 206	-333 071
Autres charges		-24 000	-3 457
<b>RESULTAT DES OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>-461 005</b>	<b>3 152 230</b>
<i><b>Produits exceptionnels</b></i>		<b>18 087</b>	<b>78 588</b>
<i><b>Charges exceptionnelles</b></i>		<b>-1 600</b>	<b>-58 844</b>
<b>IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS</b>		<b>-3 750</b>	<b>-3 811</b>
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>		<b>-1 565 320</b>	<b>2 264 193</b>

### 4. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2004

#### 1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'année 2004 a été marquée par la simplification des structures et le déploiement de la stratégie de renforcement et de gestion dynamique du portefeuille de participations. Elle a ainsi permis de confirmer le positionnement de CFD comme société d'investissement indépendante.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie annoncée en 2003, CFD a activement participé au développement de son portefeuille de participations dans des sociétés à fort potentiel de croissance du secteur des services financiers.

Ce portefeuille de participations est aujourd'hui réparti en 3 pôles :

- **Les Participations Majoritaires** : CFD Capital Management et CFD Luxembourg (Gestion de Portefeuille), CFD Corporate Finance (Ingénierie Financière), Cfdmidcaps (Portail d'informations financières et boursières) ;
- **Les Participations Minoritaires** : Bourse Direct (Intermédiation Boursière), Adomos (Services Immobiliers sur Internet), Access2net (Capital-risque), Eorezo (e-marketing), Synthesis Bank (Banque genevoise spécialisée dans le Forex)
- **Les Participations Immobilières** : La Villa Gardenia (CFD) et CFD Brongniart

### **1.1 Augmentation de Capital par voie d'émission et d'attribution gratuite de BSA**

Dans le but de poursuivre sa stratégie d'investissement et d'accélérer le développement de ses activités, tant par croissance interne que par croissance externe, la société a procédé en novembre 2004, à une augmentation de capital par exercice de BSA qui ont été attribués gratuitement aux actionnaires de la société.

Cette augmentation de capital a été décidée par le Conseil d'administration en date du 4 novembre 2004 en vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'AGE du 18 juin 2003 aux termes de sa quatorzième résolution.

Les caractéristiques de l'opération, décrites dans le Prospectus visé par l'AMF en date du 10 novembre 2004 sont les suivantes :

- Émission et attribution gratuite de 2 919 428 BSA.  
Les BSA ont été admis à la cote du Marché Libre sous le code ISIN FR0010128264 ;
- L'exercice de la totalité des BSA donnerait lieu à la création de 1 459 714 actions nouvelles ;
- Il a été attribué 1 BSA par action CFD détenue à la date du 12/11/2004
- BSA donnent le droit de souscrire à 1 action nouvelle CFD d'une valeur nominale de 5,55€ au prix de 12,50 €
- Les BSA peuvent être exercés à tout moment, du 15 novembre 2004 au 30 décembre 2005 inclus.

Cette opération, bénéficie d'une fiscalité particulièrement attractive : Les actions nouvelles émises sont éligibles à la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital d'une PME conformément à l'article 199 terdecies-0A du CGI. Cette loi (dite Loi Dutreil) permet aux souscripteurs à l'augmentation de capital de CFD de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 25 % du montant du versement effectué, pouvant aller jusqu'à 10 000 € par an pendant 4 ans pour un couple (plafond de 40 000 €/an).

Au cours du mois de décembre 2004, CFD a ainsi pu lever un montant de 1 085 188 €, prime d'émission incluse.

### **1.2 Création de nouvelles filiales :**

Deux nouvelles filiales sont venues enrichir le portefeuille de CFD :

- **CFD Luxembourg** : filiale à 100% de CFD Capital Management, SA de droit luxembourgeois au capital de 620.000 €, est agréée le par l'Autorité de Tutelle la CSSF en tant que société de gestion de fortune, de conseiller en opérations financières, de courtier et de commissionnaire.

La création de cette filiale s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement à l'international du Groupe CFD.

- **CFD Corporate Finance** : SAS au capital de 37.500 €, créée fin juillet 2004, qui abrite désormais le département « corporate finance » du Groupe : prestations d'introducteur conseil, intermédiaire en levées de fonds privés et plus largement effectue des missions de conseils aux entreprises de taille moyenne en matière de financement et de transmissions d'entreprises.

### **1.3 Renforcement au capital de CFD Brongniart**

Le 6 juillet 2004, CFD a acquis 25% du capital de la SCI Brongniart, propriétaire de l'immeuble de la rue Vivienne, pour un montant de 25 100 €, faisant ainsi passer sa participation au capital de cette société de 51% à 76%.

Le 22 septembre 2004, la SCI Brongniart, a été transformée en SARL par décision unanime des associés et est désormais dénommée « CFD Brongniart ». Son objet est resté inchangé. Il a été procédé à cette occasion à une augmentation du capital de la société par incorporation du compte courant d'associés de CFD à hauteur de 608 800€.

### **1.4 Prise de participations**

#### **1.4.1 PRISE DE PARTICIPATION DANS LE CAPITAL D'ACCESS2NET**

En janvier 2004, CFD SA s'est engagée à apporter à la société Access2Net, sous la forme d'apport en nature, l'intégralité de sa participation dans le capital de la société SideTrade, savoir 10 462 actions ordinaires et 22 262 actions à bons de souscription SideTrade.

Aux termes du traité d'apport signé le 6 février 2004, les parties ont évalué cet apport en nature à 521 947,80 euros, soit 15,95 euros pour chaque action ordinaire et chaque ABSA SideTrade. L'évaluation retenue par les parties a été confirmée par le commissaire aux apports.

En contrepartie de cet apport, CFD SA a reçu 54 143 actions nouvelles de Access2Net, d'environ 6,873 euros de nominal chacune, émises lors de l'assemblée générale extraordinaire de Access2Net du 26 mars 2004 appelée à approuver l'apport en nature, son évaluation et décider l'augmentation de capital corrélative. Au 31 décembre 2004, CFD détenait 6,03% du capital d'Access2net.

#### **1.4.2 PRISE DE PARTICIPATION DANS LE CAPITAL DE BOURSE DIRECT SA**

Bourse Direct SA, créée en 1996, est une société de courtage en ligne, agréé par le Conseil des Marchés Financiers et la Banque de France en tant que négociateur, compensateur et dépositaire. Bourse Direct est cotée depuis le 10 novembre 1999 au Nouveau Marché de la Bourse de Paris (Code ISIN : FR 0000074254 ; code RIC : BDRP.LN).

Aux termes d'un Protocole d'accord en date du 17 mars 2004, CFD s'est engagé à acquérir la participation détenue par la société Compagnie Financière de Crédit Mutuel dans le capital de la société Bourse Direct, à savoir 1 362 514 actions et 1 800 000 bons de souscription d'actions Bourse Direct. Au 31 décembre 2004, CFD détenait 6,94% du capital de Bourse Direct.

## **2. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **Principes Comptables**

Les comptes arrêtés sont présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires actuellement en vigueur en France et en particulier préconisées par le Plan comptable général. Les conventions comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux règles de base suivantes :

Continuité de l'exploitation  
Permanence des méthodes comptables  
Indépendance des exercices

La présentation du compte de résultat est inspirée de l'avis n°64 de février 1987 du Conseil National de la Comptabilité qui propose une structure des comptes mieux adaptée à la nature de l'activité de la Société.

L'arrêté au 31 décembre 2004 a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2004.

## **2.1 Immobilisations Incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les dépôts de marque ne sont pas amortis.

Les logiciels sont amortis sur un an prorata temporis suivant le mode linéaire.

Les frais engagés en 2004, pour un montant de 264 K€, liés à l'établissement du Prospectus dans le cadre de l'émission et de l'attribution gratuite de BSA ont été imputés sur la prime d'émission.

## **2.2 Immobilisations Corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions	30 ans en linéaire
- Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans en linéaire
- Matériel de bureau et matériel informatique	3 à 5 ans en dégressif
- Mobilier de bureau	3 à 5 ans en linéaire

## **2.3 Immobilisations Financières**

### **Titres de Participation**

Les participations, sont inscrites au poste de Participations lorsque la possession de ces titres de sociétés sont durables et utiles à la stratégie de CFD, et notamment lorsque le groupe CFD peut exercer une influence sur la société au travers des organes de gestion

### **Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)**

Les autres participations non consolidées sont enregistrées en titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP).

Conformément à la réglementation comptable des sociétés commerciales, les immobilisations sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Ils peuvent donner lieu à dépréciation, mais pas à réévaluation.

Le Conseil d'administration fait une revue des sociétés cotées et non cotées ; une provision est constituée si la société présente une situation défavorable de son activité, un risque de financement ou une valeur de marché inférieure à son coût d'acquisition.

### **Valeurs cotées :**

Les valeurs cotées sur un marché réglementé sont valorisées à leur dernier cours de Bourse.

### **Valeurs non cotées :**

Pour les valeurs inscrites au Marché Libre, le prix auquel de récentes transactions ont été effectuées peut être préféré à la valeur instantanée du cours de Bourse si celui-ci n'est pas significatif, notamment en cas d'insuffisance de liquidité ou d'étroitesse du marché.

Les valeurs non cotées et non inscrites au Marché Libre sont évaluées sur la base de leur valeur d'acquisition, sauf ajustement lorsqu'une valeur de transaction plus récente peut être retenue.

Pour l'évaluation des titres ID Victor, la société a tenu compte de la situation nette au 31 décembre 2002. Pour les titres Apollo, sur la base de l'actif net réévalué au 31.06.2004.

## 2.4 Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au bilan à leur prix d'acquisition. Les cessions sont enregistrées en application de la méthode FIFO (premier entré – premier sorti). A la clôture de l'exercice, après avoir comparé, pour chaque catégorie de titres, la valeur d'inventaire et le coût d'entrée, il est constitué une provision pour dépréciation égale au montant des moins-values latentes.

## 2.5 Indemnités de départ en retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Compte tenu de leur caractère non significatif au 31 décembre 2004, aucune provision n'a été enregistrée dans les comptes

## 2.6 Application du règlement sur les passifs

La société applique les dispositions du règlement sur les passifs (règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable) entré en vigueur le 1er janvier 2002. Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

## 2.7 Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat sont évaluées et présentées selon les normes comptables et fiscales généralement admises.

# 3. NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

## 3.1 État des Immobilisations Incorporelles et Corporelles

Rubriques (en milliers d'euros)	Valeur brute début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin d'exercice
<b>Frais établissement</b>	<b>86</b>			<b>86</b>
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>46</b>	<b>14</b>		<b>60</b>
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>13 651</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>13 664</b>
Constructions	13 101			13 101
Installations, agencements, aménagements	385			385
Matériel de transport	57			57
Matériel de bureau et informatique	82	2		84
Mobilier	25	12		37
Immobilisations corporelles en cours				-
<b>TOTAL</b>	<b>13 782</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>13 809</b>

Les constructions, agencements et frais d'établissement concernent l'ensemble immobilier Villa Gardénia à Deauville.

Le poste Matériel de Transport concerne deux voitures de fonction, et les investissements effectués au poste Matériel de bureau et informatique sont principalement dû à l'achat de matériel informatique



### 3.2 État des amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles

Rubriques (en milliers d'euros)	Amortissements en début de période	Dotations de l'exercice	Reprise de dotations	Amortissements fin de période
Frais établissement	44	17		61
Immobilisations Incorporelles	28	7		35
Immobilisations Corporelles	800	492	-	1 292
Constructions	724	437		1 160
Installations, agencements, aménagements	21	13		34
Matériel de transport	17	19		36
Matériel de bureau et informatique	35	13		48
Mobilier	4	11		15
Immobilisations corporelles en cours				-
<b>TOTAL</b>	<b>871</b>	<b>516</b>	<b>-</b>	<b>1 388</b>

### 3.3 État des Immobilisations Financières

#### 3.3.1 Titres de participation

Arrêté du 31/12/2004 (en milliers d'euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice		Montant à la clôture du 31/12/2004	
	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette
CFD CAPITAL MANAGEMENT	171	171	872	872
SCI BRONGNIART	51	51	685	685
CFDMIDCAPS	1 000	1 000	1 000	1 000
CFD CORPORATE FINANCE	-	-	35	35
CFD Luxembourg	-	-	1	1
ADOMOS	-	-	722	722
BOURSE DIRECT	-	-	2 846	2 560
ACCESS2NET	-	-	522	522
<b>Valeur des titres de participation</b>	<b>1 222</b>	<b>1 222</b>	<b>6 683</b>	<b>6 397</b>

#### 3.3.2 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Arrêté du 31/12/2004 (en milliers d'euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice		Montant à la clôture du 31/12/2004	
	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette
Fractions du portefeuille évalué				
. au coût de revient	1 293	680	785	173
. à une valorisation inférieure au coût de revient				
. au cours de Bourse	22	22	-	-
. à la valeur du dernier tour de financement				
. d'après la situation nette				
. d'après la situation nette ré estimée				
. d'après une valeur de rendement ou de rentabilité				
. d'après d'autres méthodes				
<b>Valeur du portefeuille</b>	<b>1 315</b>	<b>702</b>	<b>785</b>	<b>173</b>

### Variation de la valeur du portefeuille de "TIAP"

Valeur du portefeuille Mouvements de la période	Valeur Comptable nette
Montant à l'ouverture de l'exercice	702
Acquisitions de l'exercice	
Cessions de l'exercice en prix de vente	- 535
Reprise de provisions sur titres cédés	
Moins-values sur cessions de titres	
- détenus au début de l'exercice	- 2
- acquis dans l'exercice	
Variation de la provision pour dépréciation du portefeuille	- 1
Autres variations de plus-values latentes	
- sur titres acquis dans l'exercice	
- sur titres acquis antérieurement	
Autres mouvements comptables	9
<b>Montant à la clôture</b>	<b>173</b>

### 3.3.3 Créances rattachées aux Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE	
		Moins d'un an	Plus d'un an
A7 Média	87	87	
<b>TOTAL</b>	<b>87</b>	<b>87</b>	<b>-</b>

### 3.3.4 État des provisions sur créances rattachées aux TIAP

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	Provisions en début de période	Dotations de l'exercice	Reprise de dotations	Provisions en fin de période
Provisions A7 média	- 83	- 4		- 87
<b>TOTAL</b>	<b>- 83</b>	<b>- 4</b>	<b>-</b>	<b>- 87</b>

### 3.4 Autres créances

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE	
		Moins d'un an	Plus d'un an
Avances et acomptes versés sur commandes			
Impôts et Taxes	140	140	
Clients et comptes rattachés	240	240	
Autres créances et comptes de régularisation*	1 765	1 765	
<b>Total</b>	<b>2 144</b>	<b>2 144</b>	<b>-</b>

Les autres créances sont constituées à hauteur de 1 671 K€ de comptes courants à hauteur de 510 K€ pour Cfdmidcaps.com, 1 145 K€ pour CFD Brongniart et 16K€ pour CFD Luxembourg.

### 3.5 Capital et primes

#### 3.5.1 Évolution des capitaux propres

<u>(en euros)</u>	<i>Montant</i>
Capitaux propres à la clôture au 31 décembre 2003 avant affectation	13 530 032
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO du 15 juin 2004	- 2 264 193
<b>Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2004</b>	<b>11 265 839</b>
<b>Variations en cours d'exercice :</b>	
Variations du capital	557 642
Variations des primes, réserves, report à nouveau	429 857
Résultat de l'exercice	- 1 565 320
<b>Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2004 avant AGO</b>	<b>10 688 018</b>
<b>Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice 2004</b>	<b>- 577 821</b>

#### 3.5.2 Composition du Capital

(Décret n° 83 - 1020 du 29/11/83 article 24-12°)

Différentes Catégories de Titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions	5,55 €	2 905 767	100 476		3 006 243

#### 3.5.3 Évolution des bons de souscription d'actions

	<b>Plan BSA 1</b>	<b>Plan BSA 2 COGEF</b>	<b>Plan BSA 3 BSA Cotés</b>
Date de l'AGE ou du CA	26/06/2002	15/06/2004	04/11/2004
<b>Modalités de l'émission des bons :</b>			
Nombre de bons créés :	247 835	290 575	2 919 428
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	247 835	290 575	1 459 714
Nombre de Bénéficiaires	28	1	BSA Cotés
Point de départ d'exercice des Bons	26/06/02	15/06/04	15/11/04
Date d'expiration	26/06/04	15/12/04	30/12/04
Prix de souscription	12,18	12,50	12,50
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2003	167 114		
<b>Mouvements sur les bons en 2004 :</b>			
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2004	13 660	1	86 815
Bons de souscription annulés au 31/12/2004	67 061	1	173 630
Bons de souscription en vigueur au 31/12/2004	-	290 574	2 745 798
Dilution totale potentielle résultant de l'exercice de la totalité des BSA (1)		9,09%	33,33%

- (1) Plan BSA 2 : sur la base du nombre d'action totale au 31 octobre 2004  
Plan BSA 2 : la dilution totale potentielle serait de 37,38% si prise en compte de la totalité des BSA COGEF

### 3.6 Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges								
Rubriques	Solde d'ouverture	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Changement de méthode	Variation de périmètre	Autre	Solde de clôture
<b>Total</b>	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Impact net des charges encourues								
Rubriques	Solde d'ouverture	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Changement de méthode	Variation de périmètre	Autre	Solde de clôture
Résultat d'exploitation								
Résultat financier								
Résultat exceptionnel								

Aucune provision pour risques et charges n'a été constatée au 31 décembre 2004.

### 3.7 Dettes financières

(en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE		
		à 1 an au plus	à plus d'1an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts à long terme	5 388	336	1 515	3 537
Emprunts à court terme	2 044		2 044	
Dettes financières diverses	1 973	1 973	-	
Intérêts courus sur emprunts	35	35		
<b>TOTAL</b>	<b>9 441</b>	<b>2 345</b>	<b>3 559</b>	<b>3 537</b>

Les emprunts à long terme sont affectés au financement de la Villa Gardénia à Deauville.

Les emprunts à court terme ont servis à financer l'acquisition des titres Bourse Direct.

Les dettes financières diverses se composent de ligne de crédit destinées au financement d'acquisitions financières pour un montant de 1 750 K€ et d'autorisations de découvert auprès d'établissements de crédit pour un montant de 223 K€. Les disponibilités à l'actif du Bilan s'établissent à 689 K€.

### 3.8 Autres Dettes et Comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE		
		à 1 an au plus	à plus d'1an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Fournisseurs	416	416	-	-
Dettes fiscales et sociales	129	129	-	-
Comptes courants d'associés	1 437	1 437	-	-
Comptes de régularisation et divers	24	24	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 006</b>	<b>2 006</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Les comptes courants d'associés sont répartis de la manière suivante :

- CFD Capital Management : 199 K€
- CFD Corporate Finance : 35 K€
- Actionnaires : Thierry LEYNE 205K€ - CFD Capital Partners : 661 K€

### 3.9 Charges et Produits Constatés d'avance

Charges constatées d'avance (en milliers d'euros)	Montant
Charges d'exploitation	3
<b>Total</b>	<b>3</b>
Produits constatés d'avance (en milliers d'euros)	Montant
<b>Total</b>	<b>0</b>

### 3.10 Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	Situation au 31 décembre 2004	Situation au 31/12/2003
Cautions de contre garantie sur marchés		
Créances cédées non échues		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	8 467	7 121
Avals, cautions et garanties donnés	2 044	3 659
Autres engagements donnés		1 768
<b>TOTAL</b>	<b>10 511</b>	<b>12 548</b>

Obligations contractuelles	Total	Montant des engagements par période		
		à moins d'un an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Dettes à long terme	6 015			6 015
Dettes court terme	4 496		4 496	
Garanties				
Autres engagements				
<b>Total</b>	<b>10 511</b>		<b>4 496</b>	<b>6 015</b>

### 3.11 Nantissement d'actifs de l'émetteur

Type de nantissements / hypothèques	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nanti (en milliers d'euros) (a)	Total du poste de bilan (en milliers d'euros) (b)	% correspondant (a) / (b)
S/ immobilisations incorporelles					
S/ immobilisations corporelles	12/12/2001	12/05/2017	6 015	13 492	44,58%
S/ immobilisations financières	12/05/2004	11/05/2006	2452	2044	119,96%
<b>TOTAL</b>			<b>8 467</b>	<b>15 536</b>	<b>54,50%</b>

### 3.12 État des engagements reçus au 31 décembre 2004

Garant	Nature	Montant	Objet	Emprunts		Établissement de crédit
				Montant initial	Capital restant dû	
Monsieur Thierry LEYNE	caution personnelle	6 015	Prêt immobilier	6 015	5 388	Crédit Foncier
Pierre et Vacances	garantie de loyers	1 842	BAIL Résidence et Hôtel Gardénia			Lyonnaise de Banque

### 3.13 Engagements de crédit-Bail

Nature de Biens	Total engagement	A un an au plus	De 1 à 5 ans
Matériel de transport	44 463	25 407	19 056

## 4. NOTES RELATIVES À CERTAINS POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

### 4.1 Opérations en revenus

#### 4.1.1 Produits financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Produits de titres de participation		710
Produits de TIAP		
Produits des placements de trésorerie		
Produits nets sur cession de valeurs		
Valeurs mobilières de placement		
Autres produits financiers	47	70
Reprises de provisions	208	
<b>TOTAL</b>	<b>255</b>	<b>780</b>

#### 4.1.2 Prestations et commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Prestations de services	279	337
Commissions et courtages	32	175
<b>TOTAL</b>	<b>311</b>	<b>512</b>

Les prestations de services à hauteur de 279 K€ sont imputables à l'activité Corporate Finance avant la filialisation.

#### 4.1.3 Produits immobiliers

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Loyers résidence Villa Gardénia	377	367
Loyers hôtel Villa Gardénia	280	257
<b>TOTAL</b>	<b>657</b>	<b>624</b>

#### 4.1.4 Autres produits nets

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Production du site Midcaps.com		1 000
Produits divers de gestion	389	62
<b>TOTAL</b>	<b>389</b>	<b>1 062</b>

Le site Cfdmidcaps a été apporté le 23 décembre 2003, lors de la création de la SAS Cfdmidcaps.com.

Les produits divers de gestion sont essentiellement constitués de refacturation aux filiales des prestations communes.

#### 4.1.5 Autres achats et charges externes

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Consommation de fournitures non stockées		
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	570	503
Services bancaires et assimilés	28	53
Autres charges	634	849
<b>TOTAL</b>	<b>1 232</b>	<b>1 405</b>

Le poste rémunérations d'intermédiaires et honoraires est principalement constitué d'honoraires conseil, d'avocats, et de commissaires aux comptes.

Les autres charges concernent les charges avancées pour le compte des filiales et refacturées à ces dernières à hauteur de 383 K€, les frais de locations des bureaux à hauteur de 78 K€, les frais de représentation (70 K€).

#### 4.1.6 Impôts et taxes

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Impôts et taxes sur rémunérations	8	11
Autres impôts et taxes	53	22
<b>TOTAL</b>	<b>61</b>	<b>33</b>

#### 4.1.7 Dotations et reprises d'amortissements et provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Dotations aux amortissements	516	623
<b>TOTAL</b>	<b>516</b>	<b>623</b>

Les dotations aux amortissements concernent la Villa Gardénia pour 470 K€.

#### 4.1.8 Charges financières

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Intérêts et charges assimilées	380	712
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières	282	79
<b>TOTAL</b>	<b>662</b>	<b>791</b>

Les intérêts concernant le financement de la Villa Gardénia s'établissent à 263 K€

## 4.2 Opération en capital

### 4.2.1 Produits

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Plus-values de cession de titres immobilisés	15	3 689
Reprises de provisions	1	2 282
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>	<b>5 971</b>

L'exercice 2003 avait enregistré une plus-value nette de 2 712 K€ sur l'opération de cession des titres La Financière de l'Echiquier-EBPF.

Aucune opération significative de cession en capital n'est intervenue au cours de l'exercice 2004.

### 4.2.2 Charges

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Moins-values sur titres de participations	154	2 483
Moins-values sur titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	8	
Dotations aux provisions pour dépréciation	290	333
Autres charges	24	3
<b>TOTAL</b>	<b>476</b>	<b>2 819</b>

La moins-value sur titres de participations concerne une cession de titres Bourse Direct.

Les dotations aux provisions pour dépréciation sont issues de la valorisation des titres cotés (Bourse Direct), sur la base des cours publiés au 31 décembre 2004.

## 5. AUTRES INFORMATIONS

### 5.1 Effectif Moyen

	31/12/2004	31/12/2003
Cadres	3	5
Employés	2	1
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>6</b>

### 5.2 Rémunération des organes de Direction

(en milliers d'euros)	31/12/2004	31/12/2003
Rémunération globale des dirigeants	144	222
<b>Total</b>	<b>144</b>	<b>222</b>

### 5.3 Engagements de retraite

Compte tenu de sa création récente et de l'âge moyen du personnel, les engagements de retraite de la société ne sont pas significatifs.



#### **5.4 Modalité de répartition de l'impôt sur les sociétés**

La convention de répartition de l'impôt retenue pour le régime de l'intégration fiscale est la convention n° 2 (avis du CNC 06/89), à savoir que la filiale intégrée enregistre l'impôt comme en l'absence d'intégration, et la société mère (notre société) enregistre le solde par rapport au résultat d'ensemble.

- Le poste « Impôt sur les bénéfices » au compte de résultat est débiteur de 3 750 € et représente l'IFA perdu au titre de l'exercice 2002.

Les déficits reportables s'élèvent à 19 215 999 €

Dont déficits subis durant la période d'intégration 19 215 999 €

<b>6. Tableau des résultats des cinq derniers exercices</b>					
<b>NATURE DES INDICATIONS (en euros)</b>	<b>31/12/2000</b>	<b>31/12/2001</b>	<b>31/12/2002</b>	<b>31/12/2003</b>	<b>31/12/2004</b>
<b>I. Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	10 000 000	12 227 272	13 617 191	16 127 007	16 684 649
Nombre des actions ordinaires existantes	180 005	2 203 112	2 453 548	2 905 767	3 006 243
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes.					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
Par conversion d'obligations					
Par exercice de droits de souscription :			231 635	80 721	100 476
<b>II. Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	116 462	788 830	964 651	1 135 926	967 717
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations et amortissements et provisions	- 3 777 656	- 1 767 113	-9 234 227	942 219	-964 195
Impôts sur les bénéfices			15 343	3 811	3 750
Participations des salariés dus au titre de l'exercice					
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 382 458	7 335 825	- 8 519 915	1 325 785	-597 375
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations et amortissements et provisions	- 8 160 114	- 9 102 938	- 729 654	2 264 193	-1 565 320
Résultat distribué					
<b>III. Résultats par action</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations et amortissements et provisions	-21	-1	-4	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations et amortissements et provisions	- 45	- 4	- 0	1	-1
Dividendes attribués à chaque action					
<b>IV. Personnel-</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1	2	5	11	5
Montant de la masse salariale de l'exercice	447 727	423 424	471 321	733 236	174 587
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	107 139	130 410	170 944	295 845	83 725

Informations financières en milliers d' €	Capital et primes	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avais donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé (*)	Résultat du dernier exercice clos (*)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Notes (*)
		brute	Nette						
<b>Filiales et participations :</b>	900	684	684	1 214	0	523	-920	0	31/12/2004
<b>CFD Brongniart</b> 33 rue Vivienne 75002 PARIS									
<b>CFD CAPITAL MANAGEMENT</b> 29, avenue Hoche 75008 PARIS	847	872	872	199	0	579	-397	0	31/12/2004
<b>CFDMIDCAPS.COM</b> 29, avenue Hoche 75008 PARIS	1 000	1000	1000	498	0	32	-1028	0	31/12/2004
<b>CFD CORPORATE FINANCE</b> 29, avenue Hoche 75008 PARIS	37	35	35	2	0	31	-0,2	0	31/12/2004
<b>CFD Luxembourg</b> 29, avenue Hoche 75008 PARIS	620	0,62	0,62	16	0	93	-218	0	31/12/2004
<b>BOURSE DIRECT</b> 252 Bd Pereire 75017 Paris	29 279	2 846	2560	0	0	7 880	2620	0	31/12/2004
<b>ADOMOS</b> 75 avenue des Champs Elysées 75008 PARIS	19 060	722	722	0	0	6 607	899,0	0	31/12/2004
<b>ACCESS2NET</b> 36, rue du mont Thabor 75001 PARIS	5 800	522	522			209	-590	0	Comptes Consolidés 31/12/2003
<b>TOTAL GENERAL EN K€</b>		<b>6 682</b>	<b>6 396</b>						

### **3.4 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004**

« Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 avril 1999 et de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2002, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2004, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de Compagnie Financière de Deauville, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations spécifiques prévues par la loi,

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I - Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

#### **II - Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.225-235, 1<sup>o</sup> alinéa, du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1<sup>er</sup> août 2003, nous vous indiquons l'absence d'événements ou de décisions importantes intervenus au cours de l'exercice, impactant de manière significative les comptes ou la compréhension que pourrait en avoir un lecteur.

#### **II - Vérifications et informations spécifiques**

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 13 juin 2005

Bernard-Raphaël LEFEVRE

Pour ARCADE AUDIT

Sydney CHARBIT

Commissaires aux Comptes

Membres de la Compagnie Régionale de Paris »

### 3.5 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RESEAUX PRIS EN CHARGE PAR LE GROUPE CFD

	CABINET ARCADE AUDIT				LEFEVRE BERNARD-RAPHAEL			
	Montant HT En €		%		Montant HT En €		%	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
<b>Audit</b>								
- Commissariat aux Comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	46.475	56.000	100,00	100,00	16.000	12.000	100,00	100,00
- Missions accessoires	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
<b>Sous total</b>	<b>46.475</b>	<b>56.000</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>16.000</b>	<b>12.000</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>
<b>Autres prestations</b>	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
<b>Sous total</b>			%	%			%	%
<b>TOTAL</b>	<b>56.000</b>	<b>56.000</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>12.000</b>	<b>12.000</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

### 3.6 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2005

#### 1. BILAN

ACTIF (en milliers d'€)	Notes	Situation semestrielle 30 juin 2005	Situation semestrielle 30 juin 2004	Exercice 2004
<b>Écarts d'acquisition</b>		753	63	418
<b>Immobilisations incorporelles</b>		283	798	546
Fonds de commerce		245	745	495
Frais d'établissement		16	33	25
Autres immobilisations incorporelles		22	20	26
<b>Immobilisations corporelles</b>		19 995	20 203	20 113
Constructions		17 137	17 523	17 248
Autres immobilisations corporelles		2 857	2 680	2 864
<b>Immobilisations financières</b>		8 034	2 568	4 024
Participations non consolidées		7 408	2 524	3 805
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)		173		173
Créances rattachées aux TIAP				
Titres mis en équivalence		405		
Autres immobilisations financières		48	44	46
<b>Total actif immobilisé</b>		29 065	23 632	25 101
Autres créances et comptes de régularisation		1 017	1 161	872
Valeurs mobilières de placement		0	720	
Disponibilités		150	180	709
<b>Total actif circulant</b>		1 168	2 061	1 581
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		30 232	25 693	26 682

PASSIF (en milliers d'€)	Notes	Situation semestrielle 30 juin 2005	Situation semestrielle 30 juin 2004	Exercice 2004
Capital		18 441	16 132	16 685
Prime d'émission		10 987	8 596	9 019
Réserves consolidées		-17 692	-14 043	-14 043
Résultat consolidé (part du Groupe)		-256	-1 422	-3 798
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>		11 480	9 263	7 864
Intérêts des minoritaires		-305	-688	-313
<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>		11 174	8 575	7 550
<b>Capitaux propres et autres fonds propres</b>		11 174	8 575	7 550
Provisions pour risques		5		5
Emprunts à long terme		5 216	8 830	5 388
Emprunts à court et à moyen terme		8 344	4 956	8 344
Dettes financières diverses		2 915		2 769
Fournisseurs et comptes rattachés		999	1 042	768
Autres dettes et comptes de régularisation		1 578	2 290	1 858
<b>Total des dettes</b>		19 058	17 118	19 131
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		30 232	25 693	26 682

## 2. COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	Situation semestrielle au 30 juin 2005	Situation semestrielle au 30 juin 2004	Exercice 2004
<b>1. OPERATIONS EN REVENUS</b>				
<b>Produits financiers</b>			79	208
Prestations et commissions		812	556	1 005
Produits immobiliers		616	496	1 094
Autres produits nets		38	19	85
Reprises de provisions d'exploitation				29
<b>TOTAL PRODUITS</b>		<b>1 466</b>	<b>1 150</b>	<b>2 421</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>-2 353</b>	<b>-1 808</b>	<b>-4 467</b>
Achats et autres charges extérieures		-1 131	-823	-2 169
Impôts, taxes, et versements assimilés		-20	-57	-128
Salaires et charges sociales		-702	-519	-1 236
Dotations aux amortissements et aux provisions		-500	-408	-929
Dotations provisions risques & charges				-5
<b>Charges financières</b>		<b>-362</b>	<b>-501</b>	<b>-1 155</b>
Intérêts et charges assimilées		-360	-350	-873
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-2	-150	-282
Dotations aux amortissements et aux provisions			-1	
<b>RESULTAT DES OPERATIONS EN REVENUS</b>		<b>-1 249</b>	<b>-1 159</b>	<b>-3 201</b>
<b>2. OPERATIONS EN CAPITAL</b>				
<b>Produits</b>		<b>1 146</b>	<b>14</b>	<b>24</b>
Plus-values sur titres de participations non consolidées		994	14	15
Plus-value sur titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)				
Reprises de provisions		149		1
Autres produits sur immobilisations corporelles				
Autres produits		2		8
<b>Charges</b>			<b>-235</b>	<b>-455</b>
Moins-values sur titres de participations non consolidées			-1	-154
Moins-value sur titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)				-11
Dotations aux provisions pour dépréciation			-234	-290
Autres charges				
<b>RESULTAT DES OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>1 146</b>	<b>-221</b>	<b>-431</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>8</b>	<b>12</b>	<b>103</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>-159</b>	<b>-151</b>	<b>-455</b>
<b>IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS</b>				<b>-5</b>
<b>RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREGES</b>		<b>-255</b>	<b>-1 519</b>	<b>-3 990</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		17		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		-27	-4	-26
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>-265</b>	<b>-1 523</b>	<b>-4 016</b>
<b>Résultat net (part du groupe) (1)</b>		<b>-256</b>	<b>-1 422</b>	<b>-3 798</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>-9</b>	<b>-101</b>	<b>-219</b>

(1) Résultat net (part du groupe) par action en euros

-0,08 €

-0,49 €

-1,32 €

Résultat dilué (part du groupe) par action en euros

-0,06 €

-0,44 €

-0,84 €

### 3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(En K€)	Situation semestrielle 30 juin 005	Situation semestrielle 30 juin 2004	Exercice 2004 12 mois
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b>			
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	-255	-1 519	-3 990
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
-Amortissements et provisions	501	715	1 310
-Variations des impôts différés			
-Plus et moins-values de cessions, nettes d'impôt	-992	-14	432
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	-746	-818	-2 248
Dividendes reçus des titres mis en équivalence	-	-	-
VARIATION DU BFR LIE A L'ACTIVITE	-195	764	352
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>-941</b>	<b>-54</b>	<b>-1 897</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisition et souscription de participations	-5 301	- 2 566	-4 547
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-175	-686	-974
Prêts consentis	-	2	-
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes d'impôt	71		5
Cessions d'immobilisations financières nettes d'impôt	2 091	522	852
Incidence des variations de périmètre	0		-41
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-3 314</b>	<b>-2 728</b>	<b>-4 705</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Augmentation de capital en numéraire	3 723	12	988
Variation nette des emprunts et autres dettes financières	-27	1 887	5 092
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>3 696</b>	<b>1 899</b>	<b>6 080</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>-559</b>	<b>-882</b>	<b>-521</b>
Trésorerie d'ouverture	709	1 230	1 230
Trésorerie de clôture	150	709	709
Incidence des variations de cours des devises			



## 4. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2005

### 1. PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du groupe COMPAGNIE FINANCIERE DE DEAUVILLE (CFD) au 30 juin 2005 ont été établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n°99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, ont été appliquées.

#### 1.1 Périmètre

La SARL CFD Brongniart, au capital de 900 000 € est détenue par Compagnie Financière de Deauville à hauteur de 76 % depuis septembre 2004. Cette société est issue de la transformation en SARL de la SCI Brongniart qui était détenue jusqu'au 6 juillet 2004 à hauteur de 51% par CFD. Cette société est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

CFD Capital Management, anciennement dénommée Anjou Finances, SA au capital de 846 608 € est détenue à 99,99 %. Cette société de gestion de portefeuille a été acquise le 18 juin 2003. Elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

CFDMIDCAPS.COM, SAS au capital de 1 000 000 €, issue de la filialisation de l'activité du site Internet [cfdmidcaps.com](http://cfdmidcaps.com), est détenue par Compagnie Financière de Deauville à 100 %. Cette société est spécialisée dans l'information financière des « small et midcaps ». Cette société est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

CFD Corporate Finance, SAS au capital de 37 000 €, société créée le 1 septembre 2004 est détenue à hauteur de 95% par CFD.

CFD Luxembourg, société de droit luxembourgeois SAS au capital de 620 000 €, société créée en août 2004 est détenue à hauteur de 100% par CFD Capital Management, elle même détenue à hauteur de 100% par CFD.

EOREZO, SARL au capital de 11.000 €, est détenue au 30 juin 2005 à hauteur de 31,82% par Compagnie Financière de Deauville. CFD est entrée le 10 mars 2005, à hauteur de 25 % Dans le capital de cette société, puis le 7 juin 2005 pour 6,82% supplémentaire.

EOREZO est une société de prestations de services offrant aux webmaster, via le site <http://www.ulimit.com> des noms de domaine gratuits en échange de la diffusion de publicité ciblée sur les sites inscrits. Elle est consolidée par la méthode de la mise en équivalence.

SYNTHESIS BANK au capital de 25 000 000 CHF, est détenue au 30 juin 2005 à hauteur de 20 % par Compagnie Financière de Deauville.

CFD est entrée le 15 mars 2005, à hauteur de 20 % du capital de cette société par voie d'augmentation de capital réservée.

SYNTHESIS BANK est une banque genevoise spécialisée dans les opérations de changes et le trading en ligne proposant une synthèse de tous les types d'investissements propres aux opérations de marché et à la gestion de patrimoine.

Au cours du premier semestre 2005, SYNTHESIS BANK a réalisé un chiffre d'affaires de CHF 3 711 977, contre CHF 4 791 083 au 31 décembre 2004. Elle a dégagé une perte de CHF 2 205 527 au 30 juin 2005, intégrant les charges de marketing de CHF 630 000, contre une perte de CHF 4 590 477 au 31 décembre 2004.

Cette société n'a pas intégré le périmètre de consolidation au 30 juin 2005, car une cession à court terme pourrait être envisagée

## 1.2 Identification des critères retenus par le groupe pour définir son périmètre de consolidation

- Taux de participation,
- Les titres comptabilisés en titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) ne sont pas consolidés, quel que soit le pourcentage de détention.

## 1.3 Identification des entreprises consolidées

Société	Forme juridique	N° SIREN	Siège social	Méthode de consolidation en 2004	% contrôle	% intérêt
COMPAGNIE FINANCIERE DE DEAUVILLE	SA	397 478 421	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Société mère	Société mère	Société mère
SARL CFD BRONGNIART	SARL	433 764 420	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Intégration globale	76 %	76 %
CFD CAPITAL MANAGEMENT	SA	384 115 887	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Intégration globale	99.99 %	99.99 %
CFDMIDCAPS.COM	SAS	451 359 871	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Intégration globale	100 %	100 %
CFD CORPORATE FINANCE	SAS	478 411 101	29, avenue Hoche 75008 PARIS	Intégration globale	95 %	95 %
CFD LUXEMBOURG	SA	102 499	22-24 boulevard Royal L-2449 LUXEMBOURG	Intégration globale	99.99 %	99.99 %
EOREZO	SARL	452 485 537	14 rue Lincoln 75008 PARIS	Mise en équivalence	31,82%	31,82%

## 1.4 Retraitements des comptes sociaux

Des retraitements ont été effectués sur les transactions intra-groupe ; les mouvements internes étant annulés, ainsi que les dettes et créances réciproques.

## 1.5 Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à la différence constatée lors de chaque entrée dans le périmètre ou de modification du pourcentage de détention entre le coût d'acquisition de ces titres réévalués et retraités conformément au règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable. Cet écart peut être positif ou négatif. Les écarts d'acquisition positifs sont enregistrés à l'actif du bilan. Ils sont amortis sur une durée de 10 ans.

## 1.6 Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé par groupe se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action tient compte des instruments dilutifs émis tels que obligations convertibles ou bons de souscription d'actions.

### 1.7 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 30 juin 2005, d'une durée de 6 mois, hormis la société EOREZO dont la mise en équivalence a été effectuée sur la base de la situation établie au 31 mai 2005.

## 2. REGLES D'EVALUATION

### 2.1 Immobilisations incorporelles

Le site Internet cfdmidcaps.com a été apporté par Compagnie Financière de Deauville à sa filiale, la SAS CFDMIDCAPS.COM lors de la création de cette filiale.

Conformément à l'instruction du CNC (2035-05), le site Internet de CFDMIDCAPS, a été comptabilisé en immobilisations incorporelles, sous la rubrique « Fonds de Commerce », à la valeur d'apport et amorti linéairement sur 5 ans.

Les logiciels et licences acquis par l'entreprise sont enregistrés au bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis en linéaire sur une période d'un an.

Les dépôts de marque ne sont pas amortis.

Les frais engagés au 30 juin 2005, pour un montant de 232 K€, dans le cadre de l'exercice de BSA attribués gratuitement en novembre 2004, ont été imputés sur la prime d'émission.

### 2.2 Écart d'acquisition

La consolidation de la SAS CFDMIDCAPS.COM, de la SAS Corporate Finance et de CFD Luxembourg n'ont pas fait apparaître d'écart d'acquisition.

L'entrée dans le périmètre le 18 juin 2003, par la méthode de l'intégration globale, de CFD Capital Management a fait apparaître un écart d'acquisition brut de 70 K€. Cet écart d'acquisition est amorti sur une période de 10 ans.

L'achat, le 6 juillet 2004, de 25% du capital de la SCI Brongniart qui a permis à CFD de renforcer sa participation de 51 à 76%, a fait apparaître un écart d'acquisition de 326 K€. Cet écart d'acquisition est amorti sur une période de 10 ans.

L'entrée dans le périmètre le 10 mars 2005 de la SARL EOREZO à hauteur de 25 %, puis de 6,82% le 7 juin 2005, soit 31,82% du capital de cette société, a fait apparaître un écart d'acquisition de 362 K€. Cet écart d'acquisition est amorti sur une période de 10 ans.

### 2.3 Immobilisations corporelles

Les constructions sont représentées par les investissements réalisés par Compagnie Financière de Deauville et la SARL CFD Brongniart au 30 juin 2005.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- |   |                         |
|---|-------------------------|
| • Constructions                               | 30 à 50 ans en linéaire |
| • Installations générales, agencements divers | 5 à 10 ans en linéaire  |

- matériel de bureau et matériel informatique 3 à 5 ans en dégressif
- mobilier de bureau 4 à 8 ans en linéaire

## 2.4 Immobilisations financières

### Titres de Participation non consolidées

Les participations non consolidées sont inscrites au poste de Participations non consolidées lorsque la possession de ces titres de sociétés sont durables et utiles à la stratégie de CFD, et notamment lorsque le groupe CFD peut exercer une influence sur la société au travers des organes de gestion.

### Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Les autres participations non consolidées sont enregistrées en titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP).

### Méthode de suivi et de dépréciation

Conformément à réglementation comptable des sociétés commerciales, les titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

Ils peuvent donner lieu à dépréciation, mais pas à réévaluation.

Le Conseil d'administration fait une revue des sociétés cotées et non cotées ; une provision est constituée si la société présente une situation défavorable de son activité, un risque de financement ou une valeur de marché inférieure à son coût d'acquisition.

### Valeurs cotées :

Les valeurs cotées sur un marché réglementé sont valorisées à leur dernier cours de Bourse.

### Valeurs non cotées :

Pour les valeurs inscrites au Marché Libre, le prix auquel de récentes transactions ont été effectuées peut être préféré à la valeur instantanée du cours de Bourse si celui-ci n'est pas significatif, notamment en cas d'insuffisance de liquidité ou d'étroitesse du marché.

Les valeurs non cotées et non inscrites au Marché Libre sont évaluées sur la base de leur valeur d'acquisition, sauf ajustement lorsqu'une valeur de transaction plus récente peut être retenue. Pour l'évaluation des titres ID Victor, la société a tenu compte de la situation nette au 31 décembre 2002. Pour les titres Apollo, sur la base de l'actif net réévalué au 31.12.2004.

## 2.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au bilan à leur prix d'acquisition. Les cessions sont enregistrées en application de la méthode FIFO (premier entré – premier sorti). A la clôture de l'exercice ou lors de l'élaboration de la situation semestrielle, après avoir comparé, pour chaque catégorie de titres, la valeur d'inventaire et le coût d'entrée, il est constitué une provision pour dépréciation égale au montant des moins-values latentes.

## 2.6 Impôt sur les sociétés et impôts différés

Les impôts sur les sociétés comprennent les impôts exigibles et les impôts différés.

En application du règlement CRC 99-02 sur les comptes consolidés rendant obligatoire la conception étendue, des impôts différés sont calculés sur toutes les différences entre bases fiscales et comptables en consolidation. Le calcul est effectué chaque année, entité fiscale par entité fiscale, selon la méthode du report variable.

Il y a une présomption de non-réalisation de bénéfices si l'entreprise a supporté des pertes au cours des deux derniers exercices. Par conséquent, et ce en vertu du règlement 99-02 § 312, les actifs d'impôts différés ne sont pas reconnus.

Les actifs d'impôt n'ont pas été enregistrés car les seuls montants significatifs correspondent à des déficits fiscaux et des amortissements réputés différés.

## 2.7 Indemnités de départ en retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Compte tenu de leur caractère non significatif au 30 juin 2005, aucune provision n'a été enregistrée dans les comptes.

## 2.8 Crédit-bail

Ce retraitement consiste à constater en tant qu'immobilisations et dettes financières, les immobilisations prises en crédit bail. Aucun contrat de cette nature n'est retraité, l'impact sur les états consolidés ne présentant pas un caractère significatif.

## 2.9 Application du règlement sur les passifs (2000-06 du CRC)

Le groupe Compagnie Financière de Deauville applique les dispositions du règlement sur les passifs (règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable) entré en vigueur le 1er janvier 2002. Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

## 2.9 Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat sont évaluées et présentées selon les normes comptables et fiscales généralement admises.

# 3. NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

## 3.1 Écart d'acquisition

(en milliers d'euros)	CFD Capital Management	CFD Brongniart	EOREZO	Total
<b>Situation au 31 Décembre 2004</b>				
Valeur Brute	70	378		447
Amortissement cumulé	11	19		30
Variation de périmètre				
Sortie de l'écart d'acquisition				
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2004</b>	<b>59</b>	<b>359</b>		<b>418</b>
Durée d'amortissement	10	10	10	
<b>Evolution au 30 juin 2005</b>				
Valeur Brute au 01/01/2005	70	378	362	809
Variation de périmètre				
Sortie de l'écart d'acquisition				
<b>Valeur Brute au 30 juin 2005</b>	<b>70</b>	<b>378</b>	<b>362</b>	<b>809</b>
Amortissement cumulé au 1 janvier 2005	11	19		30
Dotations normales	3	19	5	27
Dotations exceptionnelles				
Sortie de l'écart d'acquisition				
<b>Valeur nette au 30 juin 2005</b>	<b>55</b>	<b>341</b>	<b>357</b>	<b>753</b>

### 3.2 État des immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)

Nature	Solde d'ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge / Ouv Chge / Flux	Autre	Solde Clôture
Fonds de commerce	1 000						1 000
Frais d'établissement	109		23				86
Autres immobilisations incorporelles	61						61
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>1 170</b>	<b>0</b>	<b>23</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 147</b>

#### État des amortissements sur immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Situation semestrielle 30 juin 2005			31/12/2004
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Fonds de commerce*	1 000	755	245	495
Frais d'établissement	86	70	16	25
Autres immobilisations incorporelles	61	39	22	26
<b>TOTAL</b>	<b>1 147</b>	<b>864</b>	<b>283</b>	<b>546</b>

La rubrique « Fonds de Commerce » correspond au site Internet [cfdmidcaps.com](http://cfdmidcaps.com) apporté par Compagnie Financière de Deauville à sa filiale, la SAS CFDMIDCAPS.COM en décembre 2003.

Conformément à l'instruction du CNC (2035-05), le site Internet de CFDMIDCAPS, a été comptabilisé en immobilisations incorporelles à la valeur d'apport et amorti linéairement sur 5 ans. Un amortissement exceptionnel de 150 K€ a été pratiqué au 30 juin 2005, pour tenir compte du retard pris dans sa commercialisation.

### 3.3 État des immobilisations corporelles (en milliers d'euros)

Nature	Solde d'ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge / Ouv Chge / Flux	Autre	Solde Clôture
Constructions	18 825					<b>186</b>	19 011
Autres immobilisations corporelles	3 078	175	72			-2	3 179
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>21 903</b>	<b>175</b>	<b>72</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>184</b>	<b>22 190</b>

#### État des amortissements sur immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Situation semestrielle au 30/06/2005			31/12/2004
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Constructions	19 011	1 873	17 137	17 248
Autres immobilisations corporelles	3 179	322	2 857	2 865
<b>TOTAL</b>	<b>22 190</b>	<b>2 195</b>	<b>19 994</b>	<b>20 113</b>

Le détail des constructions brutes est le suivant :

- Compagnie Financière de Deauville : ensemble immobilier Villa Gardénia à Deauville pour 13 101 K€

- CFD Brongniart : immeuble rue Vivienne 4 712 K€. Conformément au règlement 99-02, ont été incorporés au coût d'acquisition : les frais d'acquisition (honoraires, droits de mutation) pour 457 K€ et les indemnités d'éviction versés pour 694 K€. Conformément au règlement CRC 04-06 sur les actifs, les frais d'acquisition de l'immeuble d'un montant de 184 K€, comptabilisés en charges à répartir dans les comptes sociaux de CFD Brongniart en 2000, ont fait l'objet d'un retraitement, par incorporation de ces frais au prix de revient de l'immeuble, selon la méthode rétrospective (note 3.9.1)

Les autres immobilisations corporelles comprennent notamment :

- 385 K€ de frais d'agencements pour la Villa Gardénia dans les comptes de Compagnie Financière de Deauville,
- 2 499 K€ de frais d'agencement pour l'immeuble de la rue Vivienne pour CFD Brongniart

### 3.4 État des immobilisations financières (en milliers d'euros)

#### Titres de participation non consolidés

Situation semestrielle 30 juin 2005 (en milliers d'euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice		Montant à la clôture au 30/06/2005	
	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette
ADOMOS	723	723	-	-
BOURSE DIRECT	2 846	2 560	3 454	3 317
ACCESS2NET	522	522	522	522
SYNTHESIS BANK	-	-	3 569	3 569
<b>Valeur des titres de participation non consolidés</b>	<b>4 091</b>	<b>3 805</b>	<b>7 545</b>	<b>7 408</b>

#### Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Situation semestrielle 30 juin 2005 (en milliers d'euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice		Montant à la clôture au 30/06/2005	
	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette	Valeur Comptable Brute	Valeur comptable nette
Fractions du portefeuille évalué				
. au coût de revient	785	173	785	173
. à une valorisation inférieure au coût de revient				
. au cours de Bourse			-	-
. à la valeur du dernier tour de financement				
. d'après la situation nette				
. d'après la situation nette ré estimée				
. d'après une valeur de rendement ou de rentabilité				
. d'après d'autres méthodes				
<b>Valeur du portefeuille</b>	<b>785</b>	<b>173</b>	<b>785</b>	<b>173</b>

### Variation de la valeur du portefeuille de "TIAP"

Valeur du portefeuille Mouvements de la période	Valeur Comptable nette
Montant à l'ouverture de l'exercice	173
Acquisitions de l'exercice	
Cessions de l'exercice en prix de vente	
Reprise de provisions sur titres cédés	
Moins-values sur cessions de titres	
- détenus au début de l'exercice	
- acquis dans l'exercice	
Variation de la provision pour dépréciation du portefeuille	
Autres variations de plus-values latentes	
- sur titres acquis dans l'exercice	
- sur titres acquis antérieurement	
Autres mouvements comptables	
<b>Montant à la clôture</b>	<b>173</b>

### 3.5 Créances rattachées aux Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE	
		Moins d'un an	Plus d'un an
A7 Média	89	89	
<b>TOTAL</b>	<b>89</b>	<b>89</b>	

### 3.6 État des provisions sur créances rattachées aux TIAP

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	Provisions en début de période	Dotations de l'exercice	Reprise de provision	Provisions en fin de période
Provisions A7 média	87	2		89
<b>TOTAL</b>	<b>87</b>	<b>2</b>		<b>89</b>

La créance détenue sur la société A7 MEDIA de 89 K€ a été totalement provisionnée. La provision complémentaire au 30/06/2005 de 2 K€, correspond aux intérêts courus.

### 3.7 Titres mis en équivalence

(en milliers d'euros)		
Filiale	30/06/2005	31/12/2004
EOREZO	405	
<b>TOTAL</b>	<b>405</b>	<b>0</b>



### 3.8 Autres créances et comtes de régularisation

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE	
		Moins d'un an	Plus d'un an
Avances et acomptes versés sur commandes			
Impôts et Taxes			
Clients et comptes rattachés	443	443	
Autres créances et comptes de régularisation	574	574	
<b>Total</b>	<b>1 017</b>	<b>1 017</b>	

### 3.9 Capital et primes

#### 3.9.1 Tableau des variations des capitaux propres consolidés (Part du Groupe)

(en milliers d'euros)	CAPITAL	PRIMES	RESERVES CONSOLIDÉES	RESULTAT DE L'EXERCICE	ECART DE CONVERSION	AUTRES		TOTAL AUTRES CONSOLIDANTES	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
						ECARTS DE REEVALUATION	TITRES DE L'ENTREPRISE		
<b>Situation au 31/12/2002</b>	<b>13 617</b>	<b>5 495</b>	<b>-12 784</b>	<b>-2 289</b>	-	-	-	-	<b>4 039</b>
<b>Situation au 31/12/2003</b>	<b>16 127</b>	<b>8 589</b>	<b>-15 073</b>	<b>1 030</b>	-	-	-	-	<b>10 673</b>
<b>Mouvements</b>									
Variation de capital de l'entreprise consolidante	558	430							988
Résultat consolidé (part Groupe)				-3 798					-3 798
Affectation du résultat de l'exercice précédent (part Groupe)			1 030	-1 030					0
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante									0
<b>Soldes au 31/12/2004</b>	<b>16 685</b>	<b>9 019</b>	<b>-14 043</b>	<b>-3 798</b>	-	-	-	-	<b>7 864</b>
Variation de capital de l'entreprise consolidante	1 756	1 967							3 723
Résultat consolidé (part Groupe)				-256					-256
Affectation du résultat de l'exercice précédent (part Groupe)			-3 798	3 798					0
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante									0
Changement de méthode comptable (note 3.3)			148						148
<b>Soldes au 30/06/2005</b>	<b>18 441</b>	<b>10 986</b>	<b>-17 693</b>	<b>-256</b>	-	-	-	-	<b>11 480</b>



### 3.9.2 Évolution des bons de souscription d'actions

	Plan BSA 1	Plan BSA 2 COGEF	Plan BSA 3 BSA Cotés
Date de l'AGE ou du CA	26/06/2002	15/06/2004	04/11/2004
<b>Modalités de l'émission des bons :</b>			
Nombre de bons créés :	247 835	290 575	2 919 428
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	247 835	290 575	1 459 714
Nombre de Bénéficiaires	28	1	BSA Cotés
Point de départ d'exercice des Bons	26/06/02	15/06/04	15/11/04
Date d'expiration	26/06/04	15/12/04	30/12/04
Prix de souscription	12,18	12,50	12,50
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2004	167 114	1	86 815
Bons de souscription en vigueur au 31/12/2004		290 574	2 745 798
<b>Mouvements sur les bons en 2005 :</b>			
Nombre d'actions souscrites au 30/06/2005	13 660		316 883
Bons de souscription annulés au 30/06/2005	67 061		633 766
Bons de souscription en vigueur au 30/06/2005	-	290 574	2 112 830
Dilution totale potentielle résultant de l'exercice de la totalité des BSA (1)		9,09%	33,33%

(1) Plan BSA 2 : sur la base du nombre d'actions total au 31 octobre 2004

Plan BSA 2 : la dilution totale potentielle serait de 37,38% si prise en compte de la totalité des BSA COGEF

### 3.10 Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges								
RUBRIQUES	Solde d'ouverture	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Changement de méthode	Variation de périmètre	Autre	Solde de clôture
<b>Total</b>	5		0	0	0	0	0	5
<b>Impact net des charges encourues</b>								
Résultat d'exploitation	0		0	0	0	0	0	5
Résultat financier								
Résultat exceptionnel								

La provision de 5 K€ concerne un litige enregistré dans CFD Capital Management.

### 3.11 Dettes financières

	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE		
		à 1 an au plus	à plus d'1an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts à long terme	5 216	358	2 023	2 836
Emprunts à court terme et à moyen terme	8 344	2 044	6 300	
Dettes financières diverses	2 810	2 810		
Intérêts courus sur emprunts	105	105		
<b>TOTAL</b>	<b>16 475</b>	<b>5 317</b>	<b>8 323</b>	<b>2 836</b>

Les dettes financières court terme et à moyen terme comprennent :

- 6 300 K€ pour CFD Brongniart, concernant le refinancement de l'acquisition de l'immeuble de la rue Vivienne,
- 2 044 K€ pour CFD, concernant l'acquisition des titres Bourse Direct.

Les dettes financières diverses comprennent essentiellement :

- 2 165 K€ pour CFD qui se composent de lignes de crédit destinées au financement d'acquisitions financières pour un montant de 1 567 K€ et d'autorisations de découvert auprès d'établissements de crédit pour un montant de 598 K€,
- 645 K€ pour CFD Brongniart concernant le refinancement des travaux d'un montant de 645 K€.

Les disponibilités à l'actif du bilan s'établissent à 150 K€.

### 3.12 Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	30/06/2005	31/12/2004
	999	768
<b>TOTAL</b>	<b>999</b>	<b>768</b>

### 3.13 Autres dettes et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	30/06/2005	31/12/2004
Dettes fiscales et sociales	489	436
Comptes courants d'associés	578	873
Comptes de régularisation et divers	511	549
<b>TOTAL</b>	<b>1 578</b>	<b>1 858</b>

Les dettes fiscales et sociales concernent CFD pour 197 K€, CFD Capital Management pour 129 K€, CFD Brongniart pour 61 K€, Cfdmidcaps pour 42K€, CFD Corporate Finance pour 37K€ et CFD Lux pour 23 K€

Les comptes courants d'associés concernent essentiellement CFD Partners.

Les comptes de régularisation comprennent un montant de 157 K€ correspondant aux dépôts de garantie reçus, le reste concerne des charges à payer pour 354 k€.

### 3.14 Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	Situation semestrielle 30 juin 2005	Situation au 31/12/2004
Cautions de contre garantie sur marchés		
Créances cédées non échues		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	15 467	15 467
Avals, cautions et garanties donnés	2 044	2 044
Autres engagements donnés		
<b>TOTAL</b>	<b>17 511</b>	<b>17 511</b>

Obligations contractuelles	Total	Montant des engagements par période		
		à moins d'un an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Dettes à long terme	6 015			6 015
Dettes à court et à moyen terme	11 496		11 496	
Garanties		-		
Autres engagements	-			
<b>TOTAL</b>	<b>17 511</b>	<b>-</b>	<b>11 496</b>	<b>6 015</b>

### 3.15 Nantissement d'actifs de l'émetteur

Type de nantissements / hypothèques	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nanti (en milliers d'euros) (a)	Total du poste de bilan (en milliers d'euros) (b)	% correspondant (a) / (b)
S/ immobilisations incorporelles					
S/ immobilisations corporelles	12/12/2001	12/05/2017	6 015	13 492	44,58%
S/ immobilisations corporelles	13/07/2004	13/07/2008	7 000	7 905	88,55%
S/ immobilisations financières	12/05/2004	11/05/2006	2 452	3 454	70,99%
<b>TOTAL</b>			<b>15 467</b>	<b>24 851</b>	<b>62,24%</b>

### 3.16 Etat des engagements reçus

Garant	Nature	Montant	Objet	Emprunts		Etablissement de crédit
				Montant initial	Capital restant dû	
Monsieur Thierry LEYNE	caution personnelle	7 000	Prêt immobilier	6 015	5 216	Crédit Foncier
Pierre et Vacances	garantie de loyers	1 842	BAIL Résidence et Hôtel Gardénia			Lyonnaise de Banque
Monsieur Thierry LEYNE	caution personnelle	9 100	Prêt immobilier	7 000	6 945	Banque Espirito Santo

#### 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

##### 4.1 Opérations en revenus

###### 4.1.1 Produits financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Produits de titres de participation			
Autres produits financiers			
Reprises de provisions			208
<b>TOTAL</b>			<b>208</b>

###### 4.1.2 Prestations et commissions

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Prestations de services	519	286	342
Commissions et courtages	293	270	663
<b>TOTAL</b>	<b>812</b>	<b>556</b>	<b>1 005</b>

Les prestations de services proviennent de :

- Compagnie Financière de Deauville : 32 K€,
- CFD Corporate Finance 125K€,
- CFD Capital Management 362 K€.

Les commissions et courtages proviennent de :

- CFD Capital Management : commissions et courtages 167 K€,
- CFD Luxembourg : commissions et courtages 126 K€

###### 4.1.3 Produits immobiliers

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Loyers résidence Villa Gardénia	190	185	377
Loyers hôtel Villa Gardénia	137	132	273
Loyers 33, rue Vivienne	289	179	444
<b>TOTAL</b>	<b>616</b>	<b>496</b>	<b>1 094</b>

###### 4.1.4 Autres produits nets

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Produits divers de gestion	38	19	85
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>19</b>	<b>85</b>

#### 4.1.5 Autres achats et charges externes

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Consommation de fournitures non stockées	39	38	82
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	536	339	1 127
Services bancaires et assimilés	58	10	67
Autres charges	497	437	893
<b>TOTAL</b>	<b>1 130</b>	<b>824</b>	<b>2 169</b>

Suite à la décision du conseil d'administration du 22 février 2005, la rémunération de CFD Partners, dans le cadre de la convention de prestations de services conclue le 1er octobre 2003, avec effet au 1er juillet 2003, est calculée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 sur la base de 1,60 % de l'actif net réévalué de la société CFD.

Le détail des autres charges est le suivant :

Détail des autres charges	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Sous traitance	42	103	169
Redevances de crédit-bail	39	32	83
Locations immobilières et frais d'accès aux bases de données financières	150	217	92
Frais de déplacements et de représentation	61	25	104
Frais de maintenance informatique	33	38	66
Frais postaux et télécommunication	34	44	75
Frais de publicité	56	17	36
Documentation	19	3	20
Entretien des bureaux et véhicules	26	19	107
Assurances	24	25	16
Autres	13	40	
<b>TOTAL</b>	<b>497</b>	<b>437</b>	<b>893</b>

#### 4.1.7 Salaires et charges sociales

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Salaires et charges sociales	702	519	1 236
<b>TOTAL</b>	<b>702</b>	<b>519</b>	<b>1 236</b>

#### 4.1.7 Dotations et reprises d'amortissements et provisions

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Dotations provisions risques & charges	500	408	5
<b>TOTAL</b>	<b>500</b>	<b>408</b>	<b>934</b>



#### 4.1.8 Charges financières

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Intérêts et charges assimilées	358	350	873
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières	2	150	282
<b>TOTAL</b>	<b>360</b>	<b>500</b>	<b>1 155</b>

### 4.2 Opérations en capital

#### 4.2.1 Produits

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Plus-values de cessions de titres immobilisés	994	14	15
Reprises de provisions	149		1
Autres produits sur immobilisations corporelles			
Autres produits	2		8
<b>TOTAL</b>	<b>1 146</b>	<b>14</b>	<b>16</b>

#### 4.2.2 Charges

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Moins-values sur titres de participations non consolidées		1	154
Moins-value sur titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)			11
Dotations aux provisions pour dépréciation		234	290
Autres charges			
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>235</b>	<b>455</b>

#### 4.2.3 Dotation et reprises d'amortissements et provisions

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
<b>Opérations en Revenus</b>			
Transfert de charges d'exploitation			
reprise de provisions sur VMP		-77	
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	500	408	934
Reprise de provisions d'exploitation			-29
<b>Opérations en Capital</b>			
Reprise de provisions/titres de part. non consolidées	-149		-1
Reprise de provisions TIAP			
Dotations aux provisions/titres de part. non consolidées		234	290
<b>Charges exceptionnelles</b>			
Dotations aux provisions/ immo incorporelles		150	
<b>Total Dotations de la période</b>	<b>351</b>	<b>715</b>	<b>1 194</b>

## 5. AUTRES INFORMATIONS

### 5.1 Situation fiscale latente

Au 31.12. 2004 :  
 Amortissements différés : 892  
 Déficit reportable : 19 846

20 738

soit un IS à 33.33 % de 6,9 M€

Le montant des impôts différés actifs se seraient élevés à 6,9 M€ et n'ont pas été comptabilisés du fait de l'incertitude sur leur recouvrement effectif.

### 5.2 Intégration fiscale

Modalité de répartition de l'impôt sur les sociétés :

La convention de répartition de l'impôt retenue pour le régime de l'intégration fiscale est la convention n° 2 (avis du CNC 06/89), à savoir que la filiale intégrée enregistre l'impôt comme en l'absence d'intégration, et la société mère (notre société) enregistre le solde par rapport au résultat d'ensemble.

Les déficits reportables s'élèvent à 19 846 848 €

Dont déficits subis durant la période d'intégration 19 215 999 €

### 5.3 Effectif moyen

	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Cadres	15	11	12
Employés	1	2	1
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>13</b>

### 5.4 Rémunération des organes de Direction

(en milliers d'euros)	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004
Rémunération globale des dirigeants	63	121	144
<b>TOTAL</b>	<b>63</b>	<b>121</b>	<b>144</b>

### 5.5 Engagements de crédit-bail (en milliers d'euros)

Nature de Biens	Total engagement	A un an au plus	De 1 à 5 ans
Matériel de transport	29 642	25 407	4 235

### 5.6 Engagements de retraites

Compte tenu de sa création récente et de l'âge moyen du personnel, les engagements de retraite de la société ne sont pas significatifs.

### 5.7 Détail de la variation de trésorerie

	Notes	Trésor à l'arrêté Bilan 0/06/2005	Trésor à l'arrêté Bilan 30/06/04	Trésor à l'arrêté Bilan 31/12/04
Dispos		150	180	709
<b>TOTAL</b>		<b>150</b>	<b>180</b>	<b>709</b>

### 5.6 Informations sectorielles au 30 juin 2005

(en milliers d'euros)	Situation au 30 juin 2005 6 mois	Situation au 30 juin 2004 6 mois	Exercice 2004
<b>OPERATIONS EN REVENUS</b>			
<i>Produits financiers</i>		79	208
<i>Prestations et commissions</i>	812	556	1 005
<i>Produits immobiliers</i>	616	496	1 094
<i>Autres produits nets</i>	38	19	85
<i>Reprises de provisions d'exploitation</i>			29
<b>TOTAL DES OPERATIONS EN REVENUS</b>	<b>1 466</b>	<b>1 150</b>	<b>2 421</b>

## CHAPITRE 4 - LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### 4.1 COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

#### 4.1.1 Composition du Conseil d'administration au 30 juin 2005

Composition	Fonctions	Date de nomination	Date d'échéance du mandat	Autres mandats / fonctions exercés dans le Groupe	Autres mandats hors du Groupe au 30/06/2005
Thierry LEYNE	Président Directeur Général	AGO 26 juin 2002-	AGO statuant sur les comptes 2007	Président de cfdmidcaps.com SAS Co-gérant de CFD Brongniart	Représentant permanent de la Société au Conseil de Surveillance de ADOMOS SA ; Administrateur délégué de CFD Capital Partners SA
Philippe HERVE	Administrateur et Directeur Général Délégué	AGO 18 juin 2003	AGO statuant sur les comptes 2008	Représentant permanent de CFD au Conseil d'administration de CFD Capital Management SA Co-gérant de CFD Brongniart	/
Pierre SIMON	Administrateur	AGO 26 juin 2002	AGO statuant sur les comptes 2007	/	/
Jean-Pierre MIEGE	Administrateur	AGO 26 juin 2002	AGO statuant sur les comptes 2007	/	Gérant de Portarieu et Partners SARL ; Président de la société ICB SA
Maurice BOURLIER	Administrateur	CA 11 février 2004	AGO statuant sur les comptes 2007	/	Président Directeur général du Groupe ARES SA Membre du Conseil de Surveillance de Cetel SA Membre du Conseil de Surveillance de Hubwoo.com SA
Yariv ELBAZ	Administrateur	CA 11 février 2004	AGO statuant sur les comptes 2007	/	Président Directeur Général de COGEF

Pendant la durée de son mandat chaque administrateur doit être propriétaire d'au moins une action de la Société.

#### 4.1.2 Fonctionnement du Conseil d'administration

La Société est dirigée par un Conseil d'administration composé de 7 personnes physiques.

Le nombre des administrateurs qui sont âgés de plus de 70 ans ne peut excéder le tiers des administrateurs en fonction.

La direction générale de la Société est assurée par le Président du Conseil d'administration.

Il n'existe aucune restriction aux pouvoirs donnés au Président Directeur Général.

Dans le cadre de sa mission générale de contrôle et de surveillance, le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et examine régulièrement la fiabilité et la clarté des informations financières fournies aux actionnaires.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil par le président. La convocation peut être faite par tous moyens, par écrit ou oralement.

Chacun des membres du Conseil d'administration reçoit régulièrement du Président toute information nécessaire à l'exercice de sa mission.

Le Conseil d'administration est saisi de toute question et mène toute réflexion relative :

- Aux décisions de nominations à des postes clefs au sein du groupe ;
- Aux opérations et transactions de la Société soulevant notamment un problème d'éthique,
- Aux transactions qui selon leur nature et les personnes concernées feraient apparaître un conflit d'intérêt ;
- A la nomination ou le renouvellement des commissaires aux comptes ;
- A l'indépendance et de l'objectivité des commissaires aux comptes.

Le Conseil d'administration a pour mission d'étudier et de suivre la définition des stratégies proposées par le Président Directeur Général. Il joue un rôle prépondérant dans l'élaboration de la politique générale de la Société et du Groupe (chaque membre fait valoir de manière indépendante son opinion), et dans le suivi des stratégies mises en place pour atteindre les objectifs attachés à la politique générale.

Il n'existe pas de comités spécialisés au sein du Conseil d'administration.

En application des recommandations figurant dans le rapport du groupe de travail présidé par Monsieur Daniel Bouton intitulé « Pour un meilleur gouvernement des entreprises cotées » publié le 22 septembre 2002, la Société envisage de se doter d'une « Charte du Conseil d'administration » qui fixera les modalités selon lesquelles le Conseil d'administration procédera régulièrement à sa propre évaluation.

#### **4.1.3 Réunions du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration de la Société s'est réuni à treize reprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et le 31 octobre 2005,

#### **4.1.4 Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration, de direction, de surveillance et avec les principaux actionnaires de la Société**

Courrier adressé par le Président Directeur Général de la Société aux commissaires aux comptes, concernant les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004 :

« Messieurs les Commissaires aux Comptes,

En application de l'article L.225-40 du Code de Commerce, je vous communique par la présente, la liste des conventions visées à l'article L.225-39 du Code de Commerce conclues au cours de l'exercice, ainsi que celles conclues au cours d'un exercice antérieur et poursuivies au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Messieurs les Commissaire aux Comptes, l'expression de mes distingués sentiments.

Thierry LEYNE  
Le Président du Conseil d'Administration

Fait à Paris, le 31 janvier 2005

Date	Contractant(s) de la société	Dirigeant et/ou actionnaire concerne	Objet des conventions
21/11/2001	CFD BRONGNIART	Monsieur Thierry LEYNE Monsieur Philippe HERVÉ	Compte courant ouvert au nom de la Société dans les livres de CFD Brongniart (anciennement SCI Brongniart)
06/11/2002 au 31 janvier 2004	CFD BRONGNIART	Monsieur Thierry LEYNE	Bail commercial conclu au profit de la Société
12/12/2002	ADOMOS	Monsieur Thierry LEYNE	Prestations effectuées par la Société au profit de ADOMOS : conseil en communication financière et stratégie boursière
1 <sup>er</sup> juillet 2003	CFD Capital Management	Monsieur Thierry LEYNE	Détachement de Monsieur Dominique Bernard, salarié de la Société, au sein de CFD Capital Management
1 <sup>er</sup> juillet 2003 au 5 février 2004	CFD Capital Management	Monsieur Philippe HERVÉ	Détachement de Monsieur Philippe Hervé, directeur général délégué de la Société, en qualité de Déontologue et Contrôleur Interne de CFD Capital Management
Janvier 2004	Cfdmidcaps.com	Monsieur Thierry LEYNE	Compte courant ouvert au nom de la Société dans les livres de Cfdmidcaps.com
Juillet 2003-	CFD Capital Management	Monsieur Thierry LEYNE	Compte courant ouvert au nom de la Société dans les livres de CFD Capital Management
Aout 2003	CFD Capital Partners	Monsieur Thierry LEYNE	Compte courant ouvert au nom de CFD Capital Partners dans les livres de la Société
-	Monsieur Thierry LEYNE	Monsieur Thierry LEYNE	Compte courant ouvert au nom de Monsieur Thierry LEYNE dans les livres de la Société

#### 4.1.5 Rapport du Président du Conseil d'administration sur le contrôle interne

« Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Conformément à l'article L225-37 du Code de commerce, tel qu'il résulte de l'article 117 de la loi de sécurité financière du 1er août 2003, il m'appartient, en tant que Président du Conseil d'administration de la société CFD, de rendre compte :

- des procédures de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2004 ;
- des procédures de contrôle mises en place au sein de la société.

Le présent rapport répond à cette obligation légale. Il a été établi notamment en suivant les orientations publiées par l'AMF le 23 janvier 2004. Concernant tout particulièrement de la question du contrôle interne, en prenant en compte les lignes directrices élaborées par les différentes organisations professionnelles.

Ce rapport est donc divisé en deux parties, la première relative aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration, la seconde relative à l'organisation des procédures de contrôle interne et à l'évaluation globale du système de contrôle.

##### 1 – LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

###### 1.1 / ETAT ANNUEL DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

CFD est une société anonyme à Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration exerce de manière récurrente sa mission par un Conseil composé de 6 membres au 31 décembre 2004. Je vous rappelle que le Conseil d'administration comprenait 7 membres au 31 décembre 2003 et ce tout au long de l'année 2004. Un administrateur Monsieur Jean-François OTT a démissionné à compter du 13 décembre 2004 en raison d'activités professionnelles ne lui permettant plus de consacrer le temps nécessaire à l'exercice de ses fonctions d'administrateur.

###### a) Fréquence des réunions :

L'article 15.1 des statuts de la société prévoit que le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Au cours de l'exercice 2004, le Conseil d'administration de CFD a tenu huit réunions auxquelles en moyenne plus de 64 % des membres ont participé. Je vous précise ci-après les éléments marquants des Conseils d'administration qui se sont tenus cette année, il me paraît important au regard du principe de transparence de les mentionner dans le présent rapport :

- réunion du 11 février 2004 : outre le point sur les activités du groupe, l'ordre du jour du Conseil concernait notamment un projet d'émission de bon de souscription d'actions au profit de la société COGEF, ainsi que la cooptation de deux personnes physiques en remplacement de deux administrateurs démissionnaires, ainsi que le projet de transfert du siège social ;
- réunion du 16 mars 2004 : l'ordre du jour concernait la présentation du projet d'acquisition de la participation détenue par la Compagnie Financière du Crédit Mutuel dans le capital de Bourse Direct, ainsi que l'autorisation donnée au Président de conclure avec la Banque Commerciale pour le Marché de l'Entreprise un prêt à moyen terme moyennant l'octroi d'une sûreté en garantie du prêt ;
- réunion du 20 avril 2004 : outre le point sur les activités du groupe, l'ordre du jour concernait notamment l'examen et l'arrêté des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2004, ainsi que les comptes sociaux consolidés, la convocation de l'assemblée générale mixte et son ordre du jour, l'adoption au niveau du groupe du Code de déontologie ;
- réunion du 15 juin 2004 : outre le point périodique sur l'activité du groupe, l'ordre du jour concernait notamment le projet d'augmentation de capital par appel public à l'épargne ;

- réunion du 13 juillet 2004 : l'ordre du jour s'est intéressé à l'opération d'augmentation du capital par exercice de bons de souscription d'actions et à sa réalisation au profit de la société COGEF ;

- réunion du 29 septembre 2004 ; l'ordre du jour s'est intéressé plus particulièrement à l'opération d'augmentation du capital par exercice de bons de souscription d'actions au profit de la société COGEF ; ainsi qu'au projet d'émission de bons de souscription d'actions pour lequel le Conseil a obtenu délégation de la part de l'Assemblée générale extraordinaire du 18 juin 2003 ;

- réunion du 19 octobre 2004 ; outre le point sur l'activité du groupe, l'ordre du jour concernait notamment l'arrêté des comptes semestriels consolidés, le projet d'émission des bons de souscription d'actions ainsi que l'intégration fiscale de la société CFD Corporate Finance SA ;

- réunion du 4 novembre 2004 ; le Conseil d'administration de cette date a notamment acté la décision d'émettre des bons de souscription d'actions avec appel public à l'épargne, et inscription de ces bons à la cote du Marché Libre d'Euronext Paris

**b) Convocation des administrateurs :**

Conformément à l'article 15.2 des statuts, les administrateurs sont convoqués par tous les moyens, par écrit ou oralement. Au cours de l'année 2004 les convocations se sont faites oralement auprès de chaque administrateur.

Les Commissaires aux comptes sont en revanche convoqués par courrier simple contre décharge.

**c) Information des administrateurs :**

Outre l'ordre du jour dont les administrateurs sont avisés, la société met à leur disposition, le cas échéant, tous les documents et informations nécessaires à leur mission.

**d) Domaines de compétence du Conseil d'administration :**

Ainsi que je vous l'avais précisé lors du rapport de contrôle interne de l'année 2003, il ne me semble pas opportun de définir des Comités spécialisés au sein de notre Conseil d'administration en raison de la taille relativement restreinte de notre groupe.

Le Conseil d'administration a donc la capacité de traiter dans sa formation plénière notamment les thèmes suivants :

- Consultation en matière de rémunération et de nominations ;
- Consultation dans le domaine de l'audit externe et de la déontologique ;
- Réflexion et consultation relatives à la stratégie du groupe ; Le Conseil d'administration a notamment un rôle dans la validation de la politique générale du groupe et les stratégies envisagées pour réaliser la politique générale. L'une des missions du Conseil est d'étudier et de suivre la définition des stratégies de la société et leur mise en place.

**e) Jetons de présence des administrateurs :**

A ce jour aucun jeton de présence n'est perçu dans le cadre du Conseil d'administration, il appartiendra de mener une réflexion sur l'attribution des jetons de présence de façon à marquer l'importance que revêt l'implication des membres du Conseil.

Il est envisagé que l'attribution des jetons de présence soit entièrement fonction de la participation effective des membres aux réunions du Conseil d'administration.

Cet aspect lié à la gratification des administrateurs sera abordé au cours de l'année 2005.



g) Procès-verbaux :

Les réunions et décisions du Conseil sont formalisées dans des procès-verbaux établis à l'issue de chaque réunion, puis signés par le Président et un administrateur.

1.2 / ORGANISATION ACTUELLE ET A VENIR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous nous étions fixé comme objectif de rédiger courant 2004 une « Charte du Conseil d'administration » rappelant les obligations et les droits de ses membres. Néanmoins une mobilisation très forte des membres du Conseil et de l'équipe dirigeante a pris le pas sur cet objectif qui s'en est trouvé différé. En effet il était tout aussi important courant 2004 de travailler sur le projet d'augmentation de capital par l'émission de bons de souscription d'actions afin de soutenir notre politique générale, et les stratégies mises en oeuvre pour l'atteindre.

La réflexion concernant la **Charte du Conseil d'administration** est donc remise à l'ordre du jour de l'année 2005 et portera notamment sur les points suivants faisant partie intégrante des règles de bonne gouvernance des entreprises :

- L'organisation et le fonctionnement du Conseil d'administration : périodicité des réunions, utilisation des moyens de visioconférence le cas échéant, traçabilité des débats et des décisions notamment.

- Les devoirs et les obligations éthiques des membres du Conseil : présence aux réunions du Conseil et des comités ; détention minimum d'actions...

- Les missions du Conseil et plus particulièrement, la teneur concrète du contrôle des administrateurs ou d'un administrateur en matière d'audit interne et d'organisation du contrôle interne. A ce titre, la réflexion pourra porter sur les pouvoirs qu'exercera le Conseil notamment dans les domaines concernant :


- la stratégie de développement du groupe ;
- les moyens mis en oeuvre par la Société, les Commissaires aux comptes et l'Audit Interne pour s'assurer de la régularité et de la sincérité des comptes sociaux et consolidés ;
- la politique de gestion des risques appliquée à l'échelle de l'Entreprise et de son groupe en s'attachant à être régulièrement informé du niveau d'évaluation et d'adéquation des contrôles existants par rapport aux risques significatifs de l'Entreprise.

- Les règles applicables en matière d'information privilégiée, ces dernières devant être suivies d'une manière très précise et encadrée afin d'éviter tout risque d'image et réglementaire qui serait préjudiciable au groupe.

1.3 / INFORMATION CONCERNANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION : COMPOSITION/MEMBRES

Dans le cadre des informations à publier relatives au gouvernement d'entreprise, il est précisé ci-après la composition du Conseil d'administration, la durée des mandats et leur date d'échéance, la présence d'administrateur indépendant notamment :

Composition	Fonction	Montant de la participation détenue	Représentation pour les personnes morales	Date de nomination	Date d'échéance du mandat	Qualité d'administrateur  Elu soit par les actionnaires / soit sur proposition des salariés actionnaires
Mr Thierry LEYNE	Président directeur général	53,85% (directement et indirectement)	Non applicable	AG 26/06/2002	AGOA comptes 2007	Elu par les actionnaires

			Comptes consolidés au 30 JUIN 2005			
Mr Philippe HERVE	Administrateur et Directeur général délégué	Non significative	Non applicable	AG 18/06/2003	AGOA comptes 2008	Elu par les actionnaires
Mr Pierre SIMON	Administrateur	Non significative	Non applicable	AG 26/06/2002	AGOA comptes 2007	Elu par les actionnaires
Mr Jean-François OTT	Administrateur démissionnaire en 2004	Non significative	Non applicable	AG 26/06/2002	13/12/2004 par démission Non remplacé à ce jour	Elu par les actionnaires
Mr Maurice BOURLIER	Administrateur	Non significative	Non applicable	CA 11/02/2004	AGOA comptes 2007	Coopté par les administrateurs
Mr Yariv ELBAZ	Administrateur	Non significative	Non applicable	CA 11/02/2004	AGOA comptes 2007	Coopté par les administrateurs
Mr Jean-Pierre MIEGE	Administrateur	Non significative	Non applicable	AG 26/06/2002	AGOA comptes 2007	Elu par les actionnaires

## 2 – PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

### 2.1 / OBJECTIFS DU CONTROLE INTERNE

Le contrôle interne est défini au sein du groupe CFD comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques associés. Ces dispositifs permettent de s'assurer de la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations. La loi n'explicite pas la notion de contrôle interne.

Le contrôle interne est mis en oeuvre par le Conseil d'administration, les dirigeants et chaque collaborateur du groupe chacun à son niveau de responsabilité. Le groupe CFD se fait assister dans sa démarche d'audit interne par le cabinet CISA (8 rue Saint Augustin 75002 Paris).

La démarche de contrôle interne vise à obtenir une assurance raisonnable, et non une garantie absolue tout naturellement, sur :

- La correcte application de la politique générale du groupe,
- Le respect des lois et des réglementations applicables au groupe,
- La prévention et la détection des risques inhérents à l'activité ainsi que les risques de fraudes et d'erreurs,
- assurer la fiabilité des informations comptables et financières.

### 2.2 / ORGANISATION GENERALE DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

#### a) Principaux acteurs du contrôle interne

La présidence et la direction générale du groupe Elles définissent les orientations du groupe, et s'appuient sur les présidents et directeurs généraux des filiales. Le système de direction en place permet une planification et une coordination efficace du contrôle interne dans tout le groupe.

b) Le comité de direction

Un comité de direction du groupe se tient hebdomadairement au siège de la société. Il permet de réunir l'ensemble des collaborateurs dirigeants de chaque filiale du groupe afin d'établir un suivi récurrent des activités de l'ensemble des filiales. Ce comité permet d'entretenir un niveau élevé de circulation de l'information utile pour le groupe et ses activités.

Cette réunion constitue un axe de management essentiel car elle fait le lien entre les stratégies poursuivies par le groupe et l'adaptation opérationnelle de celles-ci.

c) La direction générale et le service comptabilité du groupe

La direction générale et le service comptabilité en charge du contrôle de gestion des différentes entités sont chargés :

- De prévenir et maîtriser les écarts par rapport aux objectifs définis,
- De garantir la fiabilité des informations comptables et financières.

d) Les Commissaires aux comptes

Les Commissaires aux comptes viennent compléter le dispositif de contrôle interne du groupe CFD. Leurs travaux récurrents et spécifiques apportent au groupe une assurance raisonnable quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière produite.

e) Intervention d'un prestataire externe, le cabinet C.I.S.A.

Au cours de l'année 2005 une mission conclue entre CFD et le cabinet CISA sera mise en place afin de formaliser une démarche récurrente en matière de déontologie et de contrôle interne. Le groupe sera ainsi assisté dans ses réflexions visant à traiter d'éventuels conflits d'intérêt, à s'adapter aux environnements évolutifs des réglementations en vigueur, et à suivre le respect du code de déontologie du groupe notamment.

f) Objectifs de l'année 2005 de la Société en matière de procédures de contrôle interne

Pour le Medef (Mouvement des entreprises de France) les sociétés doivent :

- Veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation d'opérations ainsi que le comportement du personnel s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise ou du groupe (par les organes sociaux, les lois et règlements, par les valeurs, normes internes de l'entreprise ou du groupe) ;

C'est ainsi que nous avons adopté au sein du groupe un code de déontologie qui prendra toute son ampleur au cours de l'année 2005 et qui fera l'objet d'un contrôle régulier et de note de réflexion en matière de gestion des divers risques liés à nos activités.

- Vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société ;
- Prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité, ainsi que les risques d'erreur ou de fraude.

Le groupe a donc pour objectifs courant 2005 de continuer la fiabilisation de ses activités en appliquant dans la pratique les trois principes évoqués ci-dessus.

g) Cartographie et gestion des risques

Il est prévu courant 2005 de mener une réflexion d'ensemble concernant l'établissement d'une cartographie des risques du groupe, et ce pour chaque filiale. Ce travail permettra d'identifier nommément toutes les zones de risques, de procéder en un classement de ces risques par niveau de priorité.

La présidence et la direction générale se prononceront sur les mesures proposées à mettre en place en terme de suivi au niveau de chaque société du groupe. Ce recensement le plus exhaustif possible donnera donc lieu à un plan d'action qui concourra à la maîtrise des risques dans les domaines suivants :

- Commercial et risque d'image,
- Ressources humaines,
- Système d'information,
- Finance,
- Juridique et réglementaire,
- Activités réglementées.

### 3 – PROCEDURES RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE

Le service comptable assume un positionnement fonctionnel pour l'ensemble du groupe, il constitue une fonction support pour l'ensemble des activités du groupe CFD. Il élabore intégralement l'ensemble des données comptables pour chaque société du groupe et réalise la consolidation comptable.

Un suivi budgétaire est assuré par le service comptable pour l'ensemble des filiales du groupe.

Le groupe applique un ensemble de règles et de méthodes permettant de fournir une information financière qui soit fiable et qui permette de garantir :

- La maîtrise des risques d'erreurs,
- L'homogénéité de l'information entre les différentes filiales du groupe,
- La qualité de l'information financière transmise à la direction générale du groupe,
- Une remontée de l'information financière dans des délais satisfaisants pour assurer un suivi précis et récurrent des activités du groupe.

Ainsi pour atteindre les objectifs en la matière, chaque société du groupe fait l'objet d'un suivi budgétaire identique.

L'année 2005 sera une année de transition d'un point de vue comptable dans la mesure où nous souhaitons nous imposer une contrainte supplémentaire en adoptant les normes IFRS dans le cadre de notre comptabilité et de la présentation de nos comptes.

#### ***Mise en place d'un reporting mensuel***

Un outil de reporting mensuel a été mis en place courant 2004. Ce suivi concerne toutes les entités du groupe et constitue un document de pilotage fondamental pour la direction générale mais aussi au niveau de chaque entité du groupe.

Ce reporting permet de vérifier la cohérence des budgets prévisionnels pour chaque société par rapport au budget effectivement réalisé et constaté.

Les tableaux de suivi des activités par société déterminent par poste les données prévisionnelles par rapport aux montants réalisés, ainsi les écarts sont identifiés et doivent être expliqués le cas échéant s'ils sont jugés significatifs.

L'ensemble de ces documents sont consolidés afin d'obtenir une vision financière globale du groupe, et ce mensuellement.

### **Consolidation des comptes**

La société s'est dotée courant 2004 d'un outil de consolidation des comptes qui permet d'améliorer le temps de traitement des données comptables, leur intégration, et leur enregistrement.

Ce logiciel permet d'intégrer automatiquement toutes les balances comptables des filiales du groupe, d'éditer les tableaux comptables obligatoires dans le cadre de la réglementation applicable au groupe (tel que le tableau de flux de trésorerie). L'outil assure par ailleurs l'édition de l'ensemble des documents de consolidation (liasse de consolidation).

Fait à Paris, le 1 mai 2005  
Le Président du Conseil d'administration  
Thierry LEYNE »

### **4.1.6 Rapport des Commissaires aux comptes sur le contrôle interne**

« Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de Compagnie Financière de Deauville et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Sous la responsabilité du Conseil d'Administration, il revient à la direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations et déclarations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicables en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations et déclarations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations et déclarations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 13 juin 2005

**Bernard-Raphaël LEFEVRE**

**Pour ARCADE AUDIT**  
Sydney CHARBIT

Commissaires aux Comptes  
Membres de la Compagnie Régionale de Paris »

## 4.2 DECLARATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE

### 4.2.1 Rémunération des mandataires sociaux

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004, les rémunérations globales brutes versées à chacun des mandataires sociaux de CFD par l'ensemble des sociétés du Groupe, et les sociétés les contrôlant sont les suivantes :

	Fonctions exercées dans la Société	Rémunérations
Thierry LEYNE	Président Directeur Général	58 116 €
Philippe HERVE	Administrateur Directeur Général Délégué	87 750 €
Pierre SIMON	Administrateur	Néant
Jean-Pierre MIEGE	Administrateur	Néant
Yariv ELBAZ	Administrateur	Néant
Maurice BOURLIER	Administrateur	Néant

Aucun jeton de présence n'a été versé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

### 4.2.2 Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur et de ses filiales

4.2.2.1 Dans le capital de CFD au 31 décembre 2004 :

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Thierry LEYNE	1 585 192	47,71%	1 996 035	50,28%
Maurice BOURLIER	31 134	0,93 %	59 068	1,49 %
Pierre SIMON	6 075	0,18 %	12 150	0,31 %
Jean Pierre MIEGE	14 735	0,44 %	29 470	0,74 %
Philippe HERVE	4 024	0,12 %	8 048	0,20 %
Yariv ELBAZ	1	0 %	2	0 %

4.2.2.2 Dans le capital de CFD Capital Management SA au 31 décembre 2004

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Thierry Leyne	1	0,00 %	1	0,00 %
Philippe Hervé	1	0,00 %	1	0,00 %

4.2.2.3 Dans le capital de CFD Brongniart

	Nombre de parts sociales	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Thierry Leyne	239	23,9 %	239	23,9 %

#### 4.2.3 Informations sur les opérations qui ne présentent pas le caractère d'opérations courantes

##### 4.2.3.1 Conventions réglementées conclues ou dont l'exécution s'est poursuivie en 2004

Date	Contractant(s) de la Société	Dirigeant et/ou actionnaire concerné	Objet du contrat
1 <sup>er</sup> octobre 2003	CFD Capital Partners	M. Thierry Leyne	Convention de prestation de services et assistance commerciale et marketing, développement de l'activité au profit de la Société
30 décembre 2003	CFD Capital Management SA	Monsieur Thierry Leyne	Convention d'intégration fiscale
30 décembre 2003	cfdmidcaps.com SAS	Monsieur Thierry Leyne	Convention d'intégration fiscale
11 février 2004	CFD Capital Management SA	Monsieur Thierry Leyne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-location par la Société de bureaux à usage de siège social</li> <li>- Refacturation d'une quote-part des frais de déménagement</li> <li>- Refacturation des factures EDF - primes d'assurances multirisques - taxes et impôts liés au lieu loué - entretien des bureaux</li> <li>- Convention de prestations de services effectuées par la société au profit de sa filiale au titre des bureaux sous-loués</li> </ul>
11 février 2004	Cfdmidcaps.com SAS	Monsieur Thierry Leyne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-location par la Société de bureaux à usage de siège social</li> <li>- Refacturation d'une quote-part des frais de déménagement</li> <li>- Refacturation des factures EDF - primes d'assurances multirisques - taxes et impôts liés au lieu loué - entretien des bureaux</li> <li>- Convention de prestations de services effectuées par la société au profit de sa filiale au titre des bureaux sous-loués</li> </ul>
11 février 2004	CFD Brongniart SARL	Monsieur Thierry Leyne	Domiciliation de la filiale dans les locaux loués par CFD
29 juillet 2004	CFD Capital Management SA cfdmidcaps.com SAS CFD Brongniart SARL	Monsieur Thierry Leyne	Convention d'omnium de trésorerie <sup>1</sup>
2 août 2004	CFD Corporate Finance SAS	Monsieur Thierry Leyne	Convention de délégation de créance

 COMPAGNIE FINANCIÈRE DE DEAUVILLE		Comptes consolidés au 30 JUIN 2005	
19 octobre 2004	CFD Corporate Finance SAS	Monsieur Thierry Leyne	Domiciliation de la filiale dans les locaux loués par CFD
19 octobre 2004	CFD Corporate Finance SAS CFD Luxembourg SA	Monsieur Thierry Leyne	Convention d'intégration fiscale <sup>1</sup>
Novembre 2004	CFD Capital Management SA Cfdsmidcaps.com CFD Brongniart SARL	Monsieur Thierry Leyne	Avenant à la convention d'omnium de trésorerie
Novembre 2004	CFD Capital Partners SA	Monsieur Thierry Leyne	Convention de placement des BSA novembre 2004
Décembre 2004	Cfdmidcaps.com	Monsieur Thierry Leyne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Résiliation de la convention de sous-location conclue en février 2004</li> <li>- Conclusion d'une convention de domiciliation de la filiale dans les locaux loués par la société</li> </ul>

<sup>1</sup> Convention de centralisation de trésorerie

4.2.3.2 Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des organes d'administration ou de direction

Néant.



## **4.3 REGIMES D'INTERESSEMENT DU PERSONNEL**

### **4.3.1 Régime d'intéressement**

La Société n'a mis en place aucun plan d'intéressement ou Plan Epargne d'Entreprise au profit de ses salariés et des collaborateurs de ses filiales.

### **4.3.2 Options de souscription ou d'achat d'actions**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2005 a, aux termes de sa douzième résolution, autorisé le Conseil d'administration à consentir des options de souscription et à augmenter le capital social au profit des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce.

Le délai d'exercice des options ne pourra excéder 10 ans et le nombre total des options ouvertes et non encore exercées ne pourra excéder 10% du capital de la Société.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration, décrite au paragraphe 1.2.4.1 ci-dessus est valable pour une durée de 38 mois à compter du 28 juin 2005, et n'a pas encore été utilisée à la date du présent document de présentation.

### **4.3.3 Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2002 a, aux termes de sa quatorzième résolution, autorisé le Conseil d'administration à attribuer, à titre gratuit, en une ou plusieurs fois, dans le cadre des dispositions de l'article L. 228-95 du Code de Commerce et de l'article 163 bis G du Code Général des Impôts, 487 470 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE), aux membres du personnel salarié de la Société ainsi qu'aux dirigeants soumis au régime fiscal des salariés ; chaque bon, incessible, donnant droit à souscrire une action de la Société au prix de 12,18 €.

Les titres auxquels donnent droit les bons devront être émis dans un délai de 5 ans à compter de l'émission desdits bons. Ils perdront toute validité après cette date.

L'assemblée générale a fixé à la somme de 2 705 458,50 € le montant nominal maximum des augmentations de capital pouvant résulter de l'exercice des bons, ce plafond étant commun à celui de l'autorisation décrite au paragraphe 3.2.4.1 ci-dessus.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration, valable pour une durée de un an à compter du 26 juin 2002, a été utilisée comme indiqué au paragraphe 1.2.4.4 ci-dessus.

## CHAPITRE 5 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

### 5.1 EVOLUTION RECENTE

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2005, CFD a géré de manière très active son portefeuille de participations. La prise de participation de 20% dans Synthesis Bank, a obtenu l'agrément de l'autorité bancaire suisse le 19 avril 2005 et le closing de l'opération a eu lieu le 21 mai 2005.

CFD s'est renforcé au capital d'EOREZO dans le cadre d'une augmentation de capital réservée, portant ainsi sa participation de 25 % à 37,5%. Cette levée de fonds a permis à EOREZO, qui connaît une forte croissance, de procéder à l'acquisition de la société Kalistee, devenant ainsi propriétaire de son outil technologique.

CFD a également renforcé sa participation dans BOURSE DIRECT en achetant 352 702 actions à un prix moyen de 1,10 €. CFD détient désormais près de 9% du capital.

CFD a pris la décision de céder sa participation dans ADOMOS, postérieurement à son transfert sur Alternext, après avoir accompagné le groupe depuis le premier tour de table des investisseurs. CFD se devait de rendre liquide cette participation à un niveau de valorisation satisfaisant. Cette cession s'est traduite par une plus value de 1,2 million d'euros.

Au cours du premier semestre 2005, 4,9 millions d'euros d'investissements ont été réalisés. Le total des cessions au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2005 représente 2,1 millions d'euros.

L'augmentation de capital par exercice de BSA en cours, bénéficiant des dispositions de la loi Dutreil, s'est traduite par un montant des fonds levés sur le premier trimestre 2005 s'élevant à 3,4 millions d'euros.

L'Actif Net Réévalué du Groupe CFD, calculé selon la méthode définie par le Conseil d'administration de CFD, s'établit au 30 juin 2005 à 34,3 millions d'euros, soit une progression de 5% par action et de 16% en valeur sur le premier semestre 2005.

### 5.2 PERSPECTIVES D'AVENIR

CFD a poursuivi en 2004 la mise en oeuvre de la stratégie annoncée fin 2002 et initiée dès 2003. Les opérations réalisées ou initiées au second semestre 2004 écrivent d'ores et déjà les grandes lignes de ce que devrait être l'année 2005 :

- Poursuite du développement de l'activité des participations majoritaires,
- Poursuite du travail d'optimisation et de développement des investissements réalisés en 2004 et début 2005,
- Poursuite de l'étude de nouvelles d'opportunités d'investissement

Dans cette optique, CFD a décidé de mettre un terme à l'activité de Cfdmidcaps dont la rentabilité tardait à décoller.

CFD entend poursuivre son effort de transparence et de communication à l'égard de ses actionnaires et de la communauté financière.

D'ores et déjà une réunion d'analystes a eu lieu au cours du premier semestre 2005 à l'occasion de la publication des résultats annuels de l'exercice 2004 et une réunion est également prévue au cours du deuxième semestre 2005 à l'occasion de la publication des résultats semestriels du groupe. Ces réunions financières sont complétées par l'organisation de roadshows dans plusieurs pays d'Europe et de nombreuses réunions d'informations en « one to one ».

La mise en oeuvre de cette nouvelle stratégie de communication , associée à la demande de transfert des titres CFD du Marché Libre vers le nouveau marché Alternext d'Euronext Paris, contribueront à développer la liquidité du titre et la notoriété de la société.